

CSC

Villes Durables



2022-2026

Acteurs de la Coopération Non Gouvernementale

Février 2021



Union des Villes
et Communes
de Wallonie asbl



TABLE DES MATIERES

Table des matières	3
Abréviations	5
1 Introduction.....	6
2 Contexte général et analyse des risques.....	9
2,1 Introduction.....	9
2.2 Urbanisation planétaire et transformations en matière de gouvernance.....	11
2.3 Le rôle changeant des autorités locales dans l'urbanisation et les transformations en matière de gouvernance.....	13
2.4 Analyse des parties prenantes du secteur de développement international et belge dans le domaine de l'urbanisation et de la décentralisation	16
2.5 Risques et opportunités	18
3 Théorie du Changement.....	21
4 Cibles stratégiques	25
4.1 Cible stratégique 1 : co-crédation de la ville durable.....	26
1 Analyse de contexte spécifique	26
2 Approches.....	Fout! Bladwijzer niet gedefinieerd.
3 Analyse de risques spécifique.....	30
4.2 Cible stratégique 2 : des capacités à concevoir la ville durable	30
1 Analyse de contexte spécifique	31
2 Approches.....	35
3 Analyse de risques spécifique.....	36
4.3 Cible stratégique 3 : des modèles économiques durables et inclusifs pour la ville durable.....	37
1 Analyse de contexte spécifique	38
2 Approches.....	41
3 Analyse de risques spécifique.....	42
5 Lien avec d'autres CSC.....	43
6 Synergie et complémentarité	52
6,1 Introduction.....	52
6.2 Opportunités transversales de synergie et de complémentarité	53
6.3 Opportunités de synergie et de complémentarité pour la cible 1 (co-crédation de politiques) ..	54
6.4 Opportunités de synergie et de complémentarité pour la cible 2 (renforcement des capacités)	55
6.5 Opportunités de synergie et de complémentarité pour la cible 3 (modèles économiques durables et inclusifs)	55
6.6 Résumé.....	55

7 Processus d'apprentissage collectifs	57
Annexe 1 - moments clés dans le processus de rédaction.....	60
Annexe 2 - aperçu des pays et des thèmes	62
Annexe 3 - notes pour les autres CSC.....	63
Annexe 4 - liste de références	138
1 Contexte général et analyse des risques.....	138
2 Cibles stratégiques	141
Annexe 5 - coordonnées des membres ACNG	143

ABREVIATIONS

ACNG	Acteurs de la Coopération Non Gouvernementale
CCRE	Conseil des Communes et Régions d'Europe (CCRE)
CIB	Groupe de Travail sur le Renforcement des Capacités et des Institutions (CGLU)
OSC	Organisations de la Société Civile
DeLoG	Décentralisation et gouvernance locale (Development Partners Network on Decentralisation and Local Governance)
ECDPM	Centre Européen de Gestion des Politiques de Développement
FLACMA	Fédération Latino-américaine des Villes, Municipalités et Associations de Gouvernements Locaux
DGD	Direction Générale Coopération au Développement et Aide Humanitaire
DG INTPA	Direction Générale des Partenariats internationaux (CE)
DG NEAR	Direction Générale des Négociations de Voisinage et d'Élargissement (CE)
FAO	Organisation pour l'Alimentation et l'Agriculture
CSC	Cadre Stratégique Commun
FPHN	Forum politique de haut niveau pour le développement durable (HLPF en Anglais)
AI	Acteurs Institutionnels
ICLEI	Conseil International pour les Initiatives Écologiques Locals
MUFPP	Pacte de Politique Alimentaire Urbaine de Milan
NGP	Nouvelle Gestion Publique (New Public Management)
NUA	Nouveau Programme pour les villes (New Urban Agenda)
OCDE	Organisation de Coopération et de Développement Économiques
OMDM	Oxfam Magasins-du-monde
ODD	Objectif(s) de Développement Durable
PME	Petites ou Moyennes Entreprises
TdC	Théorie du Changement
CGLU	Cités et Gouvernements Locaux Unis
CGLU ASPAC	Cités et Gouvernements Locaux Unis Asie-Pacifique
UNACLA	Comité Consultatif des Nations Unies sur les Autorités Locales
ONU DAES	Département des Affaires Économiques et Sociales des Nations Unies
CEE-ONU	Commission Économique pour l'Europe des Nations Unies
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
UNITAR	Institut des Nations Unies pour la Formation et la Recherche
UVCW	Union des Villes et Communes de Wallonie
VNG	Association des Municipalités Néerlandaises
VVSG	Association des Villes et Communes Flamandes
FUM	Forum Urbain Mondial

1 INTRODUCTION

Contexte

La base juridique pour les Cadres Stratégiques Communs (CSC) est établie par l'arrêté royal du 11 septembre 2016 concernant la coopération non gouvernementale. Dans un CSC, les Acteurs belges de la Coopération Non Gouvernementale (ACNG) établissent des cibles stratégiques sur lesquelles ils travaillent ensemble ou de manière complémentaire, sur la base d'une analyse de contexte commune d'un pays ou d'un thème. Les participants d'un CSC sont des ACNG reconnus et sont en principe uniquement des Organisations de la Société Civile (OSC) et des Acteurs Institutionnels (AI). Les objectifs des CSC sont les suivants :

1. Promouvoir la coordination et la consultation entre les acteurs concernant les stratégies ;
2. Parvenir à une complémentarité ou à une synergie au sein de la coopération non gouvernementale ;
3. Assurer un apprentissage commun des stratégies et des risques ;
4. Entretenir un dialogue stratégique avec le gouvernement.

Le présent CSC couvre une période de cinq ans, de 2022 à 2026. Le CSC représente le cadre général dans lequel les ACNG inscrivent leurs programmes subventionnés par la DGD.

Introduction au CSC Villes Durables

Le CSC thématique Villes durables rassemble des ACNG autour des processus **d'urbanisation, de décentralisation et de bonne gouvernance (locale)**. Le CSC connecte la politique belge de coopération au développement sur les villes durables avec des cadres internationaux, comme le Nouveau Programme pour les villes (New Urban Agenda) et les Objectifs de Développement Durable (ODD).

Le CSC Villes Durables est composé de **sept membres actifs** : Brulocalis, COTA, Echos Communication, Oxfam Magasins du Monde (OMDM), Rikolto, Union des Villes et Communes de Wallonie (UVCW) et Association des Villes et Communes Flamandes (VVSG). Même si certaines organisations se connaissaient et travaillaient déjà ensemble de façon ponctuelle, la solide coopération entre les sept membres représente un processus nouveau et extrêmement instructif. Quatre organisations sont enregistrées comme observatrices au sein du CSC Villes Durables : ARES, Bos+, Iles de Paix et Join For Water. La VVSG a pris le rôle de rédacteur en chef pour la création du CSC.

Les acteurs du CSC Villes Durables entendent contribuer à **une cible commune** au sein du CSC et de ses programmes de développement : *promouvoir les villes durables dans le monde, avec une attention particulière pour les villes, les communes ou les territoires définis au sein desquels les Objectifs de Développement Durable (ODD) sont réalisés. La ville durable s'inscrit toujours dans les limites écologiques de la planète, et en même temps, elle garantit que les normes sociales minimales nécessaires au bien-être des citoyens sont respectées.*

Plus spécifiquement, les acteurs décrivent la **ville durable** de la manière suivante : les villes durables sont des villes et des villages bien gouvernés, co-produits démocratiquement par des représentants élus responsables, des administrations transparentes, des communautés et des citoyens constructifs et par un secteur privé responsable. Elles sont capables de développer des relations ville-campagne renouvelables et saines d'un point de vue écologique et de répondre aux besoins largement et socialement définis des citoyens, en ce compris ceux qui sont défavorisés et vulnérables, sans porter

atteinte aux besoins des générations futures. Les villes durables sont économiquement variées et financièrement stables. Elles encouragent les mécanismes de prise de décision hybrides, intègres et multi-niveaux, donnent accès à une multitude de formes de citoyenneté et d'autonomisation et encouragent l'expression culturelle riche et diversifiée. Elles sont reliées au sein de dynamiques de gouvernance plus larges de l'État, de la région et des agglomérations avoisinantes. Les villes bien gouvernées prennent également les droits comme point de départ, elles recherchent l'équilibre entre les détenteurs d'obligations qui créent des conditions et qui respectent, protègent et concrétisent des droits, et les détenteurs de droits qui poursuivent et revendiquent activement leurs droits.

Processus de rédaction

Les membres actifs du CSC ont travaillé sur la rédaction du CSC Villes Durables d'octobre 2020 à février 2021. En raison du COVID-19, il n'a pas été possible de se rencontrer physiquement au cours de cette période, ce qui a créé certains obstacles dans le processus. Les membres du CSC **se sont rencontrés** virtuellement **une fois par mois** au cours de la période de rédaction. Le nombre total de réunions du groupe de pilotage a dès lors été de cinq. Entre-temps des consultations numériques ont été programmées avec des « sous-groupes » et des échanges ont été effectués par e-mail et par le biais d'un dossier SharePoint. Pour les ateliers et le brainstorming, l'outil en ligne *Miro* a été utilisé.

La rédaction du CSC a été lancée et guidée par le **rédacteur en chef** VVSG. Le rédacteur en chef a fait appel à Steff Deprez de l'organisation Voices that Count pour contribuer au pilotage adéquat du processus. En tant que **superviseur de processus**, il a, en collaboration avec le rédacteur en chef, supervisé plusieurs ateliers et moments de réflexion avec les membres, et il a été chargé du développement d'une Théorie du Changement (TdC) générale.

Pour l'**analyse du contexte général et des risques**, le rédacteur en chef a travaillé ensemble avec des experts issus du *Département d'architecture, de la division du design urbain, du paysage et de la planification* de la KU Leuven, à savoir le Prof. Pieter Van den Broeck, la Dr. Clara Medina García et le Dr. Jeroen Stevens. Un premier jet de l'analyse de contexte a également été présenté et commenté par un certain nombre d'experts (inter)nationaux, à savoir Edgardo Bilsky (CGLU), Jean Bossuyt (ECDPM), Jessie Post (VNG), Joëlle Piraux (Enabel), Marlène Simeon (PLATFORMA) et Sarah Bentz (CCRE).

La rédaction des **cibles stratégiques** a été réalisée avec un initiateur par cible, à savoir COTA pour la cible 1, VVSG pour la cible 2 et Rikolto pour la cible 3. Pour chaque cible, des échanges ont été organisés avec les membres du CSC appropriés.

Les **partenaires des acteurs du CSC** ont été impliqués à plusieurs reprises. Les partenaires sont à la fois répartis aux quatre coins du monde (Belgique, Afrique, Asie et Amérique latine) et diversifiés en termes de type d'acteur (gouvernement local, organisation faîtière ou autorités locales, partenaire ONG, etc.). Chaque acteur du CSC a d'abord impliqué avant tout ses propres partenaires, en partie par le biais d'e-mails, de consultations numériques et de demandes de feed-back. En outre, le mardi 26 janvier, un atelier numérique commun a été organisé pour les partenaires de tous les membres du CSC (avec traduction simultanée) au cours duquel l'analyse de contexte générale et les cibles stratégiques ont été discutées. Les partenaires participants étaient issus de la Belgique, du Bénin, du Burkina Faso, de la République démocratique du Congo, du Maroc, du Sénégal, de la Tanzanie et de l'Afrique du Sud.

L'Annexe 1 présente un aperçu plus détaillé des différentes étapes et échéances du processus de rédaction.

Terminologie dans le CSC

La **ville** est une métropole, une ville, une commune ou un territoire défini. Au sein du CSC, le terme « ville » est utilisé pour n'importe quelle forme d'établissement humain, indépendamment de sa taille.

Au sein du CSC, une distinction est faite entre deux types d'acteurs agissant dans la ville :

- **Gouvernement local ou autorité locale** : niveau de décentralisation de la gouvernance avec un échelon politique et administratif.
- **Acteurs locaux** : tous les acteurs au niveau local, sauf le gouvernement local. Ils comprennent la société civile, le secteur privé, le monde académique, les écoles, les associations, les organisations de producteurs, les familles, les citoyens individuels, etc.

2 CONTEXTE GENERAL ET ANALYSE DES RISQUES

2.1 Introduction

Avec 55 % de la population mondiale vivant actuellement dans des zones urbaines, chiffre qui devrait augmenter à 70 % d'ici 2050, **l'urbanisation rapide** est devenue l'une des tendances les plus significatives du 21^e siècle. Les villes sont entendues ici comme des établissements humains sous leurs multiples manifestations, allant des petites communes et villes secondaires à des mégalopoles et de larges zones métropolitaines. Étant donné que les villes génèrent 80 % de l'économie mondiale, l'urbanisation rapide est synonyme d'augmentation de la richesse, mais elle soulève également plusieurs questions liées au développement, à la fois pour les villes et leurs zones périurbaines et rurales avoisinantes. L'expansion urbaine amène dès lors simultanément de nouvelles possibilités et de nouveaux défis pour les populations dans le monde.

Des forums internationaux ont déjà largement discuté de l'impact de l'urbanisation rapide, conçu des programmes internationaux et se sont engagés à poursuivre des objectifs internationaux, comme ceux établis par le **Programme de développement durable des Nations Unies à l'horizon 2030 (ODD), le Nouveau Programme pour les villes (NUA - New Urban Agenda) d'ONU-Habitat et les Accords climatiques**. Ces programmes mettent toutefois en lumière des défis de mise en œuvre majeurs pour tous les pays : bien que l'urbanisation soit à l'origine d'occasions inédites d'améliorer les conditions de vie, des interventions supplémentaires doivent être effectuées de toute urgence en vue de structurer la transition urbaine dans les domaines de la régénération et du développement urbains et régionaux, de la planification de voisinage, de l'écologie urbaine, de la reconstruction post-désastre, de la participation démocratique et d'un « droit à la ville » pour tous plus authentique. De telles interventions urbaines devraient contribuer à l'élaboration de stratégies afin de guider les processus d'urbanisation en intégrant des programmes écologiques, socioéconomiques, sociopolitiques et culturels, tout en favorisant l'augmentation de la co-production entre les parties prenantes issues de la société civile, du gouvernement, du secteur privé et de leurs formes hybrides.

L'urbanisation en cours s'accompagne de perpétuelles **transformations en matière de gouvernance**, déplaçant les compétences et les ressources entre les niveaux du gouvernement, affectant la relation entre ces échelons, le secteur privé et la société civile, et influençant la manière dont les défis d'urbanisation sont traités. Les ODD 11 « Villes et communautés durables », 16 « Paix, justice et institutions efficaces » et 17 « Partenariats pour la réalisation des objectifs », et plus spécifiquement le NUA, entre autres, soulignent le rôle des autorités locales dans la réponse aux défis sociétaux. L'importance des villes en tant qu'entités de gouvernance et la bonne gouvernance des établissements humains sont cruciales pour affronter les défis de l'urbanisation et pour la mise en œuvre générale des ODD. Les villes durables sont des villes et des villages bien gouvernés, co-produits démocratiquement par des représentants élus qui sont responsables, des administrations transparentes, des communautés et des citoyens constructifs et par un secteur privé responsable. Elles sont capables de développer des relations ville-campagne renouvelables et saines d'un point de vue écologique et de répondre aux besoins largement et socialement définis des citoyens, en ce compris ceux qui sont défavorisés et vulnérables, sans porter atteinte aux besoins des générations futures. Les villes durables sont économiquement variées et financièrement stables. Elles encouragent les mécanismes de prise de décision hybrides, intègres et multi-niveaux, donnent accès à une multitude de formes de citoyenneté et d'autonomisation et encouragent l'expression culturelle riche et diversifiée. Elles sont reliées au sein de dynamiques de gouvernance plus larges de l'État, de la région et des agglomérations avoisinantes. Les villes bien gouvernées prennent également les droits comme point de départ, elles recherchent l'équilibre entre les détenteurs d'obligations qui créent des conditions et qui respectent,

protègent et concrétisent des droits, et les détenteurs de droits qui poursuivent et revendiquent activement leurs droits.



Image 1. Nuage de mots à propos des questions couvertes par les villes durables et bien gouvernées.

Afin d’explorer et de traiter les dynamiques et les défis de la gouvernance en rapport avec l’urbanisation, une **perspective plus large** est nécessaire, dans laquelle l’urbanisation est considérée comme un mélange de transformations écologiques, matérielles, technologiques, sociales, socioéconomiques, cognitives, sociopolitiques, socioculturelles et discursives. Une telle perspective est socioécologique et souligne l’interdépendance des établissements humains et des écosystèmes naturels dans lesquels ils ont été installés. Elle permet d’examiner les facteurs socioéconomiques de l’urbanisation et l’ancrage du pouvoir et des inégalités, mais également le fait que les personnes sont capables d’être à l’origine d’innovation et de transformation socioenvironnementale. Elle aide à analyser la gouvernance et les manières hybrides multi-niveaux et multi-acteurs avec lesquelles les relations sociales sont organisées et les décisions sont prises. Celles-ci incluent les logiques hiérarchiques, basées sur le marché, de réseau et basées sur la solidarité. Les multiples interactions entre les acteurs gouvernementaux, privés et appartenant à la société civile et la manière avec laquelle ces interactions sont structurées par des arrangements institutionnalisés à différents niveaux, doivent être prises en considération.

2.2 Urbanisation planétaire et transformations en matière de gouvernance

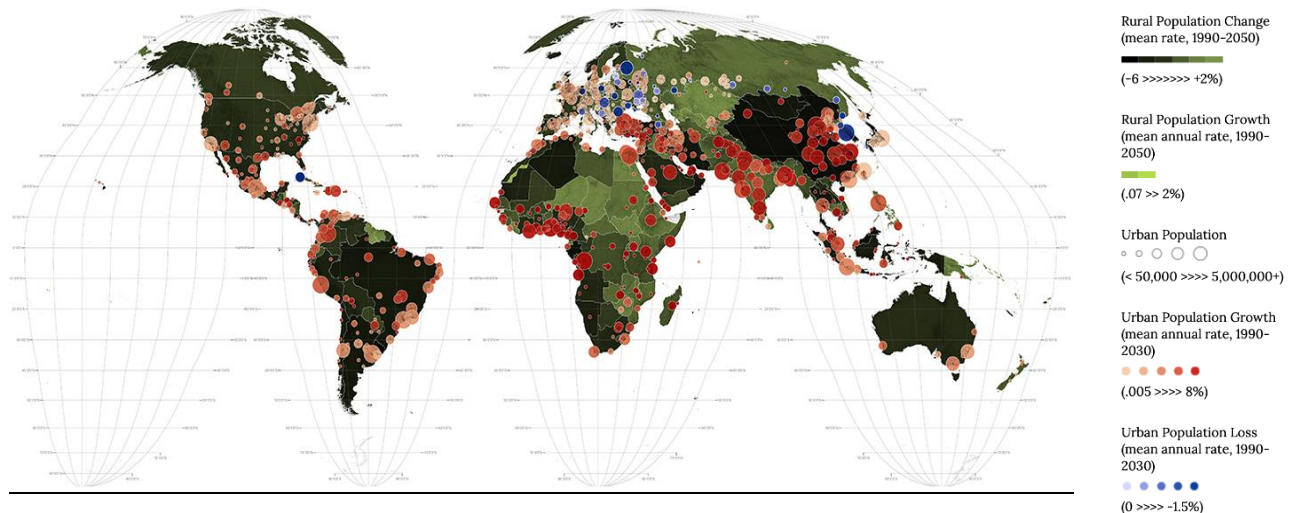


Image 2. Évolution de la population ville-campagne 1990-2050. Source : Atlas pour la fin du monde

L'urbanisation, dans son sens le plus large, a pris des proportions planétaires. À l'époque « anthropocène », la présence humaine affecte actuellement l'intégralité de l'écosystème de la planète, par le biais d'une consommation des terres, de la croissance des établissements urbains, de l'intensification de l'agriculture, de la déforestation, de l'humanisation et de la gestion de la nature, et de la marchandisation générale des communs. Dans ce monde urbanisé, les nettes distinctions et frontières entre le mode de vie rural et urbain se brouillent dans de vastes réseaux d'extraction, de production, de consommation et d'échanges. Ce phénomène amène inévitablement un éventail de nouveaux défis et possibilités socio-écologiques. Les villes stimulent la prospérité économique, l'inclusion sociale, l'innovation culturelle, les formes progressives de gouvernance et la démocratie directe, et les avancées écologiques, mais accumulent également les crises en matière de dégradation écologique, de conflit politique, d'exclusion sociale et de migration. Le processus d'urbanisation transforme les relations ville-campagne. Celles-ci comprennent les réseaux alimentaires, les chaînes de production mondiales de produits alimentaires de base et les marchés qui reposent sur l'agriculture industrialisée. En réponse à cette situation, des initiatives de réaction proposent des approches alternatives par le biais de projets de restauration des terres, d'agriculture de précision high-tech, d'agriculture familiale, d'agriculture urbaine et de politiques alimentaires urbaines, parmi beaucoup d'autres.

L'urbanisation mondiale a évolué de concert avec les **transformations de gouvernance en cours**. Après des siècles d'émergence des États-nations centralisés, la mondialisation a engendré une nouvelle expansion des organisations politiques et commerciales dans le monde, des réseaux urbains internationaux et des entreprises multinationales, mais également des dévolutions de pouvoir en faveur des régions, des zones métropolitaines, des villes et des autorités urbaines et rurales locales. Au même moment, les relations État-privé-société civile ont été modifiées. Les approches de gestion et les modèles de « villes internationales » néolibérales ont été introduits par le biais de partenariats entre le public et le privé, mais des mouvements citoyens locaux, régionaux, nationaux et internationaux ont également été lancés. Certains de ceux-ci sont, bien qu'extrêmement diversifiés, mondialement connus, avec notamment les mouvements d'occupation à Barcelone et à New York, les réactions indigènes à La Paz, Lima et Quito, les manifestations politiques à Istanbul, Hong Kong et Bangkok, les mouvements populaires à Santiago et à Bogota et le printemps arabe au Caire et à Beyrouth. De la même manière, les pratiques (sociales) innovantes de commonification telles que les

fiducies foncières communautaires, les coopératives immobilières, les systèmes d'échanges commerciaux à l'échelle locale et les coopératives agricoles urbaines, parmi beaucoup d'autres, se multiplient dans les villes de petite et de moyenne taille dans le monde entier.

L'urbanisation et la transformation en matière de gouvernance sont **géographiquement (et socialement, économiquement, politiquement, culturellement, etc.) variées**. Après l'époque coloniale, l'Amérique latine est passée par une période d'urbanisation intense au 19e et plus particulièrement au 20e siècle, alimentée par les industries minières et d'extraction, l'agriculture et les monocultures sous la forme d'agro-industrie, la déforestation et l'immigration de masse et l'esclavage ou la main-d'œuvre bon marché. L'extraction de ressources à grande échelle, la substitution des importations généralisée, l'industrialisation et l'immigration campagne-ville élargie a donné naissance à certaines des mégalo-poles avec le plus de ségrégation dans le monde comme Buenos Aires, Mexico City et São Paulo. Le continent a vécu une période d'oligarchie, de populisme et de démocratisation et affiche une longue tradition en termes de mouvements sociaux. Il comprend encore et toujours des États légèrement élitistes et clientélistes, mais l'augmentation des mouvements de la société civile a changé la gouvernance des grandes (p. ex. Medellín, Santiago, Quito, Curitiba) villes et de celles plus petites et périphériques, et même des démocraties nationales (Bolivie, Équateur, Chili, Costa Rica). En Asie, les villes de Chine, d'Inde, d'Asie du Sud et d'Asie du Sud-Est se retrouvent parmi le top actuel des agglomérations urbaines qui se développent le plus rapidement. Certaines de celles-ci sont devenues des économies avec la plus grande croissance dans le monde en raison des niveaux d'exportation élevés, de l'exploitation de marchés avec de la main-d'œuvre à très faible coût et de l'excédent accumulé inédit de l'immobilier. Bien qu'elle ait déjà connu une période d'urbanisation, Tokyo reste parmi les zones urbaines les plus grandes dans le monde depuis la moitié du 20e siècle. Elle affiche actuellement une population estimée de 38 millions d'habitants. De la même manière, les possibilités et les défis urbains dans les villes secondaires moins connues sont en train d'augmenter. Les pays asiatiques disposent également de systèmes de gouvernance extrêmement variés, qui sont de prime abord parfois très centralisés, mais qui, en y regardant de plus près, semblent plutôt hybrides d'un point de vue national-régional-local, état-société civile et des interactions entre la ville et la campagne. L'Afrique reste l'épicentre international de l'extraction coloniale et néocoloniale, et des villes comme Nairobi, Kinshasa, Grand Johannesburg, Dakar, le Caire et Lagos évoluent à présent pour devenir les centres d'urbanisation du continent, créant des mégalo-poles à croissance rapide et mettant en place une périurbanisation et une grande mutation rurale. Plutôt que l'industrialisation, les services et les activités de faible productivité (informelles) représentent des facteurs essentiels. Les prévisions annoncent que 55 % de la croissance de population dans le monde au cours des décennies à venir se concentrera en Afrique, et sa population devrait tripler d'ici 2050. Les États nationaux sont souvent faibles, d'autres sont fortement concentrés, mais des expériences de décentralisation du pouvoir vers les régions et les villes sont en cours. Bien qu'il y ait encore un déséquilibre structurel de la structure urbaine en Afrique, de milliers de villes secondaires prennent de l'importance, une tendance qui devrait se poursuivre dans un avenir proche et provoquer une augmentation des défis socio-écologiques pour ces villes. Certaines se trouvent à proximité des centres métropolitains, mais de nouvelles agglomérations urbaines émergent également par le biais de transformations démographiques rurales. L'impact du secteur privé est généralement élevé, comme il est possible de le constater avec le rôle des développeurs immobiliers mondiaux dans de nombreuses capitales.

En tant que cas particulier en Europe et exemple d'urbanisation millénaire et de différentes étapes de désurbanisation et de réurbanisation, la **Belgique** est passée par un mode idiosyncrasique d'expansion urbaine. À la suite d'un mélange remarquable de mise en réseau urbaine multi-couches, d'intensification agricole et de transformations urbaines-rurales, les deux tiers du pays sont à présent concernés par l'expansion urbaine, ce qui démontre l'évaporation graduelle des frontières entre la ville

et la campagne. Au cours des dernières décennies, la reprise des friches industrielles, la planification spatiale stratégique et le « mode de projet urbain » ont replacé de nombreuses villes au centre de l'attention, alors que la prise de risques en matière de spéculation immobilière, la touristification et la gentrification ont simultanément été accompagnées par une consommation des terres permanente. Des siècles d'urbanisation ont également assisté à des transformations perpétuelles de gouvernance, créant un hybride en matière d'État-privé-société civile. La dévolution du pouvoir vers les régions a maintenant considérablement restructuré l'État, mais également donné du pouvoir aux autorités locales, même si les ressources n'ont pas toujours suivi. L'externalisation des services publics vers le secteur privé, l'augmentation des inégalités et la pression exercée sur la démocratie ont été à l'origine d'une restructuration du terrain d'entente des partenaires sociaux et ont soulevé de nouvelles réactions de la société civile dont le but est de rechercher de nouveaux partenariats entre le public et le civil. La décentralisation de la prise de décision a permis aux communes de faire des expériences en termes de nouvelles alliances entre le secteur public, privé et civil en vue d'ouvrir la voie à plus de modes de co-production et de co-création en matière de création de ville.

2.3 Le rôle changeant des autorités locales dans l'urbanisation et les transformations en matière de gouvernance

L'urbanisation et les transformations en matière de gouvernance affectent directement le rôle et la performance des autorités locales et leur relation avec d'autres acteurs. Ces rôles et relations évoluent et réagissent également en permanence aux circonstances contextuelles et aux tendances de gouvernance internationales.

Les appels pour la décentralisation et la subsidiarité ont récemment suivi des tendances de centralisation étatique et l'application des logiques du marché et des entreprises s'est répandue dans l'approche de Nouvelle Gestion Publique (NGP - New Public Management). Ces revendications, comme p. ex. une partie des recommandations de l'UE et de l'organisation faïtière internationale Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU), reposent sur l'hypothèse que les gouvernements locaux sont les plus proches des personnes, de leurs besoins et de leurs connaissances. Selon celles-ci, le niveau local est le plus approprié pour relever les défis, répondre aux besoins des citoyens, innover en termes d'allocation de ressources, et pour collaborer avec des personnes touchées par des questions variées (voir tableau 1). Le niveau local peut « démocratiser » le développement durable par le biais de l'élaboration de programmes locaux et il est nécessaire pour augmenter la faisabilité et l'efficacité de la décentralisation et pour traiter les questions complexes et souvent transsectorielles auxquelles font face les villes. Toutefois, les contradictions entre la rhétorique de démocratie en tant que dimension clé de la bonne gouvernance et l'augmentation des modes autoritaires de gouvernance doivent également être prises en considération.

Tableau 1. Tâches pour tous les niveaux du gouvernement. Source : Rapport de l'ONU « Défis et marche à suivre dans le secteur urbain. Développement durable au 21e siècle (DD21) », 2012.

	LAND USE	BUILDINGS / REGULATION	PUBLIC BUILDINGS; leading by example	ENERGY / INFRASTRUCTURE	ENERGY / PRODUCTION; leading by example	MOBILITY / INFRASTRUCTURE	MOBILITY / PUBLIC TRANSPORT	FINANCING
National government	National land use priorities	National land use & building act, guidelines, specifications	Parliament building, ministries, universities hospitals, ...	National and supra-national grid	National policies, taxation	National & supra-national networks, possibly airports, railroads	Possibly nationally owned railways and airlines	Income & business tax, VAT, etc. Sovereign bonds & loans from markets
Metropolitan / regional government	Regional plan, land use principles, e.g. densities		Educational facilities, regional utilities, hospitals, ...	Fixed areas for wind farms	Large scale energy production; areas for biomass production	Tram, BRT and metro lines, pedestrian and cycle routes, roads	Regional public transport, pricing	Subsidies from national government, Share of local income tax, fees for service
Local government, cities	Zoning & detail plan, real estate policies for city-owned land,	Local building ordinance, building control	City Hall, schools, fire stations, daycare centres, ...		Local, publicly owned energy production	Tram, BRT & metro lines, walkways, cycle routes, roads, parking	Municipal public transport, pricing	Local income & real estate tax; fees, possibly municipal bonds & loans
Citizen, other stake-holders	Participatory urban planning	Petitions for building preservation and right to comment permits	User feedback, right to comment project proposals	(Local, neighborhood scale infra for renewable energy)	Local, cooperative renewable energy production	(Private roads)	User feedback	Taxpayers, participatory budgeting

Malgré l'émergence de tendances de décentralisation dans le monde, les inquiétudes persistent quant à la disponibilité de cadres juridiques et de gouvernance stables et suffisants et des ressources financières et humaines pour les autorités et administrations locales en vue de contribuer au développement institutionnel local. L'État et les gouvernements régionaux sont appelés à fournir aux gouvernements locaux des ressources et des compétences, alors que les autorités locales restent responsables de l'approvisionnement efficace des services publics et de la sauvegarde et du soutien de la démocratie. Ces éléments incluent les revendications en vue de garantir l'accès au financement pour les villes, l'inversion de privatisation et la réduction des dépenses des administrations publiques qui ont suivi les réformes NGP et la récupération des principes de bonne gouvernance relatifs à la bureaucratie comme la transparence, la responsabilisation et l'inclusion. Ils comprennent aussi la numérisation des administrations publiques et des services en vue d'accroître l'inclusion, l'efficacité et les liens étroits entre les gouvernements locaux et les citoyens. De plus, des tendances émergent en prêtant de l'attention à la gouvernance multi-niveaux, en essayant d'aligner et de garantir une meilleure complémentarité des politiques et des stratégies entre les différents niveaux des gouvernements et des administrations, en partageant des ressources publiques au sein des niveaux du gouvernement et en rééquilibrant les inégalités sociales et territoriales.

La collaboration intercommunale est un phénomène répandu de longue date dont l'objectif est de coordonner les efforts parmi les différentes communes en vue de traiter des questions comme l'eau, l'énergie, le transport, la ségrégation, le gaspillage, le logement ou l'approvisionnement en nourriture, de formuler des politiques urbaines avec d'autres niveaux du gouvernement et de parvenir à des approches complètes et cohérentes. Dans ce contexte, la planification au niveau métropolitain (à savoir les stratégies et les politiques développées pour la zone Courtrai-Lille ou la région du canal à Gand en Belgique, les régions des villes de Rotterdam, Genève et Barcelone en Europe, ou les régions métropolitaines de São Paulo, le nord-est de l'Illinois ou Nairobi dans le monde) a également émergé comme étant une échelle intermédiaire, parfois formalisée en agences de planification métropolitaine

spécifiques. Enfin, les réseaux de villes et les échanges d'expériences, qui permettent d'activer l'apprentissage mutuel entre les villes dans différents contextes, se répandent dans le monde entier. Ils couvrent parfois des questions spécifiques, se retrouvent parfois sous l'égide d'organisations et de programmes supracommunaux internationaux, comme ceux de l'ONU et de l'UE. La tendance vers la collaboration et la mise en réseau intercommunale transforme aussi la gouvernance internationale, avec les communes faisant du lobbying pour être incluses dans les processus de prise de décision et mettant en œuvre des programmes nationaux, européens et internationaux.

En ce qui concerne les relations entre les autorités locales et les autres acteurs urbains, l'ère des partenariats publics-privés continue dans le monde, mais elle est également mise au défi par de nombreuses **expériences visant à élargir la portée des partenariats et à impliquer tous les acteurs urbains dans la gouvernance et la prise de décision locales**. Ces expériences essaient de favoriser l'émergence d'une intelligence collective et de considérer les acteurs non publics comme des partenaires intelligents en vue de co-définir les problèmes urbains, de co-crédier des solutions et des services et de mettre en œuvre ces politiques et ces programmes de manière collaborative. L'émergence de collaborations socialement innovantes multi-acteurs qui n'incluent pas uniquement des acteurs privés (p. ex. les processus de participation à l'élaboration et à la mise en œuvre de politiques, la gestion partagée des ressources publiques, les laboratoires urbains ou les conseils consultatifs) dépend des cadres de gouvernance institutionnels établis au niveau local, mais elle contribue aussi à la transformation de ce dernier élément. De la même manière, la collaboration multi-acteurs et la co-crédiation de la gouvernance urbaine dépend de et se construit sur des relations antérieures entre les autorités locales et les organisations civiles et les citoyens et la capacité civique des différents acteurs. Ce phénomène est lié à l'évolution et à la transformation des systèmes de sécurité sociale et de la fourniture de services publics dans chaque contexte géographique, et à la transformation des politiques et des cadres institutionnels relatifs à la fourniture de services publics et à la participation à ceux-ci. Oui, les cadres institutionnels ne sont pas les seuls à être transformés. Des efforts voient aussi le jour en vue d'actualiser et de renforcer les compétences et les capacités, à la fois des autorités et des administrations publiques et des acteurs civils, afin de pouvoir communiquer leurs perspectives et leurs intérêts et de participer à des coalitions multi-acteurs et à des co-crédations de politiques.

La gestion de la pandémie de COVID-19 depuis 2020 apporte de nombreux exemples qui mettent en évidence le **rôle incontournable du niveau local, des gouvernements et des acteurs locaux pour créer de la résilience et répondre aux urgences et aux crises**. Dans certains cas, une action rapide a été possible grâce aux cadres institutionnels préexistants et aux réseaux solides d'acteurs qui ont pu être activés et réorganisés compte tenu de la nouvelle situation d'urgence. Mais la disponibilité de ressources publiques et la force des administrations locales ont également été des facteurs décisifs. Certains gouvernements locaux ont été en mesure de réactiver les mécanismes d'État-providence existants, et cela a été le cas dans plusieurs villes belges et néerlandaises et à New York, ou d'innover en termes de fourniture de services et de coordination d'acteurs afin de lutter contre la situation d'urgence, tout comme l'ont fait les autorités locales en Amérique latine (p. ex. à Quito) et en Afrique (p. ex. à Kampala). Alternativement, dans des situations d'États plus faibles, la société civile et les mouvements sociaux se sont largement mobilisés pour lutter contre le COVID-19 par le biais d'actions de sensibilisation de grande ampleur, de protection des droits des travailleurs, de distribution de matériel de soins de santé, d'alimentation, de logement, et d'autres actions similaires, souvent en soutien des communes et des régions locales et par le biais de celles-ci. Cette situation a par exemple été constatée au Brésil ou dans de nombreuses villes aux États-Unis. Le COVID-19 a également mis au défi les relations et le support mutuel au sein des niveaux gouvernementaux et administratifs, mettant tous les deux en lumière des processus de recentralisation de la prise de décision par rapport à la

gestion de la crise, par exemple lorsqu'une sorte d'« État d'urgence » est mis en place, augmentant les compétences des gouvernements nationaux au détriment des régions et/ou des communes. Autrement, la décentralisation et la dévolution de compétences et de ressources supplémentaires vers les régions et les autorités locales ont également eu lieu, avec ou sans le financement approprié.

Les défis urbains actuels mettent également en avant la **transversalité et les approches territoriales intégrées dans la création de politique et dans le travail et la performance des autorités et administrations publiques**. À cet égard, la planification de l'espace peut constituer un levier clé pour des approches plus intégrées, participatives et coordonnées envers le développement durable. En effet, de plus en plus de connexions solides existent entre les différents secteurs politiques et les dimensions et niveaux territoriaux. L'urbanisation rapide ne provoque pas uniquement des transformations en matière d'écologie et de gouvernance. Elle affecte également les relations sociales dans leur ensemble, agissant sur les psychologies des personnes, la santé, les systèmes alimentaires, les marchés du travail, les systèmes économiques, l'éducation et la production de connaissances, les relations et les inégalités entre genres, les mécanismes de pauvreté, etc. Le travail intersectoriel effectué dans la sphère urbaine a déjà été mis en lumière pendant le développement du Programme des Nations Unies pour l'horizon 2030, qui estime que 65 % des cibles ne peuvent pas être atteintes sans une implication active des autorités locales. Cette situation exerce une influence sur la manière avec laquelle les politiques et les programmes locaux sont conçus et mis en œuvre et elle déclenche des innovations dans la manière de travailler des autorités locales. Bien que celles-ci tendent souvent à fonctionner en silos déconnectés, la localisation des ODD et du NUA encourage les stratégies et les plans transversaux et transsectoriels sur le long terme. Il est vrai que les politiques et les programmes nationaux sont parfois traduits en actions concrètes au niveau local, mais les autorités locales prennent souvent l'initiative pour combler les lacunes laissées par les gouvernements nationaux, ce qui favorise une tendance « bottom-up ». Au cours de ce processus, le rôle des autorités et administrations locales évolue pour devenir celui de coordinateur d'efforts, de compétences, de ressources et d'intérêts de tous les acteurs urbains, ce qui apporte de la structure aux relations entre les niveaux locaux et les autres échelons gouvernementaux.

Le traitement des questions soulevées dans les ODD les plus liés aux villes durables et aux transformations en matière de gouvernance (à savoir les ODD 11, 16 et 17) permettra de contribuer aux efforts et d'interférer avec ceux-ci en vue de se pencher sur de nombreux autres ODD qui appartiennent au contexte urbain et pour obtenir les changements systémiques souhaités. En effet, l'« urbanisation durable » est également considérée par les CGLU comme la dimension qui « incarne les **interconnexions et les interactions entre les différentes dimensions des ODD et les autres programmes** », à savoir « ne laisser personne de côté » afin de lutter contre les mécanismes qui mènent à l'exclusion et de fournir un accès aux services pour tous. Cette tendance permettra d'obtenir des économies urbaines durables et inclusives et de stimuler l'interconnexion par le biais de partenariats avec plusieurs parties prenantes.

2.4 Analyse des parties prenantes du secteur de développement international et belge dans le domaine de l'urbanisation et de la décentralisation

Tel qu'introduit dans le point précédent, les autorités locales sont représentées dans le monde par des **associations de villes et de communes**. Ces organisations faitières existent à un niveau infranational, national, régional, continental et international. Elles visent à **renforcer la qualité des politiques locales et à favoriser la démocratie locale**. Elles défendent les intérêts de leurs membres auprès d'autres

niveaux de gouvernement et d'institutions, leur fournissent des informations, des conseils et des formations, tout en assurant la mise en réseau et l'échange. Elles assurent aussi le lien avec les programmes internationaux en se concentrant par exemple sur la traduction locale des ODD ou en donnant au programme climatique international une dimension locale dans une « Convention des Maires » pour le climat et l'énergie. Les CGLU représentent l'organisation faîtière mondiale des autorités locales et régionales et de leurs associations, travaillant dans des sections régionales, en ce compris les CGLU-Afrique (Afrique), la FLACMA (Amérique latine), le CCRE (Europe) et les CGLU ASPAC (Asie). Plusieurs groupes et départements de travail au sein de ces réseaux se concentrent sur la coopération décentralisée et la localisation des ODD, en ce compris le groupe de travail CIB (Renforcement des Capacités et des Institutions) au sein de l'organisation faîtière CGLU et la PLATFORMA au sein de l'association européenne CCRE.

En parallèle à la recherche pour plus de représentation et d'influence significative du niveau local au sein des programmes internationaux, de **multiples institutions internationales soulignent le rôle des acteurs locaux, en ce compris les autorités locales, dans la construction d'une société plus durable**. Par exemple, l'OCDE travaille activement sur une approche territoriale des ODD et sur une coopération au développement décentralisée, et les autorités et acteurs locaux reçoivent un rôle de premier plan au sein de l'Organisation des Nations Unies (notamment par le biais d'ONU-Habitat, de la CEE-ONU, de l'UNITAR, d'ONU DAES, d'UNACLA, de la FAO et du PNUD), de la Commission européenne (p. ex. la DG INTPA, la DG NEAR) et d'autres réseaux internationaux (ICLEI, Alliance des Villes, DeLoG, Pacte de Politique Alimentaire Urbaine de Milan, C40, Réseau des villes résilientes, etc.).

La décentralisation et la gouvernance locale ont été au cœur de la coopération au développement belge depuis le début, comme expliqué dans le « Cadre conceptuel pour le soutien belge à la décentralisation et à gouvernance locale » (2008). La stratégie belge a évolué au fil des années d'une approche plus technique et institutionnelle (se concentrant principalement sur les gouvernements locaux) à une approche plus politique et multi-acteurs (se concentrant sur la gouvernance locale) par laquelle les développements territoriaux sont soutenus, par exemple avec l'engagement du secteur privé dans les dynamiques de développement économique locales ou la participation citoyenne et la co-création ou l'action publique. Une approche de gouvernance à multi-niveaux a également guidé la stratégie de coopération belge de 2008 à maintenant. En s'appuyant sur cette approche de gouvernance locale multi-acteurs et multi-niveaux, plusieurs acteurs de la coopération de développement reconnaissent l'importance de l'échelon local dans la transition vers un monde durable. Ceux-ci comprennent les ONG, les acteurs institutionnels, la DGD, Enabel et d'autres acteurs de la société civile. En outre, l'un des défis mondiaux d'Enabel dans sa *Stratégie 2030* concerne l'urbanisation, à partir de laquelle le lien avec les autres défis de paix et de sécurité, de changement climatique, de mobilité humaine et d'inégalité sociale et économique peut également être établi. L'approche des droits humains, l'un des piliers de la coopération au développement belge, reçoit une interprétation spécifique au sein du champ de gouvernance et décentralisation. Les acteurs travaillent souvent de manière complémentaire en vue d'apporter leur aide aux détenteurs d'obligations (souvent les autorités locales) et aux détenteurs de droits (citoyens, secteur privé, OSC, etc.), en prêtant de l'attention aux groupes marginalisés et vulnérables.

À ce jour, des partenariats bilatéraux et liés à des projets existent entre différents acteurs du développement belges. Néanmoins, le cadre conceptuel pour soutenir les pays partenaires de la Belgique dans les transformations en matière de décentralisation et de gouvernance locale reste d'actualité. Ce cadre met en exergue le **besoin de plus de cohérence entre les différents acteurs belges**, reconnaissant que la coordination et l'harmonisation parmi ceux-ci pourraient permettre de faciliter l'échange d'informations et de promouvoir des actions et des complémentarités conjointes.

De plus, pour améliorer la politique de développement de la Belgique en matière de villes durables et la cohérence et l'efficacité des actions dans le domaine de l'urbanisation et de la gouvernance locale, il faut pouvoir compter sur une expertise cohérente et spécialisée. Le cadre conceptuel souligne également que la « Belgique a une place à revendiquer dans les forums, les réseaux et les organismes internationaux à propos de la décentralisation et de la gouvernance locale ». Pour l'instant, les différents acteurs belges jouent déjà un rôle actif dans les réseaux internationaux, mais souvent sur une base individuelle. Une participation coordonnée du secteur belge dans son ensemble est limitée (à l'exception du CCRE, de PLATFORMA et des CGLU). Un profilage commun et un lobbying ciblé du secteur belge à propos des villes durables peut permettre d'augmenter la reconnaissance et l'influence, à la fois au sein de la Belgique, et envers les autorités des pays partenaires, les acteurs privés et les institutions internationales (p. ex. l'ONU, l'UE).

Enfin, le secteur de développement belge joue non seulement un rôle essentiel pour le soutien de la décentralisation et de l'urbanisation durable dans les pays du Sud, mais **ces acteurs soutiennent également la transition vers des villes durables belges d'une perspective globale avec leurs programmes mis en œuvre en Belgique**. D'une part, les acteurs belges travaillent directement avec les acteurs locaux comme les écoles, les citoyens, les associations, les entreprises privées, pour réaliser la transition vers une société durable. D'autre part, les acteurs de développement aident les villes et les communes belges à assumer leur rôle exemplaire d'autorité le plus proche possible des citoyens (p. ex. la politique d'approvisionnement durable, les principes de commerce équitable, l'engagement vers une énergie renouvelable, les programmes de développement internationaux ou l'attention portée à l'égalité des genres). En outre, les villes et les communes belges représentent des acteurs clés pour travailler sur l'éducation au développement et renforcer la prise de conscience parmi les citoyens. Elles mettent également des ressources à disposition pour les autres acteurs (p. ex. les ONG et les organisations du quatrième pilier) avec comme objectif de viser des objectifs durables similaires.

2.5 Risques et opportunités

À partir des idées présentées dans les points précédents, nous identifions les risques et opportunités suivants dans le contexte des villes durables, de l'urbanisation et de la décentralisation. Certains éléments, comme la centralisation, sont à la fois considérés comme des risques ou des opportunités, étant donné que leur influence potentielle dépend des contextes sociopolitiques dans lesquels ce cadre s'applique.

Risques	Opportunités
<p>Centralisation</p> <ul style="list-style-type: none"> tendances à recentraliser dans certains pays (constaté notamment lors de la gestion de la crise du COVID) nationalisation sans décentralisation ralentissement des processus de décentralisation décentralisation de tâches sans décentralisation financière/budgétaire/juridique <p>Sectarisme et silos</p>	<p>Centralisation et gouvernance multi-niveaux</p> <ul style="list-style-type: none"> plus grande coordination au sein des différents niveaux administratifs développement de cadres communs transsectoriels pour guider les efforts communaux <p>Dévolution et restructuration de la gouvernance</p> <ul style="list-style-type: none"> villes prenant les commandes, au sein de cadres pluralistes et favorables au niveau national et régional approches transsectorielles et interdisciplinaires envers les questions

<ul style="list-style-type: none"> • villes bloquées dans des bureaucraties nationales et une prise de décision verticale • silos, hiérarchies et inefficacités internes • occasion manquée d'apprendre d'expériences ou d'efforts passés à partir des autres niveaux administratifs, domaines ou contextes géographiques <p>Défis de durabilité</p> <ul style="list-style-type: none"> • consommation des terres en cours par le biais de l'urbanisation/extension urbaine, de la transformation rurale, de l'atteinte aux écologies naturelles (menant par exemple à des risques plus élevés de pandémie) et de l'augmentation de la ségrégation sociospatiale • plus grande pression socioécologique dans les villes en croissance rapide avec une augmentation de population exponentielle et des espaces limités • traiter les défis un par un en passant à côté de l'occasion de dégager des synergies parmi les efforts • conceptions d'utilisation monofonctionnelle des terres • ODD utilisés pour le « greenwashing » (écoblanchiment) par les gouvernements • modification des priorités des autorités locales en termes de ressources et d'attention en raison du COVID-19, ce qui rend la durabilité moins importante <p>Concentration sur le protectionnisme et la croissance</p> <ul style="list-style-type: none"> • obsession sur la croissance continue qui favorise le protectionnisme, la concurrence et la polarisation • pression sur les acteurs de la coopération au développement belge pour se concentrer sur des interventions techniques <p>Gouvernement opaque et autoritaire</p> <ul style="list-style-type: none"> • manque de transparence et d'engagement des autres acteurs urbains dans la gestion des objectifs durables • manque de responsabilisation et mauvaise utilisation des ressources (corruption) 	<p>urbaines complexes, ce qui permet de dissocier différents « silos » administratifs, soutenues par de fortes impulsions politiques</p> <p>Collaboration multi-acteurs</p> <ul style="list-style-type: none"> • expériences avec de nouveaux partenariats/rerelations entre le public et le civil • repositionnement des villes pour les transformations en matière de gouvernance, facilitant un plus grand impact au niveau de l'UE et dans le monde • tendances de décentralisation montrant une dévolution vers les régions et les villes • gouvernance hybride favorisant les bonnes prises de décisions, la citoyenneté pluraliste, etc. • augmentation de la qualité et de la faisabilité des politiques et des programmes en intégrant des compétences, des ressources, des intérêts et des expériences de différents acteurs urbains • augmentation de l'impact des politiques et des programmes en engageant différents acteurs urbains pour leur définition, planification et mise en œuvre • cohérence politique <p>Transformations en matière de durabilité</p> <ul style="list-style-type: none"> • augmentation de l'attention pour les questions de durabilité : villes vertes, nouvelles relations entre la campagne et la ville, réinvention de la campagne, conservation de la nature, ville durable, systèmes alimentaires régionaux, adaptation et atténuation du changement climatique • pandémies et risques comme moteurs de changement • augmentation de la disponibilité des expériences passées pour concevoir de nouveaux programmes, actions et politiques • augmentation de l'expérience pour la planification urbaine, régionale, durables et participative
---	--

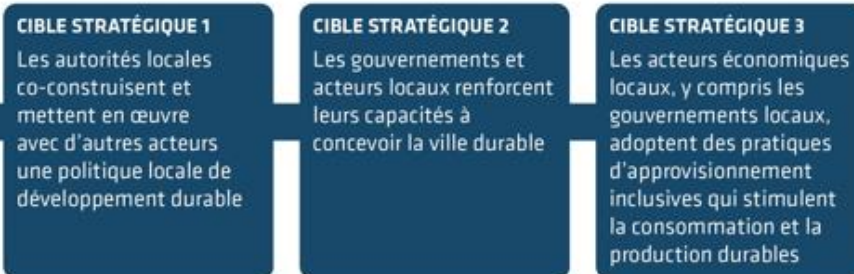
<ul style="list-style-type: none"> • allégeance à la partitocratie et au clientélisme qui entrave l'autonomie gouvernementale <p>Compétences et ressources inappropriées</p> <ul style="list-style-type: none"> • pas assez de ressources allouées aux administrations et gouvernements locaux et à d'autres acteurs civils et publics qui traitent ces questions • transformations internationales et urbaines rendant obsolètes le rôle, les capacités et les méthodes en vigueur des acteurs urbains • nouveaux mécanismes de gouvernance, collaboration multi-acteurs et participation civile non supportés par une communication, une facilitation, une coordination et des compétences techniques spécifiques 	<p>Vers la solidarité et le développement territorial</p> <ul style="list-style-type: none"> • gouvernements, régions et villes établissant des relations de solidarité sur les continents • coopération de développement belge touchant des villes dans le monde
--	--

3 THEORIE DU CHANGEMENT



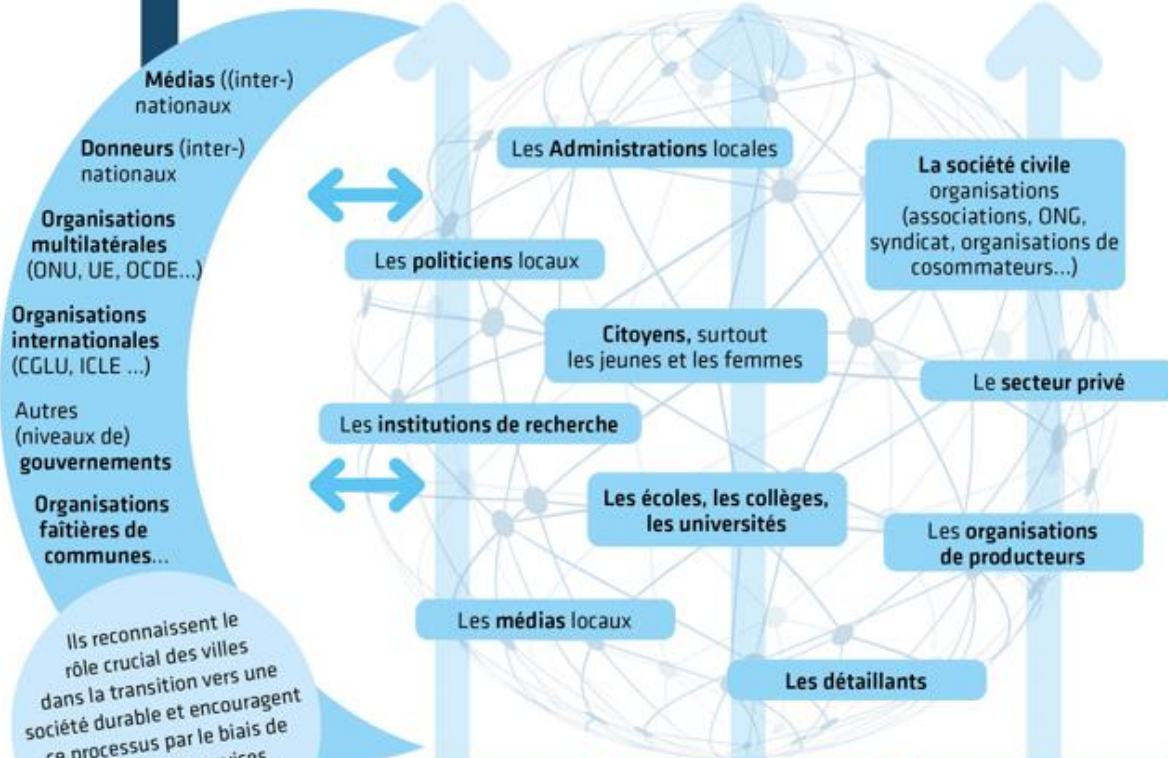
VISION VILLES DURABLES

Sphère d'intérêts



Sphère d'influence

Sphère de contrôle



STRATÉGIES ET APPROCHES CLÉS DES MEMBRES ET PARTENAIRES DU CSC VILLES DURABLES

VISION VILLES DURABLES

Les villes durables sont des villes et des villages bien gouvernés, co-produits démocratiquement par des représentants élus responsables, des administrations transparentes, des communautés et des citoyens constructifs et par un secteur privé responsable. Elles sont capables de développer des relations ville-campagne renouvelables et saines d'un point de vue écologique et de répondre aux besoins largement et socialement définis des citoyens, en ce compris ceux qui sont défavorisés et vulnérables, sans porter atteinte aux besoins des générations futures. Les villes durables sont économiquement variées et financièrement stables. Elles encouragent les mécanismes de prise de décision hybrides, intègres et multi-niveaux, donnent accès à une multitude de formes de citoyenneté et d'autonomisation et encouragent l'expression culturelle riche et diversifiée. Elles sont reliées au sein de dynamiques de gouvernance plus larges de l'État, de la région et des agglomérations avoisinantes. Les villes bien gouvernées prennent également les droits comme point de départ, elles recherchent l'équilibre entre les détenteurs d'obligations qui créent des conditions et qui respectent, protègent et concrétisent des droits, et les détenteurs de droits qui poursuivent et revendiquent activement leurs droits.

DÉCLARATIONS DE RÉSULTATS POUR LES ACTEURS DE LA VILLE DURABLE

- **Les administrations locales** appliquent une politique au niveau de la ville qui se concentre sur la durabilité. Ils assument un rôle d'exemple pour les questions de durabilité, affichent une attitude ouverte envers le monde et s'engagent dans des partenariats internationaux
- **Les politiciens locaux** ont une vision et une stratégie sur le long terme pour les villes durables et fournissent les ressources financières nécessaires
- **Les citoyens** sont activement impliqués dans le développement durable urbain et modifient leur propre comportement et leurs pratiques. Surtout les jeunes et les femmes montrent de l'engagement envers la transition vers une ville durable
- **Les organisations de la société civile** (associations, ONG, syndicats, organisations de consommateurs,...) défendent les intérêts prioritaires des citoyens et des consommateurs auprès du gouvernement local. Ils sont à l'origine de solutions innovantes et durables pour la ville et participent activement au développement et à la mise en œuvre d'une politique durable
- **Les écoles, les collèges et les universités** éduquent les futurs résidents de la ville sur des questions durables et intègrent le comportement durable et responsable dans la culture des institutions éducationnelles/académiques et dans leurs programmes
- **Les organisations de producteurs** adaptent leurs systèmes de production en vue de répondre à la demande de nourriture durable et saine dans les villes
- **Le secteur privé** comme les entreprises, les PME et les institutions financières mettent en place des modèles économiques durables et développent des produits et services accessibles qui contribuent à la ville durable
- **Les détaillants** mettent en place des stratégies d'achats durables et facilitent les choix en matière de consommation durable
- **Les institutions de recherche** collaborent avec les entreprises, les gouvernements locaux et les organisations sans but lucratif sur des solutions innovantes et durables et constituent la base scientifique pour la prise de décision éclairée à propos de la transition vers une ville durable
- **Les médias locaux** sont consciemment et activement attentifs aux pratiques innovantes dans la transition vers une ville durable et soutiennent l'augmentation de la prise de conscience et les campagnes sur des initiatives et des thèmes durables

Image 3. Visualisation de la Théorie du Changement du CSC Villes Durables.

Par le biais de leurs programmes respectifs, les acteurs impliqués dans le CSC Villes Durables contribuent à la création de villes durables. Nous définissons la **vision pour une ville durable** de la manière suivante : « *Les villes durables sont des villes et des villages bien gouvernés, co-produits démocratiquement par des représentants élus responsables, des administrations transparentes, des communautés et des citoyens constructifs et par un secteur privé responsable. Elles sont capables de développer des relations ville-campagne renouvelables et saines d'un point de vue écologique et de répondre aux besoins largement et socialement définis des citoyens, en ce compris ceux qui sont défavorisés et vulnérables, sans porter atteinte aux besoins des générations futures. Les villes durables sont économiquement variées et financièrement stables. Elles encouragent les mécanismes de prise de décision hybrides, intègres et multi-niveaux, donnent accès à une multitude de formes de citoyenneté et d'autonomisation et encouragent l'expression culturelle riche et diversifiée. Elles sont reliées au sein de dynamiques de gouvernance plus larges de l'État, de la région et des agglomérations avoisinantes. Les villes bien gouvernées prennent également les droits comme point de départ, elles recherchent l'équilibre entre les détenteurs d'obligations qui créent des conditions et qui respectent, protègent et concrétisent des droits, et les détenteurs de droits qui poursuivent et revendiquent activement leurs droits.* » La vision est une situation idéale et se situe dans la **sphère d'intérêt** des acteurs impliqués dans le CSC. La vision reflète les aspects fondamentaux des villes durables et fournit une **orientation pour les interventions** des membres du CSC et de leurs partenaires. Par le biais de leurs programmes DGD, les membres du CSC Villes Durables contribuent à une cible unique et commune : *promouvoir les villes durables dans le monde, avec une attention particulière pour les villes, les communes ou les territoires définis au sein desquels les Objectifs de Développement Durable (ODD) sont réalisés. La ville durable s'inscrita toujours dans les limites écologiques de la planète, et en même temps, elle garantit que les normes sociales minimales nécessaires au bien-être des citoyens sont respectées.*

Les acteurs du CSC ne sont pas les seuls partisans de la transition vers une ville durable. De nombreux autres facteurs et acteurs entrent en jeu dans le système complexe d'une ville. Sur la base de leurs mandats, expertises et capacités, les acteurs impliqués dans le **CSC Villes Durables** ont décidé de se concentrer sur **trois cibles stratégiques** :

- *Les autorités locales co-construisent et mettent en œuvre avec d'autres acteurs une politique locale de développement durable*
- *Les gouvernements et acteurs locaux renforcent leurs capacités à concevoir la ville durable*
- *Les acteurs économiques locaux, y compris les gouvernements locaux, adoptent des pratiques d'approvisionnement inclusives qui stimulent la consommation et la production durables*

Les cibles stratégiques peuvent être considérées comme la partie à laquelle les membres du CSC peuvent contribuer de manière réaliste dans les différentes villes qui sont impliquées dans les programmes.

Une transition vers une ville durable requiert une intervention complexe, multi-niveaux et sur le long terme dans la ville. Dans une ville, une **variété d'acteurs sociétaux** entrent en jeu. Leurs (inter)actions, pratiques, attitudes et politiques créent en grande partie les conditions sociales et environnementales dans la ville. Tous ces acteurs agissent comme un **système adaptatif complexe** au sein duquel les membres du CSC et leurs partenaires interviennent avec leurs programmes. Chaque acteur a un rôle à jouer. Pour les acteurs de la ville, une formulation idéale du rôle et du changement comportemental souhaité est établie par les **déclarations de résultats**. Lorsque les acteurs se rapprochent de ces résultats idéaux, ils contribuent de manière optimale à la vision qui consiste à devenir une ville durable.

En plus des acteurs de la ville, un large éventail d'**autres acteurs (externes) soutient et influence les villes** par le biais de leurs politiques, services, instruments et fonds.

Les différents programmes des membres du CSC contribuent à l'obtention des résultats pour les différents acteurs sociétaux. Ces acteurs et tout changement à leur niveau résultant des actions des programmes respectifs s'inscrivent dans la **sphère d'influence** des membres du CSC. Ceux-ci sont bien entendu différents pour chaque membre impliqué et se reflètent dans les programmes individuels respectifs.

Pour chaque cible stratégique, les acteurs du CSC respectifs ont défini les **stratégies et approches clés** qu'ils appliqueront pour soutenir les changements désirés. Celles-ci reflètent les mécanismes que les membres et leurs partenaires appliqueront pour affecter le changement ainsi que le type d'intervention et d'action qu'ils souhaitent mettre en place. Ces actions se situent dans la **sphère de contrôle** des membres du CSC.

4 CIBLES STRATEGIQUES

En examinant de plus près les informations issues de l'analyse du contexte général et des risques, ainsi que de l'expertise des membres CSC, trois cibles stratégiques ont été identifiées. Le genre, l'environnement et la numérisation ont été inclus comme sujets transversaux dans les cibles.

Les acteurs du CSC Villes Durables travaillent sur les cibles et approches identifiées et à partir de différents angles. Dans leur programme lié au CSC Villes Durables, les associations des villes et des communes (Brulocalis, l'UVCW et la VVSG) travaillent d'abord avec les autorités locales (détenteurs d'obligations) et les relient avec tous les autres acteurs locaux comme les écoles, les entreprises, les ménages, etc. D'autres acteurs du CSC comme COTA, OMDM, Echos Communication et Rikolto travaillent directement avec les acteurs locaux (détenteurs de droits) et les gouvernements locaux. De plus, les deux groupes travaillent aussi sur l'interaction entre les autorités locales et les autres acteurs locaux.

Objectif général	Promouvoir les villes durables dans le monde, avec une attention particulière pour les villes, les communes ou les territoires définis au sein desquels les Objectifs de Développement Durable (ODD) sont réalisés. La ville durable s'inscrit toujours dans les limites écologiques de la planète, et en même temps, elle garantit que les normes sociales minimales nécessaires au bien-être des citoyens sont respectées.
Cible stratégique 1 : co-crédation de la ville durable	Les autorités locales co-construisent et mettent en œuvre avec d'autres acteurs une politique locale de développement durable
Cible stratégique 2 : des capacités à concevoir la ville durable	Les gouvernements et acteurs locaux renforcent leurs capacités à concevoir la ville durable
Cible stratégique 3 : les modèles économiques durables & inclusifs	Les acteurs économiques locaux, y compris les gouvernements locaux, adoptent des pratiques d'approvisionnement inclusives qui stimulent la consommation et la production durables

4.1 Cible stratégique 1 : co-création de la ville durable

Thème de la cible stratégique : co-création de la ville durable

Cible stratégique : *Les autorités locales co-construisent et mettent en œuvre avec d'autres acteurs une politique locale de développement durable.*

Introduction : *Le gouvernement local élabore et met en œuvre en partenariat avec l'ensemble des acteurs locaux une politique locale de développement durable basée sur l'état de droit. La mise en œuvre de la ville durable par le gouvernement local nécessite une révision des méthodes de gestion, des outils et de la gouvernance des politiques. Il s'agit d'avoir une approche transversale et intégrée des problèmes, d'associer et de mobiliser l'ensemble des acteurs du territoire urbain (citoyens, associations, entreprises, écoles) ainsi que de travailler en étroite collaboration avec un ensemble d'acteurs périphériques (gouvernement national, organisations internationales et supranationales, associations de villes et communes, centres de recherche). Cela requiert la mise en place d'une gouvernance multi-acteurs et multi-niveaux.*

1 Analyse de contexte spécifique

Les villes et les communes dans le monde prennent de plus en plus les commandes dans la transition vers une société durable. Toutefois, certains obstacles entravent ou retardent le développement et la mise en œuvre d'une politique locale suffisamment soutenue en matière de développement durable. Pour cette raison, une remise en question et une révision des pratiques de politique et des formes de gouvernance actuelles sont nécessaires.

En vue de promouvoir la réalisation d'une société durable à l'échelle locale, les autorités locales comptent sur un éventail **d'instruments (de politique) contraignants et non contraignants, d'outils et d'investissements**. Les instruments non contraignants sont des mesures liées à la communication, non obligatoires telles que les campagnes de sensibilisation, la participation et les subventions. Les instruments contraignants revêtent pour leur part un caractère obligatoire, par exemple par le biais de réglementations ou de taxes. Le modèle des 4E de Peter Tom Jones met en avant quatre domaines dans lesquels un gouvernement doit agir simultanément pour mettre en œuvre une transition durable. En premier lieu, les gouvernements locaux doivent rendre possible et faciliter les choix durables de tous les acteurs de la ville, par exemple en se concentrant sur l'élargissement et les améliorations de l'offre de transports et de mobilité ou des options durables en matière de logement (« rendre possible »). Ensuite, les autorités publiques ont plusieurs instruments à leur disposition pour encourager les acteurs locaux (comme le secteur privé, les associations, les écoles, etc.) à se diriger vers une société durable, comme la sensibilisation, les subventions ou l'assistance technique pour le développement commercial (« encourager »). Troisièmement, le gouvernement local devrait impliquer de près d'autres acteurs et individus dans le développement et l'élaboration de la politique de durabilité, par exemple par le biais de mécanismes de participation ou de l'établissement de partenariats (« s'engager »). Enfin, la transition vers une ville durable nécessite une introspection de la part du gouvernement local qui doit montrer l'exemple et faire ses propres choix durables, notamment par le biais d'investissements internes raisonnés en capital humain et en approvisionnement public durable (« montrer l'exemple »). Toutefois, il n'existe aucune approche universelle pour construire la ville durable, et par conséquent pas non plus pour obtenir les outils, les ressources et les processus nécessaires à cet effet. Le développement durable nécessite un engagement **à faire des expériences et à innover**. Dans la ville durable, les gouvernements locaux, mais également d'autres niveaux du gouvernement et acteurs, font de la place aux projets pilotes

urbains en matière de durabilité. En concevant des expériences inclusives, dépendantes du contexte et basées sur la pratique, avec une priorité pour les solutions numériques, les gouvernements locaux peuvent faire face aux défis sociaux, environnementaux et économiques en collaboration avec les acteurs locaux.

L'implication de différents acteurs du territoire urbain (citoyens, entreprises privées, centres de connaissance, etc.) est une condition essentielle pour le développement durable. Toutefois, **la co-création et la co-gestion** des villes et des territoires par les citoyens qui y vivent constitue également l'un des défis de la ville durable. Le « droit à la ville » nécessite un espace collectif dans lequel les résidents, de manière individuelle ou organisée (p. ex. les organisations, les groupes d'intérêts, les entreprises privées, etc.), peuvent participer directement à la création de la ville pour laquelle ils se battent. Dans la ville durable, le gouvernement local développe lui-même des mécanismes top-down pour le dialogue et la participation pour développer et mettre en œuvre de manière conjointe la politique de développement durable. Ceux-ci peuvent varier des formes « légères » de participation, comme le partage d'informations et de conseils, par le biais de la consultation et de la coopération, à une réelle autonomisation et co-production de politiques et de sociétés durables. De plus, les gouvernements locaux devraient être attentifs à la co-création bottom-up, par laquelle l'initiative commence à partir des autres acteurs locaux présents dans la ville. Les résidents et les acteurs de la ville durable devraient idéalement être des partenaires dans chaque phase du processus de prise de décision, de la planification et la formulation à la mise en œuvre et au suivi des politiques durables. L'une des inquiétudes majeures pour les autorités locales est la diversité des acteurs locaux dans la ville durable. Par exemple les différences de classe, d'âge, de genre et de moyens de subsistance, mais également des visions et des intérêts divergents et des différences de connaissances, de compétences et de ressources. Les gouvernements locaux doivent être conscients de cette diversité et être toujours attentifs à **l'inclusion et à la représentativité** dans la co-création de politiques durables.

Le développement durable nécessite une manière différente de travailler. La cohérence doit être renforcée entre les différentes zones et les différents thèmes de politique dans le développement et la mise en œuvre de politiques. L'importance d'une **approche intégrale, transversale ou multi-sectorielle** et d'éviter de travailler en silos est largement reconnue dans la politique de développement local. Toutefois, de nombreux plans, stratégies et mesures de politiques restent insuffisamment conçus de manière holistique, et au moment de la mise en œuvre, une approche sectorielle est souvent privilégiée. Différents départements d'une administration locale doivent être rassemblés, tout comme les acteurs locaux actifs dans les domaines sociaux, environnementaux et économiques. La coopération cross-sectorielle dans le développement et la mise en œuvre de stratégies et de politiques devrait être renforcée afin de façonner une politique de développement durable cohérente. Par exemple, les défis de la ville durable devraient être traités en tenant compte simultanément des aspects sociaux, environnementaux et économiques. Le progrès économique doit être attentif aux contraintes écologiques et les groupes de population vulnérables doivent être pris en considération au moment d'affronter les problèmes écologiques.




La conception et la mise en œuvre de la ville durable ne se limitent pas à l'interaction du gouvernement local avec les parties prenantes et les acteurs locaux. Le développement durable urbain nécessite une **gouvernance multi-niveaux** qui encourage la coordination et la coopération, à la fois verticalement au travers des niveaux administratifs et horizontalement entre les régions, les autres gouvernements décentralisés et les zones urbaines et rurales. L'appel à promouvoir la cohérence de politiques entre les différents niveaux du gouvernement, à harmoniser les priorités et à réinventer le développement durable au travers d'une approche bottom-up se fait de plus en plus entendre. Le développement

Le durable urbain nécessite également une **approche territoriale** qui regarde au-delà des frontières administratives des gouvernements locaux. L'écosystème de la ville ne se limite pas aux frontières administratives, mais représente un aspect plus large au sein duquel la question de l'interaction entre les villes principales et les zones périphériques, entre les zones rurales et urbaines, doit être abordée. Afin de promouvoir le développement durable, il est essentiel d'analyser les défis et de trouver des solutions de politique à l'échelle administrative, mais également territoriale. Des politiques et des stratégies efficaces doivent être coordonnées par-delà les frontières administratives en cas de besoin afin de couvrir le territoire étendu, par exemple par le biais d'une coopération intercommunale. Par exemple, une approche territoriale permet de mieux analyser et trouver des solutions de politique pour les questions telles que le transport, la gestion des déchets, l'adaptation au changement climatique et les dynamiques du marché du travail qui vont au-delà des frontières administratives d'une ville.

Un dernier point à prendre en compte est le risque de « **greenwashing** », par lequel des cadres durables et internationaux sont utilisés uniquement comme une façade par les gouvernements locaux, et par extension par tous les acteurs impliqués dans le développement et la mise en œuvre des politiques durables.

Liens avec les ODD

Le programme 2030 reconnaît pleinement l'importance des villes dans la réalisation des objectifs de développement durable. L'ODD 11 est ainsi consacré aux villes et communautés durables. De plus, les villes sont amenées à jouer un rôle essentiel dans l'atteinte des autres ODD. En fonction des compétences assignées et assumées par les autorités locales dans un pays ou une région spécifique, certains ODD seront atteints à un niveau local dans une plus ou moins grande mesure.

ODD prioritaires	Cible	Explication
 <p>11 SUSTAINABLE CITIES AND COMMUNITIES</p>	11.3, 11.a, 11.b	Travailler sur la planification et la gestion participative, intégrée et durable. Renforcement des liens économiques, sociaux et environnementaux entre zones urbaines et rurales.
 <p>16 PEACE, JUSTICE AND STRONG INSTITUTIONS</p>	16.3, 16.6, 16.7, 16.8, 16.9, 16.b	Renforcement de la gouvernance inclusive, transparente et participative.
 <p>17 PARTNERSHIPS FOR THE GOALS</p>	17.6, 17.14, 17.16, 17.17, 17.8	Encourager la coopération Nord-Sud et Sud-Sud, la coopération triangulaire, régionale et internationale pour favoriser l'échange d'expériences et de bonnes pratiques. Renforcement de la gouvernance multi-acteurs et multi-niveaux.
Autres ODD	Cible	Explication
Tous les ODD : ODD 1 à 17	Tous	L'élaboration et l'exécution de politiques de développement durable au niveau local contribueront de manière significative à l'atteinte de l'ensemble des ODD : lutte contre la pauvreté,

		réduction des inégalités, égalité de genre, consommation et production durables, gestion durable des ressources, etc.
Principes des ODD	Explication	
Ne laisser personne de côté	La co-création d'une politique durable nécessite une attention permanente pour l'implication de tous les acteurs dans la ville durable. Une attention particulière est accordée à la participation des femmes, des jeunes et des populations marginalisées. Pour le développement et la mise en œuvre d'une politique durable, des actions spécifiques et des activités d'intégration assurent que les mécanismes d'exclusion existants sont neutralisés.	
Interdépendances	Dans une ville durable, tous les aspects de la durabilité entrent en ligne de compte. Le travail réalisé pour un ODD exerce une influence sur d'autres thèmes politiques et ODD.	
Partenariats multi-acteurs	Les partenariats multi-acteurs (intersectoriels) soutiennent le développement et la mise en œuvre de la politique dans la ville durable.	

2 Approches

Cible stratégique 1 : co-création de la ville durable	<i>Les autorités locales co-construisent et mettent en œuvre avec d'autres acteurs une politique locale de développement durable</i>	
Approches		ACNG
A	Élaborer et mettre en œuvre les prérequis, les instruments et les outils de la politique de développement durable avec une attention particulière aux enjeux environnementaux et à l'inclusion des femmes, des jeunes et des populations marginalisées.	Brulocalis, COTA, Echos Communication, Rikolto, UVCW, VVSG
B	Élaborer et mettre en œuvre des mécanismes et des outils efficaces de dialogue, de coordination et de coopération entre les acteurs et avec l'autorité locale pour favoriser la co-création et la mise en œuvre des politiques locales de développement durable (gouvernance multi-acteurs).	Brulocalis, COTA, Echos Communication, Rikolto, UVCW, VVSG
C	Mener des actions de plaidoyer auprès des gouvernements à différentes échelles et auprès d'autres instances (UE, Organisation des Nations Unies, etc.) pour améliorer le contexte (juridique, légal, politique...) dans lequel les gouvernements et acteurs locaux travaillent.	Brulocalis, COTA, UVCW, VVSG
D	Promouvoir la coopération entre territoires et/ou gouvernements de différents niveaux .	Brulocalis, Echos Communication, Rikolto, UVCW, VVSG
E	Développer et mettre en œuvre une politique intégrée pour le développement durable (politique transversale).	COTA, VVSG

3 Analyse de risques spécifique

Opportunités	Risques
<ul style="list-style-type: none"> • Reconnaissance internationale du rôle des autorités locales dans la transition vers une société plus durable (p.ex. adoption des ODD avec un objectif spécifique pour les villes durables) • Outils développés par les organisations coupoles (CGLU, CCRE, etc.) pour aider les autorités locales qui souhaitent s'engager dans un processus de développement urbain intégré et durable • Assistance technique et financière proposée par les gouvernements nationaux, les bailleurs de fonds et les organisations internationales (UE, FAO, etc.) pour aider les villes à mettre en œuvre les ODD • Prise en compte des questions de gouvernance locale dans les CSC Géographiques, ce qui permet une approche intégrée au niveau local • Engagements pris par les gouvernements locaux en faveur du développement durable (Nouvel Agenda Urbain, Déclaration de Glasgow sur l'alimentation et le climat, Convention des maires pour le climat et l'énergie, etc.) • Renforcement des processus de décentralisation dans plusieurs pays • Existence des associations de villes & communes qui appuient les communes pour mettre en œuvre une politique locale de développement durable et mènent une action de plaidoyer auprès des gouvernements nationaux et d'autres instances pour améliorer le cadre général dans lequel les communes travaillent 	<ul style="list-style-type: none"> • Manque d'une vision politique au sein des gouvernements à différents niveaux pour la construction de la ville durable • Prédominance des intérêts partisans sur l'intérêt général • Faible cohérence entre la politique nationale et les politiques locales, absence de coopération entre les différents niveaux de gouvernement • Déstructuration des dynamiques territoriales face aux chocs (pandémie, catastrophes climatiques) • Priorité donnée au court terme (crise sanitaire, relance de l'économie) au détriment des questions de durabilité • La récession économique due au COVID-19 fait passer les questions de durabilité au second plan • Représentation insuffisante ou non représentative des citoyens ou de leurs besoins • Adoption du mouvement des citoyens par une partie de la circonscription dont l'objectif n'est pas le bien commun

4.2 Cible stratégique 2 : des capacités à concevoir la ville durable

Thème de la cible stratégique : des capacités à concevoir la ville durable

Cible stratégique : Les gouvernements et acteurs locaux renforcent leurs capacités à concevoir la ville durable.

Introduction : Les « capacités » des autorités et acteurs locaux sont interprétées de manière large. Elles concernent la volonté, les connaissances, les compétences, les attitudes, les processus et les ressources (humaines, financières, basées sur un décret et matérielles) en vue de concevoir la ville durable.

1 Analyse de contexte spécifique

Depuis plus de cinquante ans, le secteur du développement international a reconnu le **renforcement des capacités comme l'un des piliers principaux du développement durable**. Le renforcement des capacités est considéré comme essentiel pour accélérer la progression vers les dimensions urbaines du Programme 2030 et pour permettre la mise en œuvre du Nouveau Programme pour les villes (New Urban Agenda - NUA). « *Nous sommes conscients que la réalisation des engagements porteurs de changements énoncés dans le Nouveau Programme pour les villes exigera "... mesures de renforcement des capacités, notamment le partage des bonnes pratiques et des politiques et des programmes ...* » (NUA paragraphe 81) [et] à soutenir le renforcement de la capacité des administrations infranationales et locales de mettre en œuvre une gouvernance locale et métropolitaine efficace à plusieurs niveaux, par-delà les frontières administratives et sur la base des domaines fonctionnels, en veillant à ce que ces administrations participent à la prise de décisions et en s'attachant à les doter de l'autorité et des ressources nécessaires pour gérer des questions urbaines, métropolitaines et territoriales critiques » (NUA paragraphe 90).

Renforcement des capacités

Au sein de l'ONU, le renforcement des capacités est défini comme un processus de changement par lequel des individus, des institutions et des communautés développent et acquièrent les connaissances, les compétences, les attitudes, les processus et les ressources nécessaires pour intervenir, transformer et améliorer efficacement, et renforcer l'environnement dans lequel ils opèrent.

Selon une étude réalisée par l'OCDE, le manque de capacités administratives, techniques ou stratégiques représente l'un des défis majeurs associés à une décentralisation et à une urbanisation. En se concentrant sur le renforcement des capacités, les acteurs du CSC Villes Durables souhaitent utiliser les possibilités de la décentralisation et de l'urbanisation de manière optimale en termes de développement durable. Le renforcement des capacités des membres du CSC doit être réalisé sur 2 niveaux. D'un côté, le **renforcement de la capacité des gouvernements**, avec une attention particulière pour les gouvernements locaux, en prenant en compte la diversité, la complexité et les différents niveaux de l'administration territoriale et urbaine. Le renforcement des capacités se concentre sur les institutions et leur cadre, le niveau politique (preneurs de décisions et décideurs politiques) et l'administration en charge de la planification, de la conception, de la gestion et de la mise en œuvre de politiques, de programmes et de projets de développement durable urbain.

D'un autre côté, la transformation en ville durable nécessite, en plus de l'implication du gouvernement local, l'implication de tous les acteurs d'une ville, ci-après dénommés les **acteurs locaux**. Les capacités notamment du secteur privé, des centres de connaissance, de la communauté, des citoyens individuels et de la société civile doivent être renforcées pour que ceux-ci puissent contribuer de manière qualitative et considérable à l'urbanisation durable et assumer suffisamment leur rôle dans la co-création de la ville durable.

Défis liés au renforcement des capacités des autorités locales et des acteurs locaux

Plusieurs défis qui entravent ou sont susceptibles de nuire aux capacités et au renforcement des capacités des gouvernements et acteurs locaux sont repris ci-dessous. Chaque acteur local, gouvernement, pays ou région est toutefois différent et des obstacles peuvent dès lors survenir dans une mesure plus ou moins grande.

La capacité des gouvernements locaux est liée à la **mission** qu'un gouvernement local remplit. Les tâches, les devoirs ou les pouvoirs sont souvent imposés par les autorités supérieures, mais les gouvernements locaux peuvent aussi définir leurs propres priorités politiques afin de répondre aux besoins locaux. À la fois la mission et la capacité du gouvernement local sont dynamiques et peuvent varier au fil du temps. Les communes reçoivent de nouveaux pouvoirs, les défis sociaux changent ou les attentes des citoyens peuvent varier (voir mission). Les ressources financières des administrations fluctuent également, tout comme l'effectif et les modèles d'administration (voir capacité). Étant donné que la mission et la capacité des autorités locales sont dynamiques, la relation entre ces deux éléments évolue en permanence et les capacités doivent être renforcées en réponse aux changements de tâches et de pouvoirs.

L'un des principaux défis des gouvernements locaux dans le monde est **l'accès limité aux ressources basées sur un décret et aux ressources financières** par rapport à leur mission de planification et de mise en œuvre du développement durable à l'échelle locale. Un net transfert de pouvoirs des autres niveaux du gouvernement doit permettre aux gouvernements locaux d'obtenir le pouvoir basé sur un décret nécessaire pour contribuer à la ville durable. Cette décentralisation explicite et cette subsidiarité des pouvoirs doivent aller de pair avec une augmentation des ressources financières pour que les gouvernements locaux disposent des moyens financiers en vue de remplir leur mission efficacement.

Le besoin de renforcement des capacités des gouvernements locaux en vue d'une gestion de l'urbanisation est plus important dans deux types de villes. D'une part, les gouvernements des **villes et communes secondaires** doivent faire face à des taux élevés d'urbanisation et à une pénurie de ressources financières et humaines pour faire face aux défis qui y sont associés. D'autre part, les gouvernements locaux des **environnements fragiles** doivent faire face à de plus grandes pénuries de capacités. Un contexte fragile se caractérise par un conflit, des manquements graves de l'autorité nationale et un manque de légitimité. Le degré d'urbanisation est souvent particulièrement élevé et est alimenté par la migration, un manque de systèmes nécessaires, des institutions faibles et l'absence de ressources humaines spécialisées. Dans les villes secondaires, tout comme dans les environnements fragiles, le manque de politiques et de systèmes adéquats, d'effectif suffisamment formé et les compétences limitées de l'administration publique empêchent la progression effective vers une urbanisation bien gérée.

Les situations de crise, qui peuvent notamment prendre la forme de crises financières, économiques, climatiques, sociales ou sanitaires semblent avoir une influence énorme sur les capacités des gouvernements locaux. D'une part, la pandémie de COVID-19 mondiale démontre que les capacités et les ressources des gouvernements locaux et nationaux sont mises à rude épreuve pendant les crises. L'importance du renforcement des capacités des gouvernements locaux, harmonisée avec les changements des besoins et des demandes de la société, s'avère essentielle pour mieux faire face aux éventuelles crises à l'avenir. D'autre part, la crise de coronavirus montre que, dans certains contextes, les capacités des autorités locales sont insuffisantes pour faire face à la crise. Dans de telles situations, les organisations humanitaires et la société civile jouent souvent un rôle prépondérant pour faire face à la crise. Il semble dès lors nécessaire de renforcer encore plus la capacité des autorités locales et

régionales pour qu'elles puissent assumer un véritable rôle de direction pendant les situations de crise en interaction avec les ONG, les organisations humanitaires, le secteur privé et académique.

Au sein de l'approche basée sur les droits, la relation entre les détenteurs d'obligations et les détenteurs de droits est cruciale. Les détenteurs d'obligations sont ceux qui ont l'obligation ou la responsabilité de respecter, de protéger et de faire respecter les droits. Il s'agit principalement, mais pas exclusivement, du gouvernement. Les détenteurs de droits sont ceux qui doivent connaître leurs droits, qui peuvent les revendiquer et les faire valoir. **Les parties prenantes et acteurs locaux** (citoyens, familles, associations, entreprises, institutions d'éducation, etc.) sont souvent des détenteurs de droits impliqués dans la co-création de la ville durable. Toutefois, le **niveau de capacités** des différents acteurs locaux **varie énormément**, et le renforcement des capacités doit dès lors toujours être adapté au groupe cible. Le renforcement des capacités doit souvent se concentrer d'abord sur l'autonomisation des individus et des institutions d'une façon accessible. Même s'ils ont reçu des droits importants, ils doivent apprendre comment prendre l'initiative pour faire valoir ces droits, afin d'assumer leur rôle démocratique (voir approche basée sur les droits) et de contribuer activement à la ville durable. De plus, la diversité des acteurs mène à des visions différentes d'un développement durable réussi. Dans la ville durable, les acteurs doivent apprendre à interagir les uns avec les autres, à concilier des points de vue divergents et à s'engager pour une action commune en partageant les bénéfices et les coûts de la ville durable de manière équitable parmi les parties prenantes locales. Les acteurs locaux doivent aussi recevoir du temps et du soutien pour apprendre à intégrer l'inclusion de manière plus élargie dans leurs opérations et développer les compétences pour fournir suffisamment de place aux groupes traditionnellement exclus comme les femmes et les minorités ethniques.

Les acteurs locaux, et pas uniquement la société civile locale, assument le **rôle de surveillant**. Ils doivent disposer de suffisamment de capacités pour superviser (parmi d'autres activités) les institutions publiques pour qu'elles respectent leurs devoirs et contribuent correctement aux politiques durables. En outre, à la fois les gouvernements et les acteurs locaux doivent être attentifs au « rétrécissement » de la place laissée à la société civile, aux activistes et aux citoyens dans certains pays ou régions. Les gouvernements et les acteurs privés sont susceptibles de mettre de la pression sur (une partie de) la société civile ou de les exclure de la scène publique. En raison de l'importance d'une société civile en bonne santé à toutes les fins, ces attaques constituent une menace pour le développement durable et inclusif.

La transformation du modèle de gouvernance, de la société et par conséquent la transition vers des villes, des communes et des territoires délimités durables peut provoquer de la **résistance** des individus et des groupes, à la fois au sein des autorités locales et auprès d'autres parties prenantes de la ville. Après tout, la transition vers une société durable nécessite une manière de penser et d'agir différente, dans laquelle les méthodes de travail ancrées et les pratiques établies sont remises en question. La résistance se manifeste au sein de la société, mais dans le gouvernement, il existe aussi un besoin de passer à une vision et à une approche plus transversale, globale, où les personnes osent penser vers l'avant sur le long terme.

Un autre défi est le **gouffre culturel** auquel les membres du CSC Villes Durables sont susceptibles de faire face dans leurs activités de renforcement des capacités dans le domaine. Cet élément est lié à la discussion sur la décolonisation et les acteurs de développement doivent continuer à se demander dans quelle mesure les échanges de pairs à pairs (p. ex. les administrations et les acteurs locaux en Belgique et dans les pays partenaires), les cours de formation et les manuels remettent suffisamment en question les concepts occidentaux. Les activités de renforcement des capacités doivent toujours être créées sur mesure et développées en consultation mutuelle avec les partenaires, avec la considération requise pour les solutions urbaines issues du propre contexte local. Les échanges de

pairs à pairs (en ce compris les interactions entre le Nord et le Sud) doivent être suffisamment attentifs à l'égalité et à la réciprocité. Toutes les personnes impliquées ou les « pairs » peuvent apprendre des visions, opinions et pratiques des autres, indépendamment de leur pays d'origine ou de leur niveau de développement.

Enfin, les programmes de renforcement des capacités nécessitent une **attention constante pour la durabilité des capacités mises en place**. Les élections, les changements dans l'effectif, les modifications de mandats pour les gouvernements locaux, les nouvelles attentes, etc. garantissent que les capacités doivent être renforcées et actualisées en permanence afin de réaliser la transition vers des villes durables. Le manque de structures locales permettant de continuer à renforcer les capacités, même à la fin des programmes des ACNG, constitue l'un des principaux obstacles liés à cette question.

Liens avec les ODD

ODD prioritaires	Cible	Explication
	16.6, 16.5, 16.7	Les membres du CSC Villes Durables s'engagent en faveur du renforcement des capacités afin de s'assurer que des institutions efficaces, fiables, transparentes contribuent à la ville durable (16.6). À cette fin, ils éliminent la corruption et les pots-de-vin (16.5) et renforcent les capacités liées à la prise de décision réactive, inclusive, participative et représentative (16.7).
	11.b	De manière générale, les membres du CSC se concentrent sur le renforcement des capacités des gouvernements et acteurs locaux en vue de contribuer à la ville durable. Les ACNG aident les villes et les établissements humains à adopter et à mettre en œuvre des politiques et des plans intégrés en matière d'inclusion, d'efficacité des ressources, d'atténuation et d'adaptation du changement climatique, de résilience face aux catastrophes, etc. (11.b).
	4.7	Les ACNG renforcent les capacités des autorités et acteurs locaux afin qu'ils puissent disposer des connaissances et des compétences nécessaires pour promouvoir le développement durable (4.7).
Autres ODD pertinents	Cible	Explication
	17.6, 17.9	Les ACNG s'engagent à augmenter la capacité allouée aux ODD des gouvernements et acteurs locaux en Belgique, mais également dans les pays en voie de développement (17.9). Les capacités sont renforcées via la coopération Nord-Sud, Sud-Sud (Nord-Nord) et la coopération triangulaire (p. ex. l'apprentissage de pairs à pairs au sein des partenariats de la ville à la ville ou l'apprentissage entre les organisations de la société civile) (17.6).
	5.5	En renforçant les capacités des institutions et des femmes, les acteurs garantissent la participation intégrale et effective des femmes à tous les niveaux de la prise de décision dans la vie politique, économique et publique (5.5).

Principes des ODD	Explication
Ne laisser personne de côté	La cible stratégique accorde une attention maximale au renforcement des capacités des groupes minoritaires pour qu'ils puissent contribuer de manière optimale à la ville durable. De plus, les capacités des autorités et acteurs locaux sont renforcées pour qu'ils puissent toujours apporter eux-mêmes une perspective inclusive (voir activités d'intégration) à la construction d'une société durable.
Interdépendances	Travailler sur les capacités en vue de contribuer à la ville durable exerce automatiquement une influence sur les capacités spécifiques au domaine nécessaires pour construire la ville durable, qui peuvent être mises en relation avec tous les autres ODD (p. ex.s les capacités pour une planification spatiale, un système alimentaire durable, une atténuation et une adaptation du changement climatique, la qualité de l'éducation, etc.).
Partenariats multi-acteurs	Les capacités des autorités et acteurs locaux sont renforcées de manière à ce qu'ils puissent coopérer en vue de développer et de contribuer à la ville durable. En outre, les villes durables sont créées dans le monde entier de sorte qu'un échange supralocal et international puisse également représenter un atout pour renforcer les capacités.

2 Approches

Cible stratégique 2 : des capacités à concevoir la ville durable		<i>Les gouvernements et acteurs locaux renforcent leurs capacités à concevoir la ville durable.</i>
Approches		ACNG
A	Sensibiliser les gouvernements et acteurs locaux aux principes, aux concepts et à l'intérêt d'une ville durable.	Brulocalis, COTA, Echos Communication, OMDM, UVCW, VVSG
B	Renforcer les capacités des <u>autorités locales</u> à contribuer à la ville durable et à remplir leur rôle de porteur d'obligations. Il s'agit entre autres de : <ul style="list-style-type: none"> • Renforcer des capacités techniques et managériales autour des principes de bonne gouvernance (autorités efficaces, efficaces, et responsables). • Renforcer les capacités digitales. • Renforcer les capacités pour mener une politique participative, inclusive et fondée sur des preuves, avec une attention spéciale accordée aux groupes vulnérables. • Renforcer les capacités pour développer et mettre en œuvre une politique transversale, intégrale et territoriale pour mettre en œuvre la vision de la ville durable. • Renforcer les capacités pour animer des processus de concertation multi-acteurs. • Renforcer les capacités pour mesurer l'impact de différentes initiatives contribuant à une ville durable. • Renforcer les capacités de plaidoyer (commun). 	Brulocalis, COTA, Echos Communication, OMDM, UVCW, VVSG

	<ul style="list-style-type: none"> Améliorer et utiliser d'une manière plus efficace les moyens financiers mis à la disposition des autorités locales pour mettre en œuvre le développement durable. 	
C	<p>Renforcer les capacités des <u>acteurs locaux</u> (société civile, secteur privé, écoles, associations, citoyens, etc.) à contribuer à la ville durable et remplir leur rôle de détenteur de droits. Il s'agit entre autres de :</p> <ul style="list-style-type: none"> Renforcer les capacités (techniques, y compris numériques) pour participer activement à la ville durable. Renforcer les capacités pour interagir et dialoguer avec les gouvernements locaux. Renforcer la connaissance par les citoyens (et notamment les femmes, les jeunes et les populations vulnérables) de leurs droits et devoirs. Renforcer les capacités nécessaires afin que les acteurs locaux puissent assumer de manière optimale leur rôle de surveillance vis-à-vis du gouvernement (local). Renforcer les capacités pour mesurer l'impact de différentes initiatives contribuant à une ville durable. Renforcer les capacités de plaidoyer (commun). Améliorer et utiliser d'une manière plus efficace les moyens financiers mis à la disposition des acteurs locaux pour mettre en œuvre le développement durable. 	COTA, Echos Communication, OMDM, Rikolto, VVSG
D	Développer et partager des guides méthodologiques, outils et ressources pour les différents types de capacités renforcées.	Brulocalis, COTA, Echos Communication, OMDM, Rikolto, UVCW, VVSG
E	Mise en place de mécanismes d'échange et d'apprentissage entrepairs entre des gouvernements et acteurs locaux d'un pays, d'une région ou au niveau international.	Brulocalis, COTA, Echos Communication, OMDM, Rikolto, UVCW, VVSG

3 Analyse de risques spécifique

Opportunités	Risques
<ul style="list-style-type: none"> Réseau existant de partenaires solides et fiables au sein des ACNG en vue de travailler sur le renforcement des capacités Utilisation d'associations de villes et de communes (infra)nationales pour le renforcement des capacités des gouvernements locaux Partage de pratiques de renforcement des capacités au niveau des membres du CSC et dans des réseaux internationaux Existence de réseaux (inter)nationaux qui créent des dynamiques favorables pour le renforcement des capacités pour les villes durables (p. ex. l'urgence relative au 	<ul style="list-style-type: none"> Accès limité aux ressources financières pour les acteurs locaux en vue de contribuer à une société durable Climat politique au sein duquel la réflexion sur le long terme n'est pas suffisamment stimulée Turnover élevé dans les administrations publiques et risque de perte des compétences nouvellement acquises Manque de clarté pour le transfert de tâches des niveaux de gouvernement compétents ou du contrôle central vers les autorités locales Influence des crises et tendances (internationales) externes (p. ex. le climat

<p>renforcement des capacités des gouvernements locaux est mise en avant par les CGLU en période de COVID-19)</p> <ul style="list-style-type: none"> • Pouvoirs et compétences similaires des autorités et acteurs locaux dans le monde, facilitant la possibilité de renforcement transfrontalier des capacités de pairs à pairs • Déploiement de l'expertise thématique disponible (« chefs de file ») au sein du réseau d'ACNG 	<p>économique, le changement climatique, les crises sanitaires, le populisme, les réseaux sociaux, etc.) sur la tâche des autorités locales et des acteurs locaux en fonction de leurs capacités</p> <ul style="list-style-type: none"> • Gouffre culturel et différence de capacités entre les autorités et acteurs locaux et les programmes de développement internationaux qui ne prennent pas suffisamment en compte les différences de contexte • Réduction de la place pour la société civile
---	---

4.3 Cible stratégique 3 : des modèles économiques durables et inclusifs pour la ville durable

Thème de la cible stratégique : des modèles économiques durables et inclusifs pour la ville durable

Cible stratégique : Les acteurs économiques locaux, y compris les gouvernements locaux, adoptent des pratiques d'approvisionnement inclusives qui stimulent la consommation et la production durables.

*Introduction : La cible stratégique vise à **opérationnaliser** la vision et les objectifs établis dans le cadre des processus de gouvernance multi-acteurs (cible no. 1), et tire parti des capacités renforcées des acteurs et gouvernements locaux (cible no. 2) en vue de soutenir la transition vers des villes durables. La cible no. 3 couvre principalement les aspects économiques et contient trois sous-objectifs :*

- *Le développement de **chaines d'approvisionnement** compatibles avec la protection des écosystèmes et la lutte contre le changement climatique, et qui rémunèrent équitablement tous les acteurs économiques de la chaîne, y compris les producteurs à petite échelle et les PME. Afin de maintenir l'accessibilité financière de ces produits, l'accent est mis sur les circuits courts.*
- *Le renforcement de **liens durables et fonctionnels entre les villes et les campagnes** basés sur des flux de ressources, de services et d'informations efficaces. Les perspectives territoriales intégrées englobant à la fois les villes et leur sous-région seront privilégiées dans le développement des approches afin de tenir compte de leurs interdépendances.*
- *La mise en place de **partenariats multi-acteurs** impliquant le secteur privé, le secteur public, le monde académique et les citoyens afin de co-crée de nouvelles manières de s'approvisionner et donc de consommer et produire durablement en ville. Les membres du CSC joueront principalement un rôle de facilitateur initial dans ces processus.*

La principale hypothèse sous-jacente à cette cible stratégique est qu'une augmentation de la demande de produits durables en provenance des villes, couplée à une amélioration de l'accès à divers services (financiers, commerciaux, techniques etc.) et à des relations commerciales plus équitables (meilleurs prix, termes de paiement, transparence etc.) va encourager des changements de pratique au niveau de la production et donc contribuer à réduire l'impact environnemental et social de la consommation des villes. La cible vise donc à accompagner les acteurs économiques urbains (communes, consommateurs, entreprises de restauration et de transformation, vendeurs sur les marchés, distributeurs, détaillants etc.) vers un approvisionnement plus durable.

1 Analyse de contexte spécifique

Au niveau mondial, 85 % de la population vit dans ou à moins de trois heures d'un centre urbain de plus de 50 000 personnes. Les communautés rurales et urbaines ne vivent pas isolées les unes des autres. Les flux de personnes, de transport, d'information, de biens et services, et d'argent circulent dans les deux sens, créant **de fortes interdépendances entre les villes et les campagnes**.

L'impact des populations urbaines sur les ressources naturelles et les chaînes d'approvisionnement globales est particulièrement criant dans le domaine de l'alimentation. Bien que les villes n'occupent que 3 % de la surface de la Terre, elles consomment jusqu'à 70 % de la nourriture, même dans les pays à forte population rurale. Il est estimé que d'ici 2050, 80 % de notre alimentation sera consommée dans les villes. Environ 60 % des terres cultivées irriguées et 35 % des terres cultivées pluviales sont situées dans un rayon de 20 km des agglomérations urbaines.

Comme le mentionne la FAO dans son « Urban Food Agenda », les zones urbaines offrent des points d'entrée stratégiques pour reconfigurer les processus socioéconomiques et environnementaux vers plus de résilience, d'équité et de durabilité. Les villes gèrent de vastes infrastructures, compétences et ressources publiques. En même temps, elles accueillent de nombreux acteurs au cœur des innovations économiques, politiques et culturelles.

Principaux défis

Malgré les nombreuses interconnexions entre les villes et les campagnes, les **inégalités territoriales** persistent. Les décideurs peinent souvent à se coordonner et à appliquer une **approche cohérente et intégrée du territoire** au-delà du périmètre strictement urbain. Des capacités et services renforcés, une meilleure infrastructure et davantage de ressources, y compris financières, sont nécessaires au développement de territoires fonctionnels qui connectent villes et campagnes de manière cohérente.

L'ère des **partenariats publics-privés** se poursuit globalement, mais de plus en plus de voix s'élèvent pour appeler à l'élargissement du champ des partenaires et à l'implication de tous les acteurs urbains, y compris les citoyens, dans la gouvernance et la co-construction de solutions locales sur base de l'intelligence collective. La **participation effective** des citoyens, du monde académique, et des entreprises privées à ces processus reste un défi, particulièrement dans leur mise en œuvre.

Comme nous avons pu le constater lors de la pandémie du Covid-19, la dépendance des villes vis-à-vis des marchés extérieurs les rend vulnérables aux chocs dans les chaînes d'approvisionnement, une situation qui devrait davantage s'aggraver avec le changement climatique. Pour pallier cette situation, la **relocalisation des chaînes d'approvisionnement** a été largement préconisée. Celle-ci nécessiterait néanmoins le **renforcement des infrastructures locales et de l'offre de services commerciaux et financiers** permettant aux PME et aux producteurs locaux de jouer leur rôle dans cette transition. Une **économie locale** forte contribue également à la circulation locale des richesses tout en limitant les émissions liées au transport des produits.

En matière d'alimentation, l'urbanisation a entraîné un **changement drastique des modes de vie et des habitudes alimentaires** des citoyens caractérisé par une consommation accrue des produits (ultra-)transformés et à faible valeur nutritive. Les femmes vivant en ville sont jusqu'à trois fois plus susceptibles d'être en surpoids ou obèses que les femmes rurales en raison de la pauvreté, de la sédentarité, et de l'exposition au marketing alimentaire et aux points de vente modernes. Le renforcement des chaînes d'approvisionnement locales doit dès lors être accompagné de mesures


visant à protéger les populations urbaines vulnérables en leur assurant un **accès à des produits de qualité (sanitaire, sociale, environnementale) à des prix abordables**.

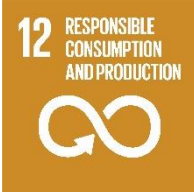



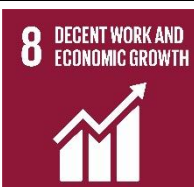

Enfin, l'espoir d'une vie meilleure en ville pousse de nombreux jeunes à migrer vers les centres urbains à la recherche de nouvelles perspectives économiques. Cependant, le coût élevé de la vie, la mauvaise qualité du logement et les possibilités d'emploi limitées mènent souvent à la désillusion. Le soutien à **l'entrepreneuriat des jeunes** peut leur offrir une chance de s'émanciper tout en contribuant au développement de solutions innovantes pour faire face aux défis des villes. Pour soutenir la transition vers un espace juste et sûr pour l'humanité, il faut s'éloigner du statu quo et permettre aux jeunes de jouer pleinement leur rôle dans cette transition en s'appuyant sur leur esprit d'entreprise, leur curiosité et leur sens de l'innovation.

Les villes dépendent d'un ensemble complexe de chaînes d'approvisionnement desservant un large éventail d'activités économiques dans une variété de secteurs : l'alimentation, la construction, les technologies de l'information et de la communication, les vêtements pour n'en citer que quelques-uns. **Leur durabilité est donc un précurseur de la durabilité des villes**. Les 96 villes du groupe C40 représentant un quart de l'économie globale et 8 % de la population mondiale cumulent à elles seules 10 % des émissions globales de gaz à effet de serre lorsque l'on prend en compte les émissions liées à la consommation. L'action urbaine en matière de consommation peut réduire considérablement les émissions de catégories de consommation clés telles que les bâtiments et les infrastructures (26 % d'ici 2030), l'alimentation (36 % d'ici 2030), ou encore l'habillement et le textile (39 % d'ici 2030). Des chaînes d'approvisionnement efficaces, inclusives et durables sont doublement essentielles : d'une part pour assurer l'accès des citoyens aux produits dont ils ont besoin afin de couvrir leurs besoins essentiels, par exemple en termes d'alimentation ou d'habillement à un coût abordable ; et d'autre part pour réduire l'impact environnemental et social de la consommation urbaine.

Les entreprises jouent un rôle clé dans ce changement. Grâce à des politiques d'achat plus inclusives, des prix plus équitables, et un plus grand accompagnement de leurs fournisseurs, elles peuvent les inciter à changer leurs pratiques vers davantage de durabilité. Mais sans un **modèle économique** qui incite à la production durable, les chaînes d'approvisionnement ont peu de chances de devenir durables elles-mêmes. C'est pourquoi les approches ci-dessous se focalisent sur la co-création de modèles d'affaires inclusifs qui rémunèrent correctement tous les acteurs de la chaîne, l'accompagnement à l'entrepreneuriat durable, et le renforcement des services de développement des entreprises et des producteurs qui ont la durabilité à leur cœur. Elles visent également à encourager les acheteurs institutionnels urbains à « verdir » leur approvisionnement via des marchés publics équitables et durables et à favoriser les dialogues entre citoyens et secteur privé afin de mieux répondre à leurs besoins. La **capitalisation des bonnes pratiques** et **l'apprentissage entre pairs** seront systématisés afin de favoriser leur réplique. Les approches sont en partie inspirées par les lignes directrices de UN-Habitat sur les liens entre les zones urbaines et rurales (Urban-Rural Linkages).

Liens avec les ODD

ODD prioritaires	Cibles	Explication
	11.6, 11.a	Réduire l'impact environnemental des villes et favoriser l'établissement de liens sociaux, économiques, et environnementaux positifs entre zones urbaines, périurbaines et rurales.

	12.1, 12.3, 12.7, 12.8	Favoriser la consommation durable en ville (y compris via la réduction des déchets & les achats institutionnels) afin d'encourager la production durable.
ODD secondaires	Cibles	Explication
	1.1, 1.2, 1.4, 1.5	Contribuer à l'éradication de la pauvreté en ville et dans les campagnes, et assurer l'accès aux services de base.
	2.1, 2.3, 2.4, 2.a	Assurer l'accès de tous les citoyens, y compris les populations vulnérables, à une alimentation saine, nutritive et suffisante en favorisant des systèmes alimentaires territoriaux durables et inclusifs.
	5.1, 5.5, 5.a	Garantir l'accès égal des femmes aux ressources productives et leur participation entière et effective dans la vie économique, y compris via un accès en toute égalité aux fonctions de direction.
	8.3, 8.5, 8.10	Promouvoir l'innovation et l'entrepreneuriat durable, particulièrement des PME qui contribuent aux villes durables, y compris via un meilleur accès aux services financiers & de développement des entreprises.
	17.16, 17.17	Co-crée des modèles d'affaires inclusifs pour l'approvisionnement durable en ville via des partenariats public-privé-citoyen et multi-acteurs.
Principes des ODD	Explication	
Ne laisser personne de côté	Les membres du CSC mettent en œuvre des approches visant à faire bénéficier tous les citoyens, particulièrement les groupes marginalisés, plutôt que les populations aisées avec les moyens de payer davantage pour des produits durables. Les membres veillent à faciliter le développement de nouvelles perspectives économiques pour les jeunes, les femmes, et les producteurs à petite échelle.	

Interdépendances	Le progrès sur les questions économiques doit aller de pair avec un impact positif sur d'autres aspects de la ville durable. Tout comme la vision du modèle en donut le présente, les acteurs doivent rester vigilants pour que le progrès économique n'exerce pas une influence négative sur la réalisation d'autres ODD au sein de la ville (dégradation des écosystèmes, limitation en termes de changement climatique, etc.).
Partenariats multi-acteurs	Les membres du CSC joueront un rôle de facilitateur initial dans les processus de la mise en place de partenariats multi-acteurs impliquant le secteur privé, le secteur public, le monde académique et les citoyens afin de co-créeer de nouvelles manières de s'approvisionner et donc de consommer et produire durablement en ville.

2 Approches

Cible stratégique 3 : des modèles économiques durables et inclusifs pour la ville durable		<i>Les acteurs économiques locaux, y compris les gouvernements locaux, adoptent des pratiques d'approvisionnement inclusives qui stimulent la consommation et la production durables.</i>
Approches		ACNG
A	Faciliter la gestion durable des écosystèmes et des territoires dans lesquels les biens consommés dans les villes sont produits, en ce compris la résilience des acteurs locaux (producteurs, PME, etc.) qui dépendent de ces écosystèmes.	Rikolto, VVSG
B	Professionaliser les organisations de producteurs et renforcer les fournisseurs de services afin de garantir l'accès équitable des producteurs et des entrepreneurs aux services et ressources (notamment au niveau financier) dont ils ont besoin pour développer leur activité commerciale durable, indépendamment de leur genre ou de leur âge.	Rikolto, VVSG
C	Faciliter le développement de modèles commerciaux inclusifs et/ou circulaires qui connectent les producteurs et entreprises durables aux marchés urbains dans des conditions de commerce équitables, notamment par le biais d'achats institutionnels par les gouvernements locaux et les acteurs locaux (cantines des écoles, marchés publics, etc.).	OMDM, Rikolto, VVSG
D	Faciliter le développement et l'incubation d'entreprises contribuant à la production et à la consommation territoriale durable et renforcer les écosystèmes locaux en vue de soutenir les PME durables.	OMDM, Rikolto
E	Encourager la participation des citoyens dans la co-créeation de solutions multi-acteurs pour parvenir à des systèmes économiques territoriaux plus durables (p. ex. par le biais d'initiatives « sciences citoyennes », laboratoires donut, ateliers d'échanges avec le secteur privé et le monde académique, renforcement des organisations de la société civile, organisation de campagnes de sensibilisation, etc.).	OMDM, Rikolto, VVSG

F	Documenter les approches, les résultats et les leçons apprises et les mobiliser afin d'encourager les acteurs locaux et nationaux, y compris les gouvernements, à investir dans la réplique des approches.	Rikolto
----------	--	---------

3 Analyse de risques spécifique

Opportunités	Risques
<ul style="list-style-type: none"> - La crise du Covid-19 a démontré l'importance de relocaliser les chaînes d'approvisionnement. - Le sommet des Nations Unies sur les Systèmes Alimentaires (Food System Summit) qui aura lieu en automne 2021 contient un volet d'action spécifique visant à stimuler la demande des consommateurs pour des aliments durables et à renforcer les filières locales. Il s'agira d'un moment charnière en matière de coopération internationale. - L'existence de villes et territoires « pionniers » dans chaque région offre une source d'inspiration et des possibilités d'apprentissage entre pairs. - De nombreux réseaux internationaux sont actifs sur les thématiques des chaînes d'approvisionnement durables vers les villes (MUFPP, CITYFOOD, ICLEI, Eurocities, C40, etc.). 	<ul style="list-style-type: none"> - Attention des acteurs et gouvernements locaux focalisée sur la réponse urgente au COVID-19 plutôt que sur des améliorations à long terme. - Difficulté de trouver un compromis entre les besoins des citoyens (produits de qualité à prix abordable) et des producteurs (revenus suffisants). - Les signaux économiques envoyés par les citoyens sont insuffisants pour inspirer des changements plus durables dans les campagnes. - Business cases insuffisants pour les différents modèles et approches testés et promus par les membres du CSC.

5 LIEN AVEC D'AUTRES CSC

Les programmes des membres du CSC Villes Durables thématique seront (en grande partie) lancés dans un certain contexte géographique. Par conséquent, il existe des connexions avec les CSC géographiques à la fois en termes de contenu et de possibilités pour des synergies et des complémentarités. De plus, les membres du CSC Villes Durables voient également des connexions avec deux autres CSC thématiques, à savoir le CSC Resilience et le CSC Higher Education and Science for Sustainable Development (HES4SD). Les membres du CSC Villes Durables ont dès lors préparé de brèves notes en consultation avec les CSC géographiques et thématiques pertinents, qui ont été intégrées au sein des CSC liés. Un aperçu de quels membres du CSC Villes Durables sont actifs dans quels pays et sur quels thèmes, ainsi que les notes qui ont été intégrées dans les autres CSC, peuvent être consultés dans les Annexes 2 et 3.

Les membres du CSC Brulocalis, Echos Communication et UVCW ont choisi d'être des membres actifs à la fois pour les CSC Villes Durables et certains CSC géographiques pour les pays dans lesquels ils réalisent des activités (pour leurs programmes d'urbanisation et de décentralisation). L'engagement pour ces deux segments peut être considéré comme une sorte d'expérience à partir de laquelle tous les acteurs peuvent apprendre. Par le biais d'une participation active dans les CSC géographiques, ces acteurs parviennent également à mieux contrôler l'interaction entre les deux CSC et à en faire bénéficier les autres membres des CSC.

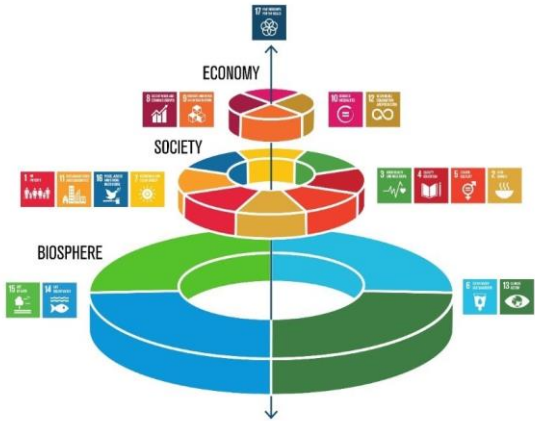
Le CSC Resilience et le CSC HES4SD ont également rédigé des notes relatives au CSC Villes Durables. Ces notes sont présentées ci-dessous.

Link JSF Sustainable Cities and JSF resilience

Short content of the JSF on resilient social-ecological systems

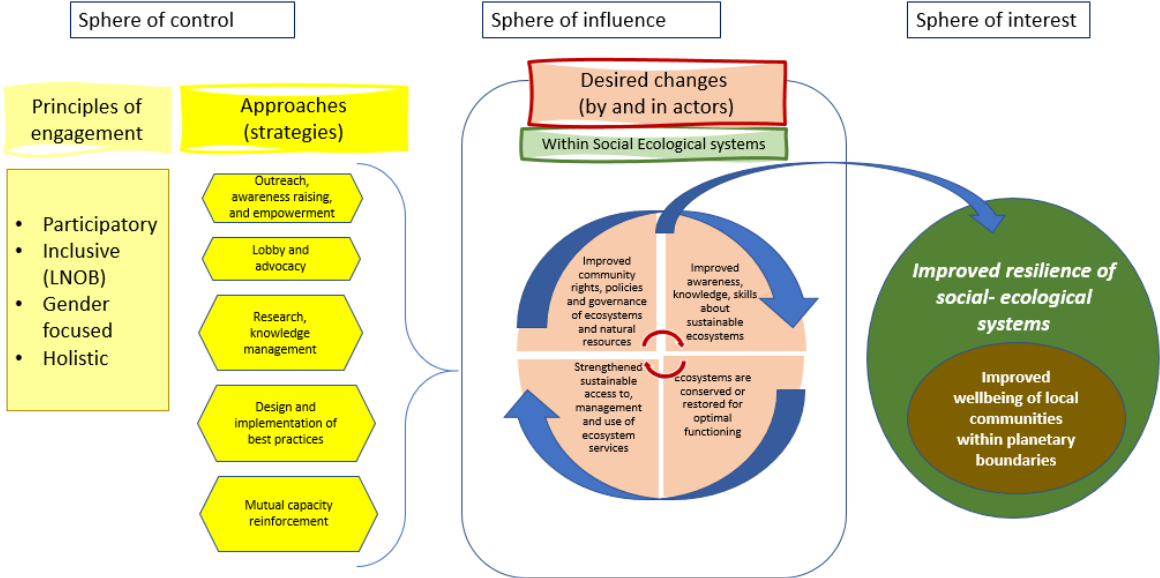
The focus of this JSF is on the resilience of social-ecological systems and the sustainable use of ecosystem services. Better ecosystems and the sustainable use of ecosystem services will contribute to an improved well-being of local communities.

This framework is based on 4 SDG (sustainable development goals): n° 6 (clean water and sanitation), n° 13 (climate action), n° 14 (life below water) and n° 15 (life on land). These 4 SDGs are considered by the Stockholm Resilience centre as the basis of all other SDGs. A healthy biosphere is a precondition for sustainable social and economic development.



(© Azote Images for Stockholm Resilience Centre, 2016)

The Theory of Change is presented below. Changes in and by 10 types of actors are foreseen: indigenous people and local communities; individual consumers; civil society; primary, secondary, and vocational schools; research, universities, and higher education; cooperation and development actors; local authorities; national authorities; international policy level; and private sector.



Common strategic goals in the thematic JSF

1. Improved rights, policies and governance of ecosystems and natural resources
2. Improved awareness, knowledge and skills about sustainable ecosystems
3. Strengthened sustainable access to, management and use of ecosystem services
4. Ecosystems are conserved or restored for optimal functioning

Members of JSF resilience

The members are BOS+, CEBioS, Join For Water and WWF. Especially BOS+ and Join For Water have a more in-depth collaboration with local authorities. Join For Water has a long history of working with local authorities in drinking water and sanitation. BOS+ works in Flanders on importance of trees and green spaces in cities for mental health and to reduce the heat island effect. Moreover, cities are importers of timber and non-timber forest products (d.g. charcoal in many African countries).

Priority challenges for thematic JSF regarding local authorities

Cities often depend on ecosystem services generated by natural and or protected areas and trees (drinking water, micro-climate, carbon sink). In that sense, it is advised that the T-CSC Cities remains in exchange with the T-CSC Resilience, to link up SDGs 6, 13, 14, 15 with SDG 11 and try to link up with UN Habitat, see <https://unhabitat.org/about-us/sustainable-development-goals>

The entry points of the thematic JSFs on resilience and sustainable cities are different, but they also have tangent places. The entry point of the JSF 'resilience' is the ecosystem, a physical/natural unity that can cover (parts) of several municipalities or cities. The entry point of the JSF Sustainable Cities is an administrative delimitation of a municipality or city and its territory can belong to different ecosystems. In the JSF 'resilience', cities are not actors. However, local authorities (the local political and official level of these cities) and local communities living in these cities are also important actors regarding the fulfilment of the 4 strategic goals of this JSF.

The ultimate change we expect (level of impact) for local authorities is that they design and enforce relevant policies, linked to social-ecological resilience, and sustainable use of ecosystem resources/services to improve well-being of local communities. As for local communities, the ultimate change is described as follows: exercise their rights and privileges to access ecosystems and their resources in a sustainable way.

Changes are also defined at the level of each strategic goal.

Strategic goals	Expected changes: local authorities ...	Expected changes: local communities ...
1. Rights, policies, and governance	... act as a responsible duty bearer at local level; develop local policies; support acquisition of clear land titles and land use planning for IPLC; respect and protect the right for water for IPLC; maintain contacts with higher authorities and defend the rights of the local level to higher authorities; approve local legislations for CBOs	... participate in decision making at local, communal, and national levels; have rights to access land/territories and resources; can defend their rights toward the duty bearers; participate in government planning processes at community level; are beneficiaries of actions linked to Nagoya Protocol
2. Awareness, skills, and knowledge	... are aware and have knowledge about the importance of resilient ecosystems and the sustainable use of ecosystem services; share this knowledge between actors at local level; join forces with scientists to tackle biodiversity issues, resilience of ecosystems and sustainable use of ecosystem services (capable to develop science-based policy; co-produce policy briefs and other tools; open to support by scientists)	... are aware and have knowledge about the importance of resilient ecosystems; are aware of threats about their local ecosystems and value of it for local and global ecosystem services; have the skills and knowledge to sustainably manage, monitor, and use ecosystems (services); transfer (traditional) knowledge to academics and authorities, and future generations, change behaviour and attitudes, in favour of conservation and sustainability

3. Access, use and management of services	... integrate the sustainable use of ecosystem resources/services in their development plans; carry out actions that are in line with their development plans, taking (the development) of ecosystem services into account; sensitize, exchange, and collaborate with their population on sustainable use of ecosystems	... use and manage ecosystem services in a sustainable way; apply good agricultural and animal husbandry practices; benefit One Health approach
4. Conservation and restoration of ecosystems	... integrate the protection of ecosystems in their development plans; carry out actions that are in line with their development plans; sensitize, exchange, and collaborate with their population on resilient ecosystems	... protect natural resources and manage ecosystems in a sustainable way

In a city, other actors are of course also active: individual consumers, schools, private sector, etc. They also have a role in the resilience of social ecological systems. Changes at their level are described more in detail in the full text of the JSF resilience.

Key approaches for thematic JSF

Related to local authorities, all 5 main approaches will apply: (a) outreach, awareness raising and empowerment; (b) lobbying and advocacy; (c) research, knowledge management; (d) designing and implementing best practices; (e) mutual capacity reinforcement.

This JSF intends to have programs in the following countries:

- ◆ Latin-America: Bolivia, Ecuador, Haiti, Peru
- ◆ Africa: Benin, Burkina Faso (*), Burundi, DRC, Ethiopia, Guinea, Kenya (*), Madagascar, Mali, Morocco (*), Mozambique (*), Niger (*), Rwanda (*), Senegal, Tanzania, Togo, Uganda
- ◆ Asia: Cambodia, Palestinian Territory (*), Vietnam
- ◆ Europe: Belgium

(*) These countries have only a limited program of CEBioS

Relation between thematic JSF resilience and sustainable cities

The JSF Sustainable Cities focusses on 2 SDGs: 11 (sustainable cities and communities) and 16 (related to strong public services at local level). Sustainable ecosystems and social-ecological systems cannot be separated from sustainable cities and communities. there is a mutual influence: communities and cities are part of ecosystems; they profit from ecosystems and ecosystem services. They also influence (in a positive or negative way) ecosystems and the use/management of their services. Local authorities and local communities are the main actors as described above. Their interaction is essential for a good functioning city and a good functioning ecosystem.

Both JSFs can exchange on how to link ecosystems and sustainable cities, on how to improve interaction between local authorities and local communities, and on how to improve the sustainable access, use and management of ecosystem services.

Thematic JSF Higher Education and Science for Sustainable Development (HES4SD)

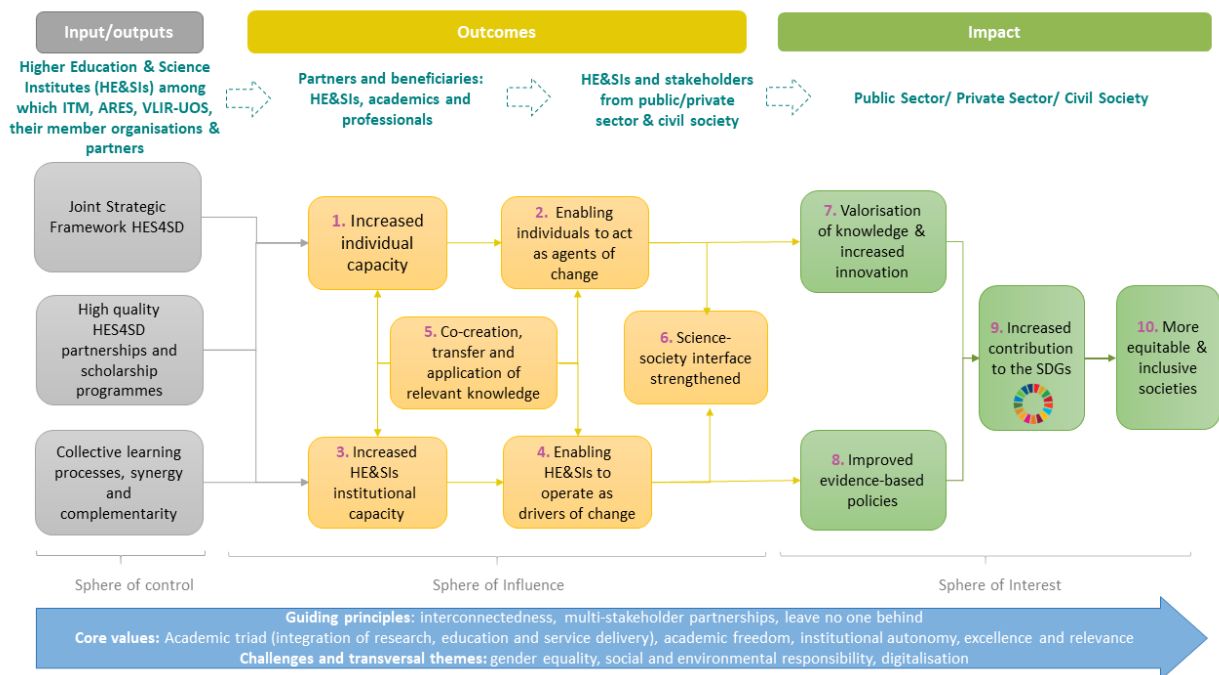
1. Higher Education and Science for Sustainable Development and actors.

Making use of their autonomy and right to initiate and innovate, two umbrella organisations (ARES and VLIR-UOS) and the Institute of Tropical Medicine (ITM) put forward the thematic JSF Higher Education and Science for Sustainable Development (JSF HES4SD). Drawing upon their longstanding common history, the JSF initiators aim to further unlock the huge developmental potential of higher education and science cooperation for sustainable development and make it accessible to other Belgian, local and international partners, in different ways: as partner in a multi-actor partnership, as scientific advisor to other partners' projects, partners or policy bodies, as a platform for sharing state of the art scientific results, information, expertise and experience and for exploration of possibilities for synergy and complementarity.

Together, the three JSF initiators represent 60 Belgian higher education institutions (HEIs), being 11 universities, 32 university colleges, 16 school of arts, and ITM. The partners they collaborate with in the selected 30 countries (see annex) are mainly universities, university colleges, school of arts, polytechnics, research and reference laboratories, scientific centres (including e.g. disease control programmes and public health institutes). All these institutions, including the three initiators, will be referred to as Higher Education and Science Institutes (HE&SIs). Through cooperation with civil society, private and public sector, HE&SIs contribute to the development of many sectors in society.

ARES and VLIR-UOS as umbrella organizations with a wide variety of member institutions cover all academic and scientific fields. As they make use of competitive calls for several types of interventions they contribute to the full spectrum of SDGs. ITM is a key actor in Tropical Medicine and Public Health and will directly, but not only, contribute to SDG 3 (Good Health and Well-being: Ensure healthy lives and promote well-being for all at all ages).

2. Visualisation of Theory of Change (ToC)



3. The common Strategic Goals of the JSF HES4SD

The long-term general objective of the JSF HES4SD is to significantly contribute to the achievement of the 17 SDGs and ultimately “increasingly equitable and inclusive societies”. To achieve this objective and starting from the specific expertise of the partners, the following six strategic objectives have been identified and will guide the specific interventions.

Strategic Goal 1: Increased individual capacity. The increased individual capacity should be considered as the result of education or research activities of/by individuals mainly through scholarship programmes. It includes training on transversal competencies such as global citizenship, critical thinking, leadership skills, enabling scholars to become critical world citizens capacitated and motivated to actively engage in global society.

Strategic Goal 2: Enabling individuals to act as change agents. This strategic goal expands on the knowledge that individuals embedded in organizations (private sector or public sector or civil society) have increased their potential to be change agents.

Strategic Goal 3: Increased capacity at Higher Education and Science Institutions. Strengthening capacities of the HE&SIs in the following fields:

1. Increased research, education and service delivery capacity
2. Increased information, infrastructural and technological structures
3. Increased management capacity (governance, administration, finance)
4. Increased collaborative and networking capacity.

Strategic Goal 4: Enabling Higher Education and Science Institutions to operate as drivers of change. The HE&SIs activate their improved performance allowing them to operate as drivers of change aiming at a meaningful impact in society. This can be realized via both the co-creation, transfer and application of relevant knowledge (SG5), and/or via the science-society interface (SG6).

Strategic Goal 5: Co-creation, transfer and application of relevant knowledge. The first four strategic goals significantly contribute to this key strategic goal. By putting strengths together and operating in synergy, the JSF enhances the creation and dissemination of relevant and state of the art knowledge across the HE&SIs worldwide, their local communities and international networks.

Strategic Goal 6: Science-society interface strengthened. Information sharing and concerted actions amongst HE&SIs aim at cross-fertilisation between science and society. This can be facilitated through networks and platforms as connecting hub of knowledge, expertise and experience, and demand & supply interactions in view of applied solutions and evidence-based policies. Society is understood in its broader sense, namely all public, private and civil society actors beyond HE&SIs (e.g., enterprises, public decision makers, NGOs, the community at large).

4. Key approaches

1. **Joint strategic framework HES4SD.** The framework focuses on joining forces among Belgian academic actors and partners to contribute to academic inspired and science driven societal change linking HE&SIs with the broader society. This framework will gradually develop and remain dynamic to be responsive to opportunities and policy priorities.
2. **High quality HES4SD partnerships and scholarship programmes.** The respective actor programmes will include interventions such as: individual scholarship programmes; building research, teaching & training and service delivery capacity; strengthening information, infrastructural and technological structures; building management capacity; strengthening

national and international academic and science-society interfaces and networking; policy support, ... The country list in annex shows an indicative list of the countries where the three initiators envision to develop scholarship programmes only, or broader institutional programmes/projects.

3. **Collective learning processes and synergy and complementarity.** The JSF initiators will build and strengthen synergies and complementarities beyond the HE&SI partnerships and will define operational mechanisms to that purpose. The JSF initiators anticipate that the process of collective learning, synergy and complementary will be instrumental in achieving the outcomes and impact as defined in the ToC, in a more efficient and innovative way.

5. Opportunities for complementarity and synergy

Firstly, complementarity and synergy will be explored and realized among the initiators and their members organisations and partners. They might cooperate and reinforce each other in the fields of joint research, teaching and management topics. Synergy might be created by the collaboration of several HE&SIs in specific project and programmes, as it happens in many current programmes. Secondly, the JSF HES4SD will explicitly seek for complementarities and synergies, beyond HE&SIs, with other governmental and non-governmental actors, both nationally and internationally. Active participation of these actors will be sought in specific projects and programmes to reinforce common objectives (complementarity) or to stimulate collaboration between academics/scientists and actors in the broader society (synergy). In the selection of possible partners for future projects and collaboration, synergy and complementarity will be considered.






6. Interaction with other JSF (geographical and thematic)

The JSF initiators envisage to jointly organise at least three strategic dialogues in a partner country in consultation with the local partner HE&SIs, embassy and DGD. The initiators will consider hybrid modalities allowing global participation with minimal environmental impact. On this occasion an event open to Belgian and local development actors can be organized, focusing on the exchange of project results, networking among alumni and scholarship holders, identification of potential synergies and complementarities. The JSF initiators will further develop mechanisms to systematically share information on ongoing projects and the launch and results of calls for scholarships and project proposals. We invite the actors of other JSFs to actively participate, make use of the platforms made available and come forward with specific requests for scientific advice, capacity building and collaboration with academic actors. We will also build on existing relations between the actors of the HES4SD thematic JSF and individual ANGCs. Representatives and partners of the JSF HES4SD will participate in the strategic dialogues of other thematic and geographic JSFs according to requirements. The JSF initiators will actively support stakeholder and partner identification and engagement by facilitating contacts between HE&SIs and the Belgian, local and international development actors (incl. ENABEL, BIO, ...) working in the country or region. The HES4SD JSF also puts forward primary point(s) of contact (see annex 2) to facilitate continued communication on the suggested approaches to synergy and complementarity in the future.

Annex 1: Indicative country list

	Country	VLIR-UOS	ARES	ITM	Geographic ISEs	Decent work	Sustainable Cities	Resilience
1	Belgium							
2	Benin							
3	Bolivia							
4	Burkina Faso							
5	Burundi							
6	Cambodia							
7	Cameroon							
8	Cuba							
9	DR Congo							
10	Ecuador							
11	Ethiopia							
12	Guinea							
13	Haiti							
14	Indonesia							
15	Kenya							
16	Madagascar							
17	Morocco							
18	Mozambique							
19	Nepal							
20	Niger							
21	Peru							
22	Philippines							
23	Rwanda							
24	Senegal							
25	South Africa							
26	Tanzania							
27	Tunisia							
28	Uganda							
29	Vietnam							
30	Zimbabwe							
Total		28	30	30	23	20	15	22

Indicative list (2022-2026)

	Scholarship + project country
	Scholarship (+ potential future project country)
	Scholarship country
	Actor not active in this country
	JSF in this country

Annex 2: Primary point(s) of contact for tJSF HES4SD

		Indicative primary point of contact for tJSF HES4SD	
		Organisation(s)	Email
Geographic JSFs	Belgium	ARES VLIR-UOS	camille.roegiers@ares-ac.be steven.schoofs@vliruos.be
	Benin	ARES	amelie.schnock@ares-ac.be
	Bolivia	VLIR-UOS	Wannes.verbeeck@vliruos.be
	Burkina Faso	ARES	fanny.bernard@ares-ac.be
	Burundi	ARES	christine.leroy@ares-ac.be
	Cambodia	ITM	JCoenen@itg.be
	DR Congo	ARES ITM VLIR-UOS	simon.hemptinne@ares-ac.be JCoenen@itg.be kathleen.wuytack@vliruos.be
	Ecuador	ARES	pierre.martinot@ares-ac.be
	Guinea	ITM	JCoenen@itg.be
	Haiti	ARES	christine.leroy@ares-ac.be
	Indonesia	VLIR-UOS	annelien.gansemans@vliruos.be
	Kenya	VLIR-UOS	annelien.gansemans@vliruos.be
	Madagascar	ARES	pierre.martinot@ares-ac.be
	Morocco	VLIR-UOS	kathleen.wuytack@vliruos.be
	Mozambique	VLIR-UOS	christophe.goossens@vliruos.be
	Niger	ARES	christine.leroy@ares-ac.be
	Peru	ITM	JCoenen@itg.be
	Philippines	VLIR-UOS	steven.schoofs@vliruos.be
	Rwanda	ARES	christine.leroy@ares-ac.be
	Senegal	ARES	veronique.schmit@ares-ac.be
Tanzania	VLIR-UOS	ragna.frans@vliruos.be	
Uganda	VLIR-UOS	kathleen.wuytack@vliruos.be	
Vietnam	ARES	amelie.schnock@ares-ac.be	
Thematic JSFs	Decent Work	VLIR-UOS	lisa.popelier@vliruos.be
	Resilience	ITM	JCoenen@itg.be
	Sustainable Cities	VLIR-UOS	lisa.popelier@vliruos.be
No geographic JSF	Cameroon	ARES	veronique.schmit@ares-ac.be
	Cuba	VLIR-UOS	peter.delannoy@vliruos.be
	Ethiopia	VLIR-UOS	Wannes.verbeeck@vliruos.be
	Nepal	ITM	JCoenen@itg.be
	South Africa	VLIR-UOS	christophe.goossens@vliruos.be
	Tunisia	ARES	selma.mitri@ares-ac.be
	Zimbabwe	ITM	JCoenen@itg.be

6 SYNERGIE ET COMPLEMENTARITE

6.1 Introduction

Avec le CSC Villes Durables, les membres souhaitent avant tout promouvoir la **coopération entre eux**. Plusieurs membres coopèrent déjà de manière bilatérale ou trilatérale, à la fois à l'intérieur et à l'extérieur du cadre des programmes DGD, mais cette collaboration reste souvent liée à un contexte géographique spécifique. Le CSC thématique offre aux membres un cadre structurel pour continuer à s'engager dans la coopération, pas uniquement dans certains pays, mais également à l'échelle supranationale et à propos de thèmes globaux tels que l'urbanisation, la gouvernance et la décentralisation.

Toutefois, les acteurs ne doivent pas s'enfermer au sein du CSC Villes Durables. Les programmes précédents ont montré que la coopération avec les ACNG qui ne sont pas membres du CSC thématique est extrêmement pertinente et efficace. Cette constatation est liée au fait que les programmes des autres ACNG liés aux thèmes tels que la santé, l'eau, l'agriculture, les droits ou l'éducation des enfants s'inscrivent également dans un contexte local. Leur travail affecte souvent la gouvernance et l'urbanisation et est mis en relation avec les administrations locales et les acteurs urbains. Par conséquent, les acteurs du CSC continuent de se concentrer sur la coopération **avec d'autres CSC et ACNG**.

Enabel est aussi un partenaire important pour les membres du CSC Villes Durables. Enabel peut compter sur plus de 15 années d'expérience dans le domaine du soutien aux processus de décentralisation, aux gouvernements locaux, aux services publics locaux, au développement de l'économie urbaine et régionale et à la participation citoyenne. L'urbanisation a été récemment nommée comme l'un des défis mondiaux sur lesquels Enabel travaillera au cours des années à venir. En se concentrant sur la gouvernance territoriale et urbaine, Enabel souhaite faire face aux défis climatiques, contribuer à l'accès aux services publics, au développement socioéconomique et à la cohésion sociale au sein de la ville. Les contacts et contrats-cadres bilatéraux entre les membres individuels du CSC et Enabel existent déjà, mais en travaillant ensemble avec Enabel de façon plus coordonnée au sein du cadre du CSC, toutes les parties impliquées souhaitent développer une expertise et une représentation belge partagée en ce qui concerne l'urbanisation et la décentralisation.

La coopération avec d'autres **acteurs (internationaux)** reste également l'une des priorités principales des membres.

Vous pouvez retrouver ci-après un aperçu des **possibilités** de synergie et de complémentarité que les membres et partenaires du CSC ont identifié. Ces occasions de collaboration seront davantage approfondies dans les mois et années à venir. Toutefois, la mise en œuvre de certaines synergies identifiées dépendra finalement des budgets approuvés des différents programmes des acteurs. Les membres du CSC aimeraient également déclarer explicitement que lors de la mise en œuvre du programme, une attention continue sera accordée à la synergie et à la complémentarité en vue de saisir les nouvelles possibilités (non reprises ci-dessous) des deux mains.

Les membres du CSC organisent **deux à trois réunions par an** pour discuter de la progression du CSC, travailler sur les cibles d'apprentissage communes, mais également pour discuter et travailler sur les possibilités de synergie et de complémentarité. En plus de participer au dialogue de stratégie annuel avec la DGD et aux réunions trimestrielles avec la direction du CSC, Enabel participera également à (au moins) une réunion des membres du CSC par an afin de tirer le meilleur parti des collaborations possibles.

6.2 Possibilités transversales de synergie et de complémentarité

Il s'agit des possibilités de synergie et de complémentarité au travers des cibles stratégiques.

a) Créer de la visibilité pour les villes durables (en ce compris les processus d'urbanisation et de décentralisation)

Acteurs impliqués : membres du CSC, autres ACNG/CSC, Enabel

Les acteurs du CSC Villes Durables veulent travailler ensemble pour rendre visible l'importance de la décentralisation et de l'urbanisation, tout d'abord au sein du secteur de la coopération au développement belge. En outre, les acteurs veulent renforcer la visibilité d'une approche belge cohérente et complémentaire envers les villes durables au niveau national et international. Afin de créer plus de visibilité pour d'autres CSC et ACNG, les acteurs participeront au plus de dialogues stratégiques possible pour les pays ou les thèmes pour lesquels ils sont actifs. En outre, les membres du CSC y voient une occasion, le cas échéant en collaboration avec Enabel, d'organiser au moins deux événements ou ateliers communs sur les villes durables pour d'autres CSC, ACNG ou acteurs (inter)nationaux pendant le délai de cinq ans du CSC. Enfin, le groupe de membres du CSC examinera les possibilités de communication commune sur des aspects de développement durable urbain (p. ex. via une newsletter (bis)annuelle).

b) Collecter, documenter, partager et promouvoir des pratiques innovantes et des bonnes pratiques

Acteurs impliqués : membres du CSC, autres ACNG/CSC

Les acteurs du CSC Villes Durables veulent utiliser le forum du CSC pour collecter et partager les bonnes pratiques (et les goulots d'étranglement). À cette fin, les leçons apprises des rapports annuels peuvent être discutées, des études/exemples/analyses sur l'interprétation locale de l'économie en donut ou des ODD peuvent être partagés, etc. Certains acteurs explorent aussi la possibilité de mettre en place des expériences communes (laboratoires) sur les villes durables sur le terrain (p. ex. avec la recherche-action). Sans inclure pour le moment cette pratique comme une synergie dans le tableau récapitulatif ci-dessous, certains acteurs du CSC sont également intéressés de documenter les bonnes pratiques (p. ex. avec une brochure, une cartographie).

c) Réflexion commune et construction d'une expertise

Acteurs impliqués : membres du CSC, Enabel, autres acteurs

Les acteurs du CSC Villes Durables veulent utiliser le réseau du CSC pour une réflexion commune et pour construire une expertise en matière d'urbanisation et de décentralisation. Les réunions avec les membres du CSC qui seront organisées plusieurs fois par an serviront de cadre à cet égard. Cette réflexion peut être générale (p. ex. quelles sont les préconditions pour la ville durable ? Que signifie un bon gouvernement local ?), mais également avec des (sous-)thèmes (p. ex. le rôle du gouvernement local). De plus, les acteurs utiliseront aussi le réseau pour avoir une réflexion commune sur la gestion des risques, tels qu'ils ont été formulés dans les analyses de risques générales et spécifiques (voir ci-dessus). Une première étape pour renforcer l'expertise belge est le partage de sources, de documents et d'événements intéressants entre les acteurs. Enabel a également montré son intérêt à participer au développement d'une expertise belge en matière de villes durables. D'autres acteurs belges peuvent

également être impliqués dans ce réseau, mais cette possibilité doit encore être analysée plus en profondeur (p. ex. UNITAR-Cifal, 11.11.11, organisations intercommunales belges). Une idée qui circule parmi les membres du CSC (sans l'inclure comme une synergie dans le tableau récapitulatif ci-dessous) est l'analyse ou la recherche commune à propos (d'un sous-thèmes) des villes durables (p. ex. sur l'implication du secteur privé).

d) Interaction optimale entre le niveau local/belge et international

Acteurs impliqués : membres du CSC, Enabel, autres acteurs

Les acteurs du CSC Villes Durables souhaitent travailler tout d'abord ensemble sur le mouvement **vers le haut** du niveau local/belge vers la scène internationale. Les membres veulent mettre en lumière la contribution belge aux processus internationaux d'urbanisation et de décentralisation durables. La représentation du secteur belge dans les réseaux internationaux (p. ex. CGLU, CCRE, DeLoG, One Planet Network) sera coordonnée parmi les membres, mais également avec Enabel et d'autres acteurs (p. ex. la DGD). En cas de besoin, les acteurs (et leurs partenaires) participeront ensemble aux événements internationaux (p. ex. FUM, FPHN, Africités), identifieront également les bonnes pratiques de la coopération au développement belge et ils les présenteront (ensemble) lors de ces forums internationaux (p. ex. CGLU, ONU, UE, Organisation mondiale pour le commerce équitable). Sans le mentionner comme une synergie dans le tableau récapitulatif ci-dessous, les membres du CSC veulent examiner si un positionnement commun (sur l'urbanisation durable ou un sous-thème) de la Belgique est pertinent à l'échelle internationale. En outre, les acteurs veulent aussi maximiser l'influence **vers le bas** issue du niveau international. Par conséquent, les acteurs partageront en interne les programmes internationaux et les bonnes pratiques identifiées au sein des réseaux internationaux.

e) Lobbying commun

Acteurs impliqués : membres du CSC

Les acteurs du CSC Villes Durables se demandent encore s'il est pertinent de rédiger ensemble des documents de politique sur un (sous-)thème associé à l'urbanisation ou à la décentralisation durable. Il a déjà été établi que les acteurs s'engageront dans un lobbying commun au sein d'un certain contexte géographique si la situation le nécessite (p. ex. pour les donateurs internationaux ou le gouvernement local dans un certain pays).

6.3 Possibilités de synergie et de complémentarité pour la cible 1 (co-création de politiques)

Acteurs impliqués : membres du CSC, Enabel, autres acteurs

Un certain nombre de possibilités de synergie et de complémentarité, pertinentes pour la première cible stratégique relative à la co-création de politiques de développement durable, sont étroitement liées avec les possibilités de coopération qui ont été incluses sur une base transversale ci-dessus, mais également avec les processus d'apprentissage communs du Chapitre 7. De cette manière, les acteurs veulent aussi stimuler la réflexion commune sur le contenu de la première cible stratégique (p. ex. sur la co-création, la politique d'inclusion ou la gouvernance multi-niveaux). Actuellement, ceci fait partie de la synergie transversale en ce qui concerne l'utilisation du réseau du CSC pour mener la réflexion et

construire de l'expertise sur les villes durables. Les acteurs se demandent encore s'il est utile de créer un sous-groupe séparé, spécifiquement lié à tous les éléments de la cible 1. En ce qui concerne l'échange de bonnes pratiques et de méthodologies (associées à la co-création de la ville durable), les expériences et projets communs dans le domaine, ainsi que les éventuelles possibilités de lobbying commun, nous faisons référence aux synergies et complémentarités transversales. Une possible synergie est encore en cours d'exploration (et n'est dès lors pas encore incluse dans le tableau ci-dessous), à savoir que les membres du CSC profitent davantage du réseau de chacun en vue de promouvoir la gouvernance multi-niveaux (p. ex. par le biais de présentations aux acteurs et aux autorités).

6.4 Possibilités de synergie et de complémentarité pour la cible 2 (renforcement des capacités)

Acteurs impliqués : membres du CSC, Enabel, autres acteurs

Les acteurs du CSC Villes Durables organiseront une formation commune pour les acteurs et partenaires locaux dans certains pays partenaires, et ils veulent aussi examiner s'il est intéressant d'organiser celle-ci à l'échelle régionale (p. ex. avec Enabel). En outre, les acteurs du CSC montrent un intérêt pour l'organisation d'échanges de pairs à pairs (visites sur place incluses), d'abord au sein d'un certain contexte/pays (Nord-Sud, Sud-Sud, Nord-Nord). De plus, des échanges parmi les membres du CSC et avec Enabel et d'autres acteurs sur certaines méthodologies et pratiques relatives au renforcement des capacités seront organisés.

6.5 Possibilités de synergie et de complémentarité pour la cible 3 (modèles économiques durables et inclusifs)

Acteurs impliqués : membres du CSC, autres ACNG/CSC, Enabel, autres acteurs

Certains acteurs du CSC Villes Durables souhaitent échanger des informations entre eux, mais également avec d'autres ACNG ou CSC, sur des thèmes liés aux aspects économiques des villes durables (p. ex. commerce équitable, politique alimentaire, etc.) et coopérer en vue de soutenir les acteurs économiques formels et informels pour qu'ils puissent mieux contribuer à la ville durable. Spécifiquement pour la Belgique, une collaboration aura lieu avec les acteurs issus du CSC Belgique du secteur de l'éducation et des campagnes communes seront mises en place, p. ex. sur la consommation durable.

6.6 Résumé

Légende :

- S/C Synergie ou complémentarité
- A Membres du CSC Villes Durables
- B Membres (ACNG) d'autres CSC géographiques ou thématiques
- C Acteurs de la coopération au développement gouvernementale, à savoir Enabel
- D Autres acteurs (nationaux ou internationaux)

Possibilités de synergie ou de complémentarité	S/C	A	B	C	D
Synergies transversales					
Visibilité : participation aux dialogues stratégiques des autres CSC	C	X	X		
Visibilité : organisation d'événements/ateliers communs	S	X		X	
Visibilité : communication commune sur les villes durables	S	X			
Bonnes pratiques : rassemblement et partage des bonnes pratiques	S	X			
Bonnes pratiques : mise en place commune d'expériences/de laboratoires et de projets dans le domaine	S	X	X		
Réflexion commune et construction de l'expertise : Utiliser le réseau CSC pour la réflexion et la construction de l'expertise en matière de villes durables	S	X		X	X
Réflexion commune et construction de l'expertise : partage de ressources, de documents, d'événements intéressants	S?	X		X	
Lien avec l'échelon international : vers le haut – coordination de la représentation au sein des réseaux internationaux	C	X		X	X
Lien avec l'échelon international : vers le haut – participation commune aux pratiques belges et partage de celles-ci lors de forums internationaux	S	X		X	
Lien avec l'échelon international : vers le bas – partage de programmes internationaux et de bonnes pratiques	C	X			
Lobby : lobbying commun si nécessaire	S	X			
CS 1 : co-création de la ville durable					
Voir synergies transversales					
CS 2 : des capacités à concevoir la ville durable					
Formations/séminaires communs pour les partenaires	S	X		X	
Échanges de pairs à pairs entre les acteurs et les partenaires locaux (Nord-Sud, Sud-Sud, Nord-Nord)	S	X		X	X
Échanges de méthodologies, d'outils, de pratiques liées au renforcement des capacités	S	X		X	X
CS 3 : des modèles économiques durables et inclusifs pour la ville durable					
Échanges sur des thèmes liés aux modèles économiques durables et inclusifs	S	X	X	X	X
Renforcement commun des acteurs économiques qui contribuent à la ville durable	S	X			X
Coopération dans le secteur de l'éducation belge	S		X	X	
Campagne commune sur des thèmes économiques des villes durables	S		X	X	

7 PROCESSUS D'APPRENTISSAGE COLLECTIFS

Les membres du CSC Villes Durables reconnaissent l'importance de l'apprentissage collectif et la valeur du partage de leurs expériences au cours de la mise en œuvre de leurs programmes. Les membres du CSC se réunissent dès lors au moins deux ou trois fois par an. Sur la base de leurs expériences des programmes précédents (p. ex. les processus d'apprentissage au sein des CSC géographiques sur le genre, les discussions internes avec des partenaires sur le terrain, les leçons apprises au sein des programmes individuels sur les approches multi-acteurs), les partenaires définissent trois thèmes d'apprentissage pertinents qui sont conformes à l'objectif général et aux cibles stratégiques définies dans ce CSC et les soutiennent.

Les trois questions/thèmes d'apprentissage interconnectés que les partenaires du CSC ont identifiés pour les cinq prochaines années sont les suivants :

1. En quoi consiste une ville durable ?
2. Comment les villes mettent en œuvre leurs politiques en vue de soutenir l'égalité des genres et d'impliquer les jeunes, les femmes et les groupes vulnérables dans la gouvernance locale ?
3. Quels sont les bons mécanismes et les méthodologies adéquates en vue de faciliter les processus de co-création ?

Les membres du CSC aimeraient inclure la flexibilité pour répondre aux nouveaux besoins d'apprentissage pertinents (qui restent encore à identifier à l'heure actuelle). Cet élément sera transmis à la DGD par le biais du dialogue stratégique annuel.

Thème d'apprentissage 1 : En quoi consiste une ville durable ?

Questions centrales liées à l'objectif général du CSC Villes Durables :

- *Quelles sont les bonnes pratiques de gouvernance locale ?*
- *Quelles sont les conditions de base pour le processus de transition vers une ville durable ?*

Modalités d'apprentissage

- Rassembler et documenter les bonnes pratiques des différents programmes et membres (apprentissage collaboratif) et mener une réflexion commune sur les conditions de base des villes durables.
- Compilation d'un document de référence commun à propos de la bonne gouvernance locale (avec une traduction pratique pour les gouvernements locaux), qui alimentera la base théorique.
- Partager des connaissances et discuter des expériences avec d'autres ACNG par le biais d'un webinaire/séminaire ou d'un atelier.
- Tisser des liens/réseaux avec des centres de connaissance, le secteur académique et les entreprises de consultance spécialisées.
- Systématiser les pratiques d'inspiration et d'apprentissage sur la bonne gouvernance locale à partir des programmes internationaux.

Indicateurs

- Nombre de pratiques de bonne gouvernance locale documentées et basées sur des expériences des partenaires du CSC.
- Stratégie et étapes vers le développement du document de référence commun.
- Quantité et type d'interactions de partage de connaissances avec d'autres ACNG, des centres de connaissance, le secteur académique et des entreprises de consultance spécialisées.

Thème d'apprentissage 2 : Genre, jeunesse et groupes vulnérables

Questions centrales liées à l'objectif général du CSC Villes Durables et du thème transversal sur le genre :

- *Quels sont les effets de l'urbanisation sur l'égalité des genres ?*
- *Quelle est l'approche en matière de genre appliquée par les gouvernements locaux et les acteurs locaux ? Bonnes pratiques ?*
- *Comment les villes peuvent-elles augmenter la participation et l'implication des jeunes, des femmes et des groupes vulnérables dans la gouvernance locale ?*

Modalités d'apprentissage

- Inventaire du travail des membres en vue de mesurer l'effet de la gouvernance locale sur l'égalité des genres (décomposition systématique des indicateurs existants sur le genre, utilisation potentielle de chercheurs externes et de partenaires académiques, etc.).
- Documenter les méthodologies qui visent à renforcer la participation et l'implication des jeunes, des femmes et des groupes vulnérables dans la gouvernance locale.
- Échange de pratiques et de politiques dans les différents programmes par rapport à l'approche des genres par les gouvernements locaux et les acteurs locaux, et à l'inclusion des jeunes, des femmes et des groupes vulnérables dans la gouvernance locale.

Indicateurs

- Nombre et type d'échanges entre les membres et/ou les villes par rapport à l'approche des genres.
- Renforcement des capacités de l'effectif et des partenaires des acteurs à propos de méthodologies pour impliquer les jeunes, les femmes et les groupes vulnérables.

Thème d'apprentissage 3 : Simplification de la co-création

Questions centrales liées à la cible générale du CSC Villes Durables et à la cible stratégique 1 et 3 :

- *Quels outils et méthodologies peuvent être utilisés pour les processus multi-acteurs et de co-création au niveau de la ville ?*
- *Comment inclure les groupes vulnérables dans les processus de co-création ?*
- *Comment simplifier et stimuler le dialogue entre le gouvernement local et les acteurs du secteur privé ?*

Modalités d'apprentissage

- Échange de bonnes pratiques entre les partenaires du CSC.
- Webinaire/atelier pour l'échange de connaissances avec les partenaires et d'autres ACNG sur la simplification des processus de co-création.

Indicateurs

- Leçons apprises des échanges de connaissances.
- Renforcement de la capacité des effectifs et des partenaires des ACNG.
- Adoption de nouvelles méthodologies et pratiques de co-création dans les programmes existants.

ANNEXE 1 - MOMENTS CLES DANS LE PROCESSUS DE REDACTION

	Oct	Nov	Déc	Jan	Fév
Général					
Sélection des ACNG par rapport à la participation dans le CSC					
Vision et objectifs généraux					
Atelier avec les membres du CSC					
Analyse du contexte général et des risques					
Élaboration d'un brouillon par le rédacteur en chef et la KU Leuven					
Feed-back sur le brouillon par les membres du CSC et les experts					
Finalisation du rédacteur en chef et de la KU Leuven					
Cibles stratégiques					
Atelier avec les membres du CSC sur le choix des cibles stratégiques					
Contribution des membres du CSC par cible stratégique (via Miro)					
Consultation par cible stratégique par l'initiateur par cible					
Élaboration d'un premier jet par cible stratégique par l'initiateur par cible					
Feed-back sur le brouillon par les membres du CSC					
Finalisation des cibles stratégiques					
Synergie et complémentarité					
Atelier avec les membres du CSC sur des S&C transversales					
Atelier avec les membres du CSC sur des S&C par cible stratégique					
Élaboration du chapitre sur les S&C					
Élaboration d'un document de 2 pages pour les autres CSC					
Élaboration d'un format générique pour les documents de 2 pages					
Élaboration de documents de 2 pages par différents membres du CSC					
Cibles d'apprentissage collectives					
Atelier avec les membres du CSC sur les cibles d'apprentissage collectives					
Élaboration du chapitre sur les cibles d'apprentissage collectives					
TdC					
Brainstorming/atelier initial avec différents membres du CSC sur la base des contributions des réunions précédentes					
Élaboration d'un brouillon de la TdC					
Finalisation de la TdC					
Implication d'autres acteurs					
Communication vers les observateurs du CSC					
Consultations avec Enabel					

Implication des partenaires dans le domaine par différents membres individuels du CSC					
Atelier avec les partenaires des membres du CSC					

ANNEXE 2 - APERÇU DES PAYS ET DES THEMES

Les membres du CSC Villes Durables travailleront pendant la période 2022-2026 sur les villes durables dans les pays et pour les thèmes suivants. Les pays/thèmes pour lesquels une note a été rédigée par le CSC Villes Durables sont indiqués en vert

	Belgique	Bénin	Brésil	Burkina Faso	Équateur	Guatemala	Honduras	Inde	Indonésie	Madagascar	Maroc	Nicaragua	Ouganda	Pérou	RDC/RDC	Rwanda	Salvador	Sénégal	Tanzanie	Vietnam	Afrique du Sud	Résilience	HES4SD
Brulocalis											X				X			X					
COTA	(X)		(X)					(X)		(X)	(X)	(X)		(X)	(X)	(X)	(X)	(X)					
Echos Communication	X										X							X					
Oxfam MdM	X																						
Rikolto	X			X	X	X	X		X			X	X	X	X	X		X	X	X			
UVCW		X		X											X								
VVSG	X	X			X							X	(X)			(X)		X	(X)		X	X	X

ANNEXE 3 - NOTES POUR LES AUTRES CSC

Présentation

- CSC Belgique (néerlandais et français)
- CSC Bénin (français)
- CSC Burkina Faso (français)
- CSC République démocratique du Congo (français)
- CSC Équateur (espagnol)
- CSC Guatemala (espagnol)
- CSC HES4SD (anglais)
- CSC Indonésie (anglais)
- CSC Madagascar (français)
- CSC Maroc (français)
- CSC Pérou (espagnol)
- CSC Resilience (néerlandais)
- CSC Rwanda (français)
- CSC Sénégal (français)
- CSC Tanzanie (anglais)
- CSC Ouganda (anglais)
- CSC Vietnam (anglais)

Link tussen GSK België en GSK Sustainable Cities

1. Visie betreffende Sustainable Cities

Het thematisch GSK Sustainable Cities brengt actoren van non-gouvernementele coöperatie samen die processen ontwikkelen inzake verstedelijking, decentralisatie en goed (lokaal) bestuur. Snelle verstedelijking is een van de belangrijkste trends van de 21e eeuw en gaat gepaard met permanente administratieve transformaties, een overdracht van bevoegdheden en middelen tussen de bestuursniveaus en een ommekeer in de verhoudingen tussen de overheidssector, de privésector en het maatschappelijke middenveld. Internationale kaders zoals de Agenda 2030 (SDG's), de New Urban Agenda en het Klimaatakkoord van Parijs benadrukken de rol en de opportuniteiten die het lokale niveau biedt bij de transitie naar een duurzame samenleving.

Wat is een Sustainable City?

Sustainable Cities zijn goed bestuurde metropolen, steden en gemeenten, en het democratische co-product van bevoegde verkozenen, transparante administraties, constructieve gemeenschappen en burgers en een verantwoordelijke privésector. Ze zijn in staat om ecologisch gezonde, regenererende, relaties tussen stad en platteland op te bouwen en tegemoet te komen aan specifieke algemene en sociale behoeften van alle burgers, inclusief de kansarme en kwetsbare burgers, zonder de behoeften van toekomstige generaties in het gedrang te brengen. Sustainable Cities zijn financieel stabiel, ze moedigen hybride, meerlagige en integere beslissingsmechanismen aan, ze geven toegang tot een verscheidenheid van vormen van burgerschap en verzelfstandiging, en ze zijn onderling met elkaar verbonden in ruimere bestuursdynamieken van de staat, het gewest en naburige gemeenschappen.



2. Het gemeenschappelijk doel van de GSK Sustainable Cities

De actoren van de GSK Sustainable Cities dragen via hun DGD-programma's bij tot een van de gemeenschappelijke doelstellingen: *Sustainable Cities overall ter wereld promoten, met name afgebakende steden, gemeenschappen of territoria waar de doelstellingen van duurzame ontwikkeling (Sustainable Development Goals of SDG's) worden gerealiseerd. De Sustainable City floreert binnen de ecologische limieten van de planeet en garandeert tegelijkertijd de minimale sociale voorwaarden die noodzakelijk zijn om het welzijn van haar bewoners te verzekeren.*

3. Actoren van de GSK Sustainable Cities in België

De Belgische ANGS	Doelgroep	Focus/werking rond het thema

VVSG	alle 300 Vlaamse gemeenten (ambtenaren en politici)	<ul style="list-style-type: none"> - lokalisering van de SDG's (integratie van de SDG's in het lokale beleid) - dekolonisering
Rikolto	Antwerpen, Brugge, Gent, Hasselt, Leuven en breed publiek in Vlaanderen	duurzame voedselsystemen
Echos Communication	Jongeren, overheidsinstellingen, actoren van de OMM, actoren van de Noord-Zuid-samenwerking, met inbegrip van de actoren van de gedecentraliseerde samenwerking, afro-descendente diasporaverenigingen	<ul style="list-style-type: none"> - burgerparticipatie van jongeren - empowerment van onzichtbare doelgroepen - begeleiding van de bevolkingen uit het Zuiden bij lokaal bestuur - koppeling van de afro-descendente diasporaverenigingen in België en de OMM's in de partnerlanden in het kader van de gedecentraliseerde samenwerking
Oxfam-Magasins du monde	Steden, bedrijven, verenigingen, burgermaatschappij in Franstalig België	Concretisering van de donut-economie door het ondersteunen van de reflectie van steden en gemeenten
COTA	Steden, bedrijven, verenigingen, civiele maatschappij	Begeleiding van maatschappelijke organisaties/NGO's, burgergroeperingen, overheden en private actoren om ervoor te zorgen dat rekening wordt gehouden met de principes van duurzame ontwikkeling.

4. Prioritaire uitdagingen voor de Sustainable Cities in België, geïdentificeerd door de ANGS en hun lokale partners

De verstedelijking zorgt voor een grotere welvaart maar tegelijk ook voor ontwikkelingsproblemen, zowel voor de steden als voor de aangrenzende voorstedelijke en rurale gebieden. Terwijl 55% van de wereldbevolking reeds in de stad woont, zou dat cijfer in 2050 oplopen tot 70%. België is een van de dichtstbevolkte landen ter wereld met een zeer uitgesproken stedelijke ontwikkeling, die 2/3 van de oppervlakte van het land bestrijkt, zonder dat er soms echte grenzen zijn tussen de centra en de voorstedelijke gebieden. De territoriale ongelijkheden hebben de neiging zich nog verder te verscherpen, waardoor een verbetering van de infrastructuur en diensten in de meer perifere gebieden zich opdringt. De coronacrisis heeft de kwetsbaarheid van bepaalde bevoorradingsketens en de behoefte om belangrijke sectoren, zoals onze voeding, te herlokalisieren onder de aandacht gebracht. Dit veronderstelt onder meer betere verbindingen met het platteland. Deze gezondheids crisis dreigt ook de ambities op het vlak van duurzaamheid af te zwakken, bijvoorbeeld bij de verkiezingen van 2024, en te leiden tot het terugplooiën op zichzelf en motivatieverlies. De klimaatverandering en de reeds merkbare impact ervan veronderstellen een versnelling van het

transitiebeleid van de steden, in het bijzonder op het vlak van klimaatadaptatie en met oog voor de meest kwetsbare bevolkingsgroepen. Voor die laatsten, vooral de vrouwen, vormt de toegang tot kwaliteitsvolle producten tegen een betaalbare prijs een belangrijke uitdaging, bijvoorbeeld op het vlak van voeding (zie o.a. verbanden tussen armoede, sedentariteit en overconsumptie van bewerkte producten). De regionalisering heeft meer politiek gewicht gegeven aan de gewesten en de lokale overheden, ook al zijn de financiële middelen en de harmonisering tussen de duurzame ontwikkelingsstrategieën op de verschillende politieke niveaus niet altijd gevolgd. Zo zien we bijvoorbeeld een groter potentieel voor directere verbindingen tussen stad en platteland voor onze voedselbevoorrading, zowel vanuit het oogpunt van de duurzaamheid als om de externe afhankelijkheid te verminderen. De uitbesteding van de overheidsdiensten aan de privésector, de toenemende ongelijkheden en de druk op de democratie hebben geleid tot meer interacties tussen overheid-burgers-privésector. De decentralisatie van de besluitvorming heeft de gemeentebesturen de mogelijkheid gegeven om te experimenteren met nieuwe samenwerkingsverbanden tussen overheid, privésector en burgers om de weg te openen naar een meer co-productieve en co-creatieve manier om aan de stad te bouwen.

5. Voornaamste benaderingen rond de Sustainable Cities in België

Om tegemoet te komen aan deze uitdagingen zullen de ANGS zich voornamelijk concentreren op de volgende doelstellingen en benaderingen.

- **Doelstelling 1: de co-constructie en co-implementatie van een lokaal beleid voor duurzame ontwikkeling door de lokale overheden en de andere actoren.** Deze doelstelling zal worden gerealiseerd via verschillende benaderingen: kennisverwerving als voorvereiste voor de uitwerking van het beleid; de ontwikkeling en implementatie van doeltreffende instrumenten voor dialoog, coördinatie en samenwerking tussen de actoren, om co-creatie en co-implementatie te stimuleren; de invoering van een pleidooi op verschillende niveaus om de operationele context van de steden te verbeteren; de ontwikkeling van een geïntegreerde benadering via inter-/ intra-institutionele en intersectorale samenwerking en bestuur op meerdere niveaus.
- **Doelstelling 2: de capaciteitsversterking van de lokale actoren.** Deze capaciteiten betreffen zowel de wil, de kennis, de competenties als de houdingen, processen en middelen. Dit geldt voor de lokale overheden als dusdanig, maar ook voor de andere stakeholders zoals de burgers, de verenigingen en de privésector, met een bijzondere aandacht voor de kansarme bevolkingsgroepen. Deze doelstelling komt tot stand door de sensibilisering van al die actoren rond de bestaande kaders en concepten, zoals de SDG's, de donut-theorie; de versterking van hun financiële middelen en ontwikkeling van hun capaciteiten op het vlak van techniek, management, beleidsplanning, vorming, lobby, enz.; de ontwikkeling van specifieke instrumenten en leermechanismen.
- **Doelstelling 3: de ontwikkeling van duurzame en inclusieve economische modellen.** Hier worden voornamelijk de lokale economische actoren bedoeld, opdat ze inclusieve bevoorradingspraktijken hanteren en zo duurzame consumptie en productie stimuleren en de verbindingen tussen stad en platteland bekrachtigen. De benaderingen die hier worden aanbevolen, omvatten: de versterking van de lokale producenten met een duurzame werkwijze, door de nadruk te leggen op hun verbinding met de stedelijke bedrijven en markten, en dit onder eerlijke commerciële voorwaarden (bijv. overheidsopdrachten); de ondersteuning van duurzaam ondernemerschap, in het bijzonder door jongeren; de betrokkenheid van de burgers bij de co-creatie van duurzame territoriale economische systemen (bijv. citizen science, donut labs).

Hierbij dient opgemerkt te worden dat er veel synergiën mogelijk zijn tussen het GSK Sustainable Cities en het GSK België, zie met name de gemeenschappelijk beoogde doelgroepen en in het bijzonder de jongeren en de economische en politieke besluitvormers.

Lien entre le CSC Belgique et le CSC Sustainable Cities

1. Vision relative aux Sustainable Cities

Le CSC thématique Sustainable Cities réunit des acteurs de la coopération non-gouvernementale qui développent des processus d'urbanisation, de décentralisation et de bonne gouvernance (locale). L'urbanisation rapide est l'une des tendances les plus importantes du 21e siècle, et elle s'accompagne de transformations administratives continues, avec un transfert de compétences et de moyens entre les niveaux d'administration, et une modification des rapports entre le secteur public, le secteur privé et la société civile. Des cadres internationaux comme l'Agenda 2030 (ODD), le New Urban Agenda et l'Accord de Paris sur le climat soulignent le rôle et les opportunités offerts par le niveau local dans la transition vers une société durable.

Qu'est-ce qu'une Sustainable City ?

Les Sustainable Cities sont des métropoles, villes et villages bien gouvernés, coproduits démocratiquement par des élus responsables, des administrations transparentes, des communautés et citoyens constructifs, et un secteur privé responsable. Elles sont en mesure de développer des relations ville-campagne régénératrices écologiquement saines et de répondre aux besoins spécifiques généraux et sociaux de tous les citoyens, y compris les citoyens défavorisés et vulnérables, sans compromettre les besoins des générations futures. Les Sustainable Cities sont financièrement stables, elles encouragent des mécanismes décisionnels hybrides, multi-couches et intègres, elles donnent accès à une diversité de formes de citoyenneté et d'autonomisation, et sont interconnectées dans des dynamiques de gouvernance plus larges de l'État, de la région et de localités avoisinantes.



2. L'objectif commun du CSC Sustainable Cities

Les acteurs du CSC Sustainable Cities contribuent par le biais de leurs programmes DGD à l'un des objectifs communs : *promouvoir les Sustainable Cities à travers le monde, notamment des villes, communes ou territoires délimités dans lesquels les objectifs de développement durable (Sustainable Development Goals ou SDG) sont réalisés. La Sustainable City reste dans les limites écologiques de la planète, et garantit en même temps les conditions sociales minimales qui sont nécessaires pour assurer le bien-être de ses habitants.*

3. Acteurs du CSC Sustainable Cities en Belgique

ACNG belges	Groupe-cible	Focalisation/fonctionnement autour du thème
-------------	--------------	---

VVSG	L'entier des 300 communes flamandes (administration et politiciens)	<ul style="list-style-type: none"> - Localisation des ODD (intégration des ODD dans les politiques locales) - Décolonisation
Rikolto	Antwerpen, Brugge, Gent, Hasselt, Leuven + grand public en Flandre	Systèmes alimentaires durables
Echos Communication	Jeunes, institutions publiques, acteurs des OSC, acteurs de la coopération Nord-Sud en ce compris les acteurs de la coopération décentralisée, associations diasporiques afrodescendantes	<ul style="list-style-type: none"> - Participation citoyenne des jeunes - Empowerment des publics invisibilisés - Accompagnement des populations issues du Sud dans la gouvernance locale - Mise en lien des associations diasporiques afrodescendantes en Belgique et des osc dans les pays partenaires dans le cadre de la coopération décentralisée
Oxfam-Magasins du monde	Villes, entreprises, associations, société civile en Belgique francophone	Concrétisation de l'économie du donut en accompagnant la réflexion des villes et communes
COTA	Villes, entreprises, associations, société civile	Accompagnement des OSC/ONG, des collectifs citoyens, des pouvoirs publics et des acteurs privés pour une prise en compte des principes du développement durable

4. Défis prioritaires pour les Sustainable Cities en Belgique identifiés par les ACNG et leurs partenaires locaux

L'urbanisation apporte une plus grande prospérité, mais entraîne également des problèmes de développement, tant pour les villes que pour les zones périurbaines et rurales avoisinantes. Alors que 55% de la population mondiale vit déjà dans les villes, ce chiffre devrait atteindre les 70% en 2050. La Belgique est un des pays les plus denses au monde avec un développement urbain très marqué, couvrant les 2/3 de la superficie du pays, sans qu'il y ait parfois de réelles frontières entre centres et zones périurbaines. Les inégalités territoriales ont tendance à se creuser, nécessitant une amélioration des infrastructures et services dans les zones plus périphériques. La crise du COVID-19 a souligné la fragilité de certaines chaînes d'approvisionnement et le besoin de relocalisation de secteurs clefs – comme notre alimentation, ce qui suppose notamment de meilleures connections avec les campagnes. Cette crise sanitaire risque également de diminuer les ambitions en matière de durabilité, notamment à l'occasion des élections 2024, tout en entraînant repli sur soi et perte de motivation. Le dérèglement climatique et ses impacts déjà perceptibles supposent l'accélération des politiques de transition des villes, en particulier en matière d'adaptation et à destination des populations les plus marginalisées. Pour ces dernières, surtout les femmes, l'accès à des produits de qualité à des prix abordables constitue un enjeu clef, par exemple au niveau alimentaire (ex. des liens entre pauvreté, sédentarité et surconsommation de produits transformés). La régionalisation a donné plus de poids politique aux

régions et aux autorités locales même si les moyens financiers et l'harmonisation entre les stratégies de développement durable aux différents niveaux politiques n'ont pas toujours suivi. Par exemple nous voyons davantage de potentiel pour des connexions urbaines-rurales plus directes pour notre approvisionnement alimentaire, à la fois du point de vue de la durabilité et pour réduire la dépendance extérieure. L'externalisation des services publics au secteur privé, les inégalités croissantes et la pression sur la démocratie ont provoqué plus d'interactions public-civil-privé. La décentralisation de la prise de décision a permis aux municipalités d'expérimenter de nouvelles alliances entre les secteurs public, privé et civil pour ouvrir la voie à des modes de construction de villes plus coproductifs et co-créatifs.

5. Principales approches autour des Sustainable Cities en Belgique

Afin de répondre à ces défis, les ACNG se concentreront principalement sur les approches et objectifs suivants.

- **Objectif 1 : la co-construction et la co-implémentation d'une politique locale de développement durable par les autorités locales et les autres acteurs.** Cet objectif sera réalisé via différentes approches : l'acquisition de connaissances comme prérequis à l'élaboration des politiques ; la création et l'implémentation d'outils efficaces de dialogue, de coordination et de coopération entre acteurs, afin de favoriser la cocréation et la co-implémentation ; la mise en œuvre d'un plaidoyer à différentes échelles pour améliorer le contexte opérationnel des villes ; le développement d'une approche intégrée via la coopération inter / intra institutionnelle et intersectorielle et la gouvernance multi-niveaux.
- **Objectif 2 : le renforcement des capacités des acteurs locaux.** Ces capacités concernent aussi bien la volonté, les connaissances, et les compétences que les attitudes, processus et ressources. Sont couvertes les autorités locales en tant que telles, mais aussi les autres parties prenantes telles que les citoyen.ne.s, les associations et le secteur privé, avec une attention particulière pour les populations marginalisées. La réalisation de cet objectif passera par : un travail de sensibilisation de tous ces acteurs aux cadres et concepts existants tels que les ODD, la théorie du doughnut ; le renforcement de leurs ressources (financières) et de leurs capacités techniques, managériales, méthodiques, d'animation, de plaidoyer, etc.; le développement d'outils et de mécanismes d'apprentissage spécifiques.
- **Objectif 3 : le développement de modèles économiques durables et inclusifs.** Les acteurs économiques locaux sont prioritairement visés ici, afin qu'ils adoptent des pratiques d'approvisionnement inclusives stimulant la consommation et la production durables et renforçant les liens entre villes et campagnes. Les approches préconisées ici incluent : le renforcement des producteurs locaux engagés dans des démarches de durabilité, en mettant l'accent sur leur connexion avec les entreprises et marchés urbains, et ce dans des conditions commerciales équitables (ex. marchés publics) ; le soutien à l'entrepreneuriat durable, en particulier des jeunes ; l'implication des citoyen.ne.s dans la co-création des systèmes économiques territoriaux durables (ex. citizen science, donut labs).

A noter qu'il existe de nombreuses synergies possibles entre le CSC villes durables et le CSC Belgique, cf. notamment les publics cibles visés en commun, en particulier les jeunes ainsi que les décideurs économiques et politiques.



Union des Villes
et Communes
de Wallonie asbl



CSC VILLES DURABLES

DOCUMENT EXPLICATIF DE L'ARTICULATION AVEC LE CSC BENIN

1. Vision relative aux *Sustainable Cities*

Le CSC thématique Sustainable Cities réunit des acteurs de la coopération non-gouvernementale qui développent des processus d'urbanisation, de décentralisation et de bonne gouvernance (locale). L'urbanisation rapide est l'une des tendances les plus importantes du 21e siècle, et elle s'accompagne de transformations administratives continues, avec un transfert de compétences et de moyens entre les niveaux d'administration, et modifie les rapports entre le secteur public, le secteur privé et la société civile. Des cadres internationaux comme l'Agenda 2030 (ODD), le *New Urban Agenda* et l'Accord de Paris sur le climat soulignent le rôle et les opportunités offerts par le niveau local dans la transition vers une société durable.

Qu'est-ce qu'une *Sustainable City* ?

Les *Sustainable Cities* sont des métropoles, villes et villages bien gouvernés, coproduits démocratiquement par des élus responsables, des administrations transparentes, des communautés et citoyens constructifs, et un secteur privé responsable. Elles sont en mesure de développer des relations ville-campagne régénératrices, écologiquement saines, et de répondre aux besoins spécifiques généraux et sociaux de tous les citoyens, y compris les citoyens défavorisés et vulnérables, sans compromettre les besoins des générations futures. Les *Sustainable Cities* sont financièrement stables, elles encouragent des mécanismes décisionnels hybrides, multi-couches et intègres, elles donnent accès à une diversité de formes de citoyenneté et d'autonomisation, et sont interconnectées dans des dynamiques de gouvernance plus larges de l'État, de la région et de localités avoisinantes.



2. L'objectif commun du CSC Sustainable Cities

Les acteurs du CSC Sustainable Cities contribuent par le biais de leurs programmes DGD à un objectif commun : *promouvoir les Sustainable Cities à travers le monde, notamment des villes, communes ou territoires délimités dans lesquels les objectifs de développement durable (SDG) sont réalisés. La Sustainable City respecte les limites écologiques de la planète, et garantit en même temps les conditions sociales minimales qui sont nécessaires pour assurer le bien-être de ses habitants.*

3. Acteurs du CSC Sustainable Cities au Bénin

ACNG belges	Organisation partenaire des ACNG belges au Bénin	Groupe-cible	Focalisation/fonctionnement autour du thème
UVCW	Agbangnizoun – La Louvière ¹ Abomey – Saint Hubert Banté - Amay Bembereke - Arlon Bohicon - Neupré Cové - Tournai Djidja - Tintigny Natitingou - Huy Savalou - UVCW Tanguiéta - Antoing Tchaourou - Virton Zagnanado -UVCW Za-kpota - UVCW Zogbodomey - UVCW	Elus locaux et agents des services communaux concernés par le secteur d'intervention, ainsi que, plus indirectement : - les partenaires locaux des communes (associations de terrain sur lesquelles les communes béninoises s'appuient le cas échéant pour la mise en œuvre de leur mission de service public); - les autorités de tutelle , centrales ou déconcentrées, de par le fait que le développement de l'administration locale les amène à faire évoluer leur organisation, la législation et leurs pratiques ; - la population béninoise.	- gestion foncière - état civil - mobilisation des ressources financières - GRH - sécurisation des systèmes - développement (progressif) de politiques communales de proximité
VVSG	Toucountouna - Merelbeke Dogbo - Roeselare Za-Kpota - Hoogstraten Bohicon - Zoersel Pèrèrè - Anzegem Association Nationale des Communes du Bénin (ANCB) - VVSG	- économie locale - genre	
Rikolto	À préciser	Agriculteurs, prestataires de services de développement des entreprises, PME du	- Accès des citoyens à une alimentation saine produite de manière durable

¹ Comme par le passé, doivent être considérés comme partenaires de l'UVCW et de la VVSG pour le Bénin les partenariats de commune belge à commune partenaire béninoise.

		secteur alimentaire, détaillants, consommateurs, autorités locales.	
--	--	---	--

4. Défis prioritaires pour les *Sustainable Cities* au Bénin identifié par les ACNG et leurs partenaires locaux

L'urbanisation apporte une plus grande prospérité, mais entraîne également des problèmes de développement, tant pour les villes que pour les zones périurbaines et rurales avoisinantes. L'expansion urbaine implique donc en même temps de nouvelles opportunités et de nouveaux défis pour des communautés dans le monde entier. Pour le Bénin, citons en particulier :

a. Au niveau politique et de la gouvernance

- Le passage à la **décentralisation effective**, qui consacre définitivement les compétences communales et s'accompagne de transferts financiers adéquats vers les collectivités locales ;
- Une mobilisation accrue des **ressources financières** (endogènes et exogènes) par ces dernières, devant s'accompagner de l'émergence de **ressources humaines qualifiées** dans les services et du développement des **infrastructures** nécessaires aux politiques de proximité en faveur des citoyens ;
- L'organisation **d'élections locales** (et supra-locales) **démocratiques et inclusives**, et plus généralement, un respect renforcé des **droits humains, et des enfants** en particulier ;
- Une **implication renforcée des femmes** dans la gestion des affaires publiques et politiques locales.

b. Au niveau socio-économique

- Le soutien à une **croissance soutenue, inclusive et durable** axée sur le développement de l'agro-industrie, des services et du tourisme dans un cadre de gouvernance locale plus efficace ;
- Une **réduction significative des inégalités de genres**, en particulier en matière d'accès à l'**instruction**.

c. Au niveau environnemental

- La **lutte active contre les changements climatiques**, dont les conséquences affectent particulièrement le Bénin ;
- La **préservation des ressources naturelles** (maritimes, forestières, etc.) et des sols, notamment au travers de pratiques durables dans l'agriculture et l'élevage ;
- Avec en corollaire, pour mieux appréhender cette double question d'environnement et de changement climatique, l'**amélioration des cadres institutionnel, technique et financier** existants, notamment au niveau local.

5. Principales approches autour des *Sustainable Cities* au Bénin

Le basculement mondial vers des *Sustainable Cities* requiert une approche qui associe le niveau local et national au niveau régional et international. Au niveau national, l'accent est mis sur le soutien et le renforcement des partenaires locaux afin qu'ils puissent contribuer à la ville durable. Cela n'est cependant pas possible sans établir le lien avec ce qui se passe au niveau régional, continental ou mondial autour des *Sustainable Cities*. Les cadres internationaux sont des cadres directeurs mais peuvent également être influencés par des acteurs locaux. Les connaissances et les bonnes pratiques sont partagées en dehors des limites de la ville

Cible stratégique no 1 : Co-création de la ville durable		Les autorités locales co-construisent et mettent en œuvre avec d'autres acteurs une politique locale de développement durable
Approches		ACNG
A	Elaborer et mettre en œuvre les prérequis, les instruments et les outils de la politique de développement durable avec une attention particulière à l'inclusion des femmes, des jeunes et des populations marginalisées, et aux enjeux environnementaux	UVCW, VVSG
B	Elaborer et mettre en œuvre des mécanismes et des outils efficaces de dialogue, de coordination et de coopération entre les acteurs pour favoriser la co-création et la mise en œuvre des politiques locales de développement durable (gouvernance multi-acteurs)	UVCW, VVSG
C	Mener des actions de plaidoyer auprès des gouvernements à différentes échelles et auprès d'autres instances (UE, Nations Unies, etc.) pour améliorer le contexte (juridique, légal, politique...) dans lequel les acteurs locaux travaillent	UVCW, VVSG
D	Promouvoir la coopération au sein du territoire, entre territoires et/ou gouvernements de différents niveaux	UVCW, VVSG
E	Développer et mettre en œuvre une politique intégrée pour le développement durable (politique transversale)	VVSG
Cible stratégique 2 : Renforcement des capacités des acteurs locaux		Les capacités des gouvernements et acteurs locaux à concevoir la ville durable sont renforcées
Approches		ACNG
A	Sensibiliser les gouvernements et acteurs locaux aux principes, aux concepts et à l'intérêt d'une ville durable (= volonté)	UVCW, VVSG
B	Renforcer les capacités des autorités locales à contribuer à la ville durable	UVCW, VVSG
C	Renforcer les capacités des acteurs locaux (société civile, secteur privé, écoles, associations, citoyens etc.) à contribuer à la ville durable	VVSG
D	Développer et partager des guides méthodologiques, outils et ressources pour les différents types de capacité renforcés	UVCW, VVSG
E	Mise en place de mécanismes d'échange et d'apprentissage par les pairs entre des acteurs locaux d'un pays, d'une région ou au niveau international	UVCW, VVSG
Cible stratégique 3 : Renforcement des capacités des acteurs locaux		Les acteurs économiques locaux adoptent des pratiques d'approvisionnement inclusives qui stimulent la consommation et la production durables
Approches		ACNG
B	Professionnaliser les organisations de producteurs et renforcer les fournisseurs de services en vue d'assurer un accès équitable des producteurs et entrepreneurs	VVSG

	aux services et ressources (y compris financières) nécessaires au développement de leur activité commerciale durable, indépendamment de leur genre ou de leur âge.	
C	Faciliter le développement de modèles économiques inclusifs et/ou circulaires qui connectent les producteurs et entreprises durables aux marchés urbains dans des conditions commerciales équitables, y compris dans le cadre d'achats institutionnels par les gouvernements locaux et les acteurs locaux (cantines scolaires, marchés publics, etc.)	VVSG
E	Favoriser la participation des citoyens dans la cocréation de nouvelles solutions multi-acteurs pour des systèmes économiques territoriaux plus durables (e.g. via des initiatives de "citizen science", des donuts labs, des ateliers d'échanges avec le secteur privé et le monde académique, le renforcement des organisations de la société civile sur ces thématiques, l'organisation de campagnes de sensibilisation, etc.)	VVSG

Comme on le voit, les cibles 1 et 2 précitées du CSC Sustainable Cities s'inscrivent en parfaite cohérence avec le CSC Bénin, en particulier avec sa cible 1 (et toutes les approches y relatives): *Contribuer à l'atteinte de l'ODD 16 de la manière suivante : Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et inclusives aux fins du développement durable, et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à tous, pour le respect des droits humains, avec une attention particulière à l'égalité de genre (ODD 5).*

A noter que l'UVCW est aussi membre du CSC Bénin. Elle contribue via de ce dernier au CSC Sustainable Cities, et plus particulièrement :

- à sa cible 1, plus spécifiquement au travers des approches 1.B, 1.D et 1.E du CSC Bénin ;
- à sa cible 2, plus spécifiquement au travers des approches 1.C et 1.H du CSC Bénin.

De son côté, la VVSG est un observateur du CSC Bénin, ce qui veut dire que la VVSG ne contribue pas directement aux cibles de ce dernier (qui sont en accord avec les objectifs stratégiques du CSC Sustainable Cities). La VVSG cherche plutôt à développer des synergies et complémentarités avec des acteurs actifs au Bénin.

Rikolto explore la possibilité de mettre en œuvre des interventions au Bénin dans le cadre de son programme régional Food Smart Cities en Afrique de l'ouest, probablement en synergie avec Enabel. Si Rikolto était actif au Bénin, nous contribuerions de manière prioritaire à la cible no. 3 du CSC Sustainable Cities avec certaines activités pouvant contribuer aux cibles no. 1 et 2.



CSC VILLES DURABLES

DOCUMENT EXPLICATIF DE L'ARTICULATION AVEC LE CSC BURKINA FASO

1. Vision relative aux *Sustainable Cities*

Le CSC thématique Sustainable Cities réunit des acteurs de la coopération non-gouvernementale qui développent des processus d'urbanisation, de décentralisation et de bonne gouvernance (locale). L'urbanisation rapide est l'une des tendances les plus importantes du 21e siècle, et elle s'accompagne de transformations administratives continues, avec un transfert de compétences et de moyens entre les niveaux d'administration, et modifie les rapports entre le secteur public, le secteur privé et la société civile. Des cadres internationaux comme l'Agenda 2030 (ODD), le *New Urban Agenda* et l'Accord de Paris sur le climat soulignent le rôle et les opportunités offerts par le niveau local dans la transition vers une société durable.

Qu'est-ce qu'une *Sustainable City* ?

Les *Sustainable Cities* sont des métropoles, villes et villages bien gouvernés, coproduits démocratiquement par des élus responsables, des administrations transparentes, des communautés et citoyens constructifs, et un secteur privé responsable. Elles sont en mesure de développer des relations ville-campagne régénératrices, écologiquement saines, et de répondre aux besoins spécifiques généraux et sociaux de tous les citoyens, y compris les citoyens défavorisés et vulnérables, sans compromettre les besoins des générations futures. Les *Sustainable Cities* sont financièrement stables, elles encouragent des mécanismes décisionnels hybrides, multi-couches et intègres, elles donnent accès à une diversité de formes de citoyenneté et d'autonomisation, et sont interconnectées dans des dynamiques de gouvernance plus larges de l'État, de la région et de localités avoisinantes.



2. L'objectif commun du CSC Sustainable Cities

Les acteurs du CSC Sustainable Cities contribuent par le biais de leurs programmes DGD à un objectif commun : *promouvoir les Sustainable Cities à travers le monde, notamment des villes, communes ou territoires délimités dans lesquels les objectifs de développement durable (SDG) sont réalisés. La Sustainable City respecte les limites écologiques de la planète, et garantit en même temps les conditions sociales minimales qui sont nécessaires pour assurer le bien-être de ses habitants.*

2. L'objectif commun du CSC Sustainable Cities

Les acteurs du CSC Sustainable Cities contribuent par le biais de leurs programmes DGD à un objectif commun : *promouvoir les Sustainable Cities à travers le monde, notamment des villes, communes ou territoires délimités dans lesquels les objectifs de développement durable (SDG) sont réalisés. La Sustainable City respecte les limites écologiques de la planète, et garantit en même temps les conditions sociales minimales qui sont nécessaires pour assurer le bien-être de ses habitants.*

3. Acteurs du CSC Sustainable Cities au Burkina Faso

ACNG belges	Organisation partenaire des ACNG belges au Burkina Faso	Groupe-cible	Focalisation/fonctionnement autour du thème
UVCW	Tiébélé - Fernelmont ² Arrond. n° 2 Bobo-Dioulasso – Lessines Arrond. n° 1 Ouagadougou – Leuze-en-Hainaut Arrond. n° 2 Ouagadougou – Leuze-en-Hainaut Gourcy – Oupeye Kombissiri – Ramillies Arrond. n° 3 Ouagadougou – Woluwe-Saint-Pierre Tikaré – Bastogne	Elus locaux et agents des services communaux concernés par le secteur d'intervention, ainsi que, plus indirectement : - les partenaires locaux des communes (associations de terrain sur lesquelles les communes burkinabè s'appuient le cas échéant pour la mise en œuvre de leur mission de service public); - les autorités de tutelle , centrales ou déconcentrées, de par le fait que le	- Etat civil - Modernisation générale de l'administration locale

² Comme par le passé, doivent être considérés comme partenaires de l'UVCW pour le Burkina Faso les partenariats de commune belge à commune partenaire burkinabè.

		développement de l'administration locale les amène à faire évoluer leur organisation, la législation et leurs pratiques.	
Rikolto	Commune de Ouagadougou Commune de Bobo Dioulasso	Mairie de Ouagadougou, Mairie de Bobo Dioulasso, services communaux en charge de la gestion des marchés, des écoles, de l'alimentation de la rue, de la réhabilitation de la ceinture verte dans les deux communes, producteurs maraichers dans et autour des villes de Ouagadougou, Bobo, commerçantes de légumes, associations de consommateurs, entreprises privées des deux villes, jeunes (hommes et femmes) porteurs d'idées d'entreprises ou promoteurs débutants d'entreprises.	<ul style="list-style-type: none"> - Accès des citoyens à un alimentation saine produite de manière durable - Alimentation saine à l'école - Entreprenariat des jeunes dans le secteur de l'agroalimentaire - Gestion des déchets organiques

4. Défis prioritaires pour les *Sustainable Cities* au Burkina Faso identifié par les ACNG et leurs partenaires locaux

L'urbanisation apporte une plus grande prospérité, mais entraîne également des problèmes de développement, tant pour les villes que pour les zones périurbaines et rurales avoisinantes. L'expansion urbaine implique donc en même temps de nouvelles opportunités et de nouveaux défis pour des communautés dans le monde entier. Pour le Burkina Faso, citons en particulier :

a. Au niveau politique et de la gouvernance

- Le passage à la **décentralisation effective**, qui consacre définitivement les compétences communales, s'accompagne de transferts financiers adéquats vers les collectivités locales, et permet une réelle diminution des inégalités politiques, sociales et économiques ;
- L'organisation **d'élections locales** (et supra-locales) **démocratiques et inclusives**, et plus généralement, un respect renforcé des **droits humains** ;

- Un accès équitable à la justice, notamment via la déconcentration des services ;
- Une **implication renforcée des femmes et des jeunes** dans la gestion des affaires publiques et politiques locales.

b. Au niveau socio-économique

- Le soutien à une **croissance soutenue, inclusive et durable** axée sur le développement agro-sylvo-pastoral, une maîtrise accrue du foncier pour une exploitation et une gestion durables des terres, dans un cadre de gouvernance locale plus efficace ;
- Une **réduction significative des inégalités de genres**, en particulier en matière de participation citoyenne.
- Le défi de nourrir convenablement une population sans cesse croissante, défi qui se complique par l'avènement du réchauffement climatique, les ressources naturelles limitées, les modèles de consommation changeants et les besoins logistiques complexes.

c. Au niveau environnemental

- La **lutte active contre les changements climatiques**, dont les conséquences affectent particulièrement le Burkina Faso (notamment inondations, poches de sécheresse) ;
- La **préservation des ressources naturelles** et des sols, notamment au travers de pratiques durables dans le cadre de l'exploitation minière ;
- Avec en corollaire, pour mieux appréhender cette double question d'environnement et de changement climatique, **l'amélioration des cadres institutionnel, technique et financier** existants, notamment au niveau local.

A noter enfin que le contexte sécuritaire très problématique auquel doit faire face le Burkina Faso génère des **déplacements de populations**, que doivent gérer et prendre au mieux les Communes, notamment via leurs Services d'état/civil/population.

5. Principales approches autour des *Sustainable Cities* au Burkina Faso

Le basculement mondial vers des *Sustainable Cities* requiert une approche qui associe le niveau local et national au niveau régional et international. Au niveau national, l'accent est mis sur le soutien et le renforcement des partenaires locaux afin qu'ils puissent contribuer à la ville durable. Cela n'est cependant pas possible sans établir le lien avec ce qui se passe au niveau régional, continental ou mondial autour des *Sustainable Cities*. Les cadres internationaux sont des cadres directeurs mais peuvent également être influencés par des acteurs locaux. Les connaissances et les bonnes pratiques sont partagées en dehors des limites de la ville.

Cible stratégique no 1 : Co-création de la ville durable	Les autorités locales co-construisent et mettent en œuvre avec d'autres acteurs une politique locale de développement durable	
Approches		ACNG
A	Elaborer et mettre en œuvre les prérequis, les instruments et les outils de la politique de développement durable avec une attention particulière à	UVCW

	l'inclusion des femmes, des jeunes et des populations marginalisées, et aux enjeux environnementaux	
B	Elaborer et mettre en œuvre des mécanismes et des outils efficaces de dialogue, de coordination et de coopération entre les acteurs pour favoriser la co-création et la mise en œuvre des politiques locales de développement durable (gouvernance multi-acteurs)	UVCW, Rikolto
C	Mener des actions de plaidoyer auprès des gouvernements à différentes échelles et auprès d'autres instances (UE, Nations Unies, etc.) pour améliorer le contexte (juridique, légal, politique...) dans lequel les acteurs locaux travaillent	UVCW
D	Promouvoir la coopération au sein du territoire, entre territoires et/ou gouvernements de différents niveaux	UVCW
Cible stratégique 2 : Renforcement des capacités des acteurs locaux		Les capacités des gouvernements et acteurs locaux à concevoir la ville durable sont renforcées
Approches		ACNG
A	Sensibiliser les gouvernements et acteurs locaux aux principes, aux concepts et à l'intérêt d'une ville durable (= volonté)	UVCW
B	Renforcer les capacités des autorités locales à contribuer à la ville durable	UVCW
C	Renforcer les capacités des acteurs locaux (société civile, secteur privé, écoles, associations, citoyens etc.) à contribuer à la ville durable	Rikolto
D	Développer et partager des guides méthodologiques, outils et ressources pour les différents types de capacité renforcés	UVCW, Rikolto
E	Mise en place de mécanismes d'échange et d'apprentissage par les pairs entre des acteurs locaux d'un pays, d'une région ou au niveau international	UVCW, Rikolto
Cible stratégique 3 : Renforcement des capacités des acteurs locaux		Les acteurs économiques locaux adoptent des pratiques d'approvisionnement inclusives qui stimulent la consommation et la production durables
Approches		ACNG
A	Faciliter la gestion durable des écosystèmes et territoires dans lesquels sont produits les biens consommés en ville, y compris la résilience des acteurs locaux qui dépendent de ces écosystèmes.	Rikolto
B	Professionaliser les organisations de producteurs et renforcer les fournisseurs de services en vue d'assurer un accès équitable des producteurs et entrepreneurs aux services et ressources (y compris financières) nécessaires au développement de leur activité commerciale durable, indépendamment de leur genre ou de leur âge.	Rikolto
C	Faciliter le développement de modèles économiques inclusifs et/ou circulaires qui connectent les producteurs et entreprises durables des zones rurales, péri-urbaines et urbaines aux marchés urbains dans des conditions commerciales équitables, y compris dans le cadre d'achats institutionnels (cantines scolaires, marchés publics, etc.)	Rikolto
D	Faciliter le développement et l'incubation d'entreprises contribuant à la production et la consommation territoriale durable et renforcer les écosystèmes locaux de soutien aux PME durables.	Rikolto
E	Favoriser la participation des citoyens dans la co-création de nouvelles solutions multi-acteurs pour des systèmes économiques territoriaux plus	Rikolto

	durables (e.g. via des initiatives de "citizen science", des ateliers d'échanges avec le secteur privé et le monde académique, le renforcement des organisations de la société civile sur ces thématiques, l'organisation de campagnes de sensibilisation, etc.)	
F	Documenter les approches, résultats et enseignements et les mobiliser afin d'encourager les acteurs locaux et nationaux à investir dans la réplication des approches.	Rikolto

Comme on le voit, les cibles 1 et 2 précitées du CSC Sustainable Cities s'inscrivent en parfaite cohérence avec le CSC Burkina Faso, en particulier avec sa cible 5 (et toutes les approches y relatives): *Améliorer les capacités de maîtrise concertée du territoire pour des institutions publiques garantes d'une gouvernance digne d'un Etat de droit, participative et favorisant un accès adéquat de la population, et en particulier des femmes et des enfants, à la citoyenneté et aux biens et services publics, en particulier de proximité, dont la justice.*

A noter que l'UVCW est aussi membre du CSC Burkina Faso. Elle contribue via ce dernier au CSC Sustainable Cities, et plus particulièrement :

- à sa cible 1, plus spécifiquement au travers des approches 5.A, 5.C et 5.D du CSC Burkina Faso ;
- à sa cible 2, plus spécifiquement au travers des approches 5.C et 5.F du CSC Burkina Faso.

CSC VILLES DURABLES

DOCUMENT EXPLICATIF DE L'ARTICULATION AVEC LE CSC RDC

1. Vision relative aux *Sustainable Cities*

Le CSC thématique Sustainable Cities réunit des acteurs de la coopération non-gouvernementale qui développent des processus d'urbanisation, de décentralisation et de bonne gouvernance (locale). L'urbanisation rapide est l'une des tendances les plus importantes du 21^e siècle, et elle s'accompagne de transformations administratives continues, avec un transfert de compétences et de moyens entre les niveaux d'administration, et modifie les rapports entre le secteur public, le secteur privé et la société civile. Des cadres internationaux comme l'Agenda 2030 (ODD), le *New Urban Agenda* et l'Accord de Paris sur le climat soulignent le rôle et les opportunités offerts par le niveau local dans la transition vers une société durable.

Qu'est-ce qu'une *Sustainable City* ?

Les *Sustainable Cities* sont des métropoles, villes et villages bien gouvernés, coproduits démocratiquement par des élus responsables, des administrations transparentes, des communautés et citoyens constructifs, et un secteur privé responsable. Elles sont en mesure de développer des relations ville-campagne régénératrices, écologiquement saines, et de répondre aux besoins spécifiques généraux et sociaux de tous les citoyens, y compris les citoyens défavorisés et vulnérables, sans compromettre les besoins des générations futures. Les *Sustainable Cities* sont financièrement stables, elles encouragent des mécanismes décisionnels hybrides, multi-couches et intègres, elles donnent accès à une diversité de formes de citoyenneté et d'autonomisation, et sont interconnectées dans des dynamiques de gouvernance plus larges de l'État, de la région et de localités avoisinantes.



2. L'objectif commun du CSC Sustainable Cities

Les acteurs du CSC Sustainable Cities contribuent par le biais de leurs programmes DGD à un objectif commun : *promouvoir les Sustainable Cities à travers le monde, notamment des villes, communes ou territoires délimités dans lesquels les objectifs de développement durable (SDG) sont réalisés. La Sustainable City respecte les limites écologiques de la planète, et garantit en même temps les conditions sociales minimales qui sont nécessaires pour assurer le bien-être de ses habitants.*

3. Acteurs du CSC Sustainable Cities en RDC

ACNG belges	Organisation partenaire des ACNG belges en RDC	Groupe-cible	Focalisation/fonctionnement autour du thème
UVCW - Brulocalis	Bandalungwa – Woluwe-Saint-Lambert ³ Goma, Béni, Butembo - Woluwe-Saint-Pierre Kalamu- Ixelles Kasa Vubu – Court-Saint-Etienne Kimbanseke – Bruxelles Ville Kintambo- Uccle Limete -Watermael-Boitsfort Likasi-Saint Gilles Lubumbashi - Liège Masina - Namur Matete- Olne Ngaliema-Herve N'Djili- Flémalle	Autorités locales et agents des services communaux concernés par le secteur d'intervention, ainsi que, plus indirectement : - les partenaires locaux des communes (associations de terrain sur lesquelles les communes congolaises s'appuient le cas échéant pour la mise en œuvre de leur mission de service public); - les autorités de tutelle , centrales ou déconcentrées, de par le fait que le développement de l'administration locale les amène à faire évoluer leur organisation, la législation et leurs pratiques.	- Etat civil, - Politiques de proximité
Rikolto	- Les institutions publiques telles que les municipalités de Bukavu et Goma (TBD)	- Agriculteurs	Systèmes alimentaires durables et inclusifs

³ Comme par le passé, doivent être considérés comme partenaires de l'UVCW et de Brulocalis pour la RDC les partenariats de commune belge à commune partenaire congolaise.

	<ul style="list-style-type: none"> - Partenaires du secteur privé (les distributeurs alimentaires, les jeunes entrepreneurs agroalimentaire) : TBC - Les coopératives agricoles dans les zones périurbaines (partenaire de Rikolto) 	<ul style="list-style-type: none"> - Prestataires de services de développement des entreprises - PME du secteur alimentaire - Détaillants, - Consommateurs - Autorités locales 	dans les villes de Bukavu et Goma
COTA	<p>Autorités locales (TBD) Organisations de la société civile (TBD)</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Autorités locales Organisations de la société civile 	<ul style="list-style-type: none"> - Renforcement de la gouvernance locale à travers des mécanismes participatifs, de concertation, de coordination pour la formulation et la mise en œuvre de stratégies de développement local - Amélioration de l'inclusion des populations vulnérables

4. Défis prioritaires pour les *Sustainable Cities* en RDC identifié par les ACNG et leurs partenaires locaux

L'urbanisation apporte une plus grande prospérité, mais entraîne également des problèmes de développement, tant pour les villes que pour les zones périurbaines et rurales avoisinantes. L'expansion urbaine implique donc en même temps de nouvelles opportunités et de nouveaux défis pour les communautés, y compris la question de comment garantir une alimentation saine, équilibrée et durable à une population urbaine croissante.

Pour la RDC, citons en particulier :

a. Au niveau politique et de la gouvernance

- Le passage à la **décentralisation effective**, qui consacre définitivement les compétences communales et s'accompagne de transferts financiers adéquats vers les collectivités locales ;
- L'émergence d'une réelle **gouvernance locale**, s'accompagnant d'une lutte active contre la corruption ;
- L'organisation **d'élections locales démocratiques et inclusives**, et plus généralement, un respect renforcé des **droits humains, et des enfants** en particulier ;
- Une implication renforcée des femmes et des jeunes dans la gestion des affaires publiques et politiques locales.

b. Au niveau socio-économique

- Le soutien à une **croissance soutenue, inclusive et durable** axée sur le développement de l'agro-industrie, des services dans un cadre de gouvernance locale plus efficace ;
- Une **réduction significative des inégalités de genres**, en particulier en matière d'accès à l'**instruction**.

c. Au niveau environnemental

- La lutte contre la dégradation du capital naturel de la RDC, causée tant par les conflits armés, que par la forte croissance démographique et une exploitation des ressources irrationnelle et très insuffisamment contrôlée.

d. Au niveau alimentaire

- L'accès des citoyens à une alimentation de qualité et durable dans les villes congolaises ;
- L'accès des entrepreneurs et producteurs aux services et ressources nécessaires pour que leurs produits s'orientent vers davantage de durabilité et puissent être commercialisés sur les marchés urbains ;
- La participation effective des divers acteurs dans les mécanismes de coordination et/ou gouvernance urbaine en matière d'alimentation.

5. Principales approches autour des *Sustainable Cities* en RDC

Le basculement mondial vers des *Sustainable Cities* requiert une approche qui associe le niveau local et national au niveau régional et international. Au niveau national, l'accent est mis sur le soutien et le renforcement des partenaires locaux afin qu'ils puissent contribuer à la ville durable. Cela n'est cependant pas possible sans établir le lien avec ce qui se passe au niveau régional, continental ou mondial autour des *Sustainable Cities*. Les cadres internationaux sont des cadres directeurs mais peuvent également être influencés par des acteurs locaux. Les connaissances et les bonnes pratiques sont partagées en dehors des limites de la ville.

Cible stratégique no 1 : Co-création de la ville durable		Les autorités locales co-construisent et mettent en œuvre avec d'autres acteurs une politique locale de développement durable
Approches		ACNG
A	Elaborer et mettre en œuvre les prérequis, les instruments et les outils de la politique de développement durable avec une attention particulière à l'inclusion des femmes, des jeunes et des populations marginalisées, et aux enjeux environnementaux	COTA, UVCW-Brulocalis, Rikolto
B	Elaborer et mettre en œuvre des mécanismes et des outils efficaces de dialogue, de coordination et de coopération entre les acteurs pour favoriser la co-création et la mise en œuvre des politiques locales de développement durable (gouvernance multi-acteurs)	COTA, UVCW-Brulocalis

C	Mener des actions de plaidoyer auprès des gouvernements à différentes échelles et auprès d'autres instances (UE, Nations Unies, etc.) pour améliorer le contexte (juridique, légal, politique...) dans lequel les acteurs locaux travaillent	Rikolto, UVCW-Brulocalis
D	Promouvoir la coopération au sein du territoire, entre territoires et/ou gouvernements de différents niveaux	UVCW-Brulocalis
Cible stratégique 2 : Renforcement des capacités des acteurs locaux		Les capacités des gouvernements et acteurs locaux à concevoir la ville durable sont renforcées
Approches		ACNGV
A	Sensibiliser les gouvernements et acteurs locaux aux principes, aux concepts et à l'intérêt d'une ville durable (= volonté)	UVCW-Brulocalis
B	Renforcer les capacités des autorités locales à contribuer à la ville durable	COTA, UVCW-Brulocalis
C	Renforcer les capacités des acteurs locaux (société civile, secteur privé, écoles, associations, citoyens etc.) à contribuer à la ville durable	COTA, Rikolto,
D	Développer et partager des guides méthodologiques, outils et ressources pour les différents types de capacité renforcés	Rikolto, UVCW-Brulocalis
E	Mise en place de mécanismes d'échange et d'apprentissage par les pairs entre des acteurs locaux d'un pays, d'une région ou au niveau international	COTA, Rikolto, UVCW-Brulocalis
Cible stratégique 3 : Renforcement des capacités des acteurs locaux		Les acteurs économiques locaux adoptent des pratiques d'approvisionnement inclusives qui stimulent la consommation et la production durables
Approches		ACNG
A	Faciliter la gestion durable des écosystèmes et territoires dans lesquels sont produits les biens consommés en ville, y compris la résilience des acteurs locaux qui dépendent de ces écosystèmes.	Rikolto
B	Professionaliser les organisations de producteurs et renforcer les fournisseurs de services en vue d'assurer un accès équitable des producteurs et entrepreneurs aux services et ressources (y compris financières) nécessaires au développement de leur activité commerciale durable, indépendamment de leur genre ou de leur âge.	Rikolto
C	Faciliter le développement de modèles économiques inclusifs et/ou circulaires qui connectent les producteurs et entreprises durables des zones rurales, péri-urbaines et urbaines aux marchés urbains dans des conditions commerciales équitables, y compris dans le cadre d'achats institutionnels (cantines scolaires, marchés publics, etc.)	Rikolto
D	Faciliter le développement et l'incubation d'entreprises contribuant à la production et la consommation territoriale durable et renforcer les écosystèmes locaux de soutien aux PME durables.	Rikolto
E	Favoriser la participation des citoyens dans la cocréation de nouvelles solutions multi-acteurs pour des systèmes économiques territoriaux plus durables (e.g. via des initiatives de "citizen science", des ateliers d'échanges avec le secteur privé et le monde académique, le renforcement des organisations de la société civile sur ces thématiques, l'organisation de campagnes de sensibilisation, etc.)	Rikolto

F	Documenter les approches, résultats et enseignements et les mobiliser afin d'encourager les acteurs locaux et nationaux à investir dans la réplique des approches.	Rikolto
---	--	---------

Comme on le voit, les cibles 1 et 2 précitées du CSC Sustainable Cities s'inscrivent en parfaite cohérence avec le CSC RDC en particulier avec sa cible 6 (et toutes les approches y relatives): *Renforcer la gouvernance à tous les niveaux politiques et améliorer le respect des droits humains.*

A noter que l'UVCW et Brulocalis sont aussi membres du CSC RDC. Elles contribuent via ce dernier au CSC Sustainable Cities, et plus particulièrement :

- à sa cible 1, plus spécifiquement au travers des approches 6.A.1 et 6.C.1 du CSC RDC ;
- à sa cible 2, plus spécifiquement au travers des approches 6.D.1., 6.D.4, 6.E.1 et 6.E.2 du CSC RDC.

6. Opportunités pour la complémentarité & la synergie avec les acteurs du CSC en RDC

A partir de janvier 2022, Rikolto et ses partenaires souhaitent lancer un programme Food Smart Cities en RDC, dans le cadre du CSC thématique des villes durables. Pour ce faire, Rikolto analysera minutieusement le contexte congolais au cours de l'année 2021 avec l'ambition de chercher des opportunités de complémentarités et de synergies avec les autres acteurs belges présents dans le pays. Sachant qu'Enabel-RDC coordonne un portefeuille important de programmes autour des thématiques de l'urbanisation et de l'agriculture, notamment dans les provinces de Nord-Kivu et Sud-Kivu, le CSC thématique des villes durables s'engage à trouver des complémentarités maximales avec le travail d'Enabel sur le terrain.

Enlace entre el MEC Ecuador y el MEC Ciudades Sostenibles

1. Visión de una ciudad sostenible

El MEC ciudades sostenibles reúne a los actores de la cooperación no gubernamental que trabajan en tres objetivos estratégicos: gobernanza urbana, fortalecimiento de capacidades locales y negocios sostenibles.



¿Qué es una ciudad sostenible?

El concepto de ciudad sostenible se refiere a ciudades, pueblos y territorios bien gobernados y cuya administración se realiza con la participación democrática de los funcionarios electos responsables, de las administraciones transparentes, de las comunidades y los ciudadanos constructivos y del sector privado responsable. Las ciudades sostenibles son capaces de desarrollar relaciones regenerativas con criterio ecológico entre las zonas urbanas y rurales, a la vez que atienden a las necesidades amplias y socialmente definidas de todos los ciudadanos, incluidos los desfavorecidos y los vulnerables, sin poner en peligro las necesidades de las generaciones futuras. Se caracterizan por su estabilidad financiera y su apoyo a mecanismos de toma de decisiones y coordinación con varios niveles de gobierno. Además, ofrecen diversas formas de ciudadanía y de empoderamiento, a la vez que están interconectadas en el marco de una dinámica de gobierno más amplia del estado, de la región y de los municipios vecinos.

2. El objetivo común del MEC Ciudades sostenibles

A través de los programas de la DGD, los actores del MEC ciudades sostenibles contribuyen a un solo objetivo común: promover ciudades en todo el mundo que hayan alcanzado los Objetivos de Desarrollo Sostenible (ODS). La ciudad sostenible respeta los límites ecológicos del planeta, a la vez de garantizar las condiciones sociales mínimas necesarias para el bienestar de sus habitantes.

3. Actores del MEC ciudades sostenibles en Ecuador

Los ANGS belgas	Organización asociada de los ACNG belgas en Ecuador	Grupo objetivo	Enfoque/tema operativo
Rikolto	Cooperativa de consumidores y productores de Quito y su región	Consumidores en Quito-Sur de Organizaciones agricultores	Sistemas Alimentarios locales y sustentables

	Organizaciones de la sociedad civil	Gobiernos locales (Conquito) Ciudadanía en la provincia de Manabí Organizaciones de consumidores Gobiernos locales	Ambiente alimentario Dieta sostenible
VVSG	Hermanamientos entre autoridades locales de Bélgica y Ecuador: - Bierbeek – San Felipe de Oña - Evergem – Guaranda	Funcionarios, hombres políticos y la sociedad civil de Oña y Guaranda	El manejo sostenible de agua y tierra

4. Desafíos prioritarios para las ciudades sostenibles en Ecuador identificados por los ACNG y sus socios locales

- La prestación de servicios de los gobiernos locales no siempre es eficiente y eficaz debido a los **procesos internos** de los gobiernos locales que no funcionan de manera fluida. La elevada rotación de personal ejerce presión sobre el desarrollo de capacidades y obstaculiza la buena ejecución de los programas y procesos. Una transferencia limitada tanto de las competencias como del poder de decisión desde el nivel político al nivel administrativo puede ralentizar la prestación de servicios. Existen **desigualdades territoriales** que no son suficientemente tenidas en cuenta por los poderes públicos. Se necesita una planificación territorial que asegure un mejor vínculo entre el campo y la ciudad. El campo provee servicios ecosistémicos que no se valoran en la ciudad pero que garantizan su sostenimiento.
- Un reto es **la participación efectiva** de todos los actores locales, tanto del sector público como del sector privado, las asociaciones, escuelas.
- Los productos financieros son limitados, tienen intereses muy altos y no son accesibles a todos.
- En cuanto a la adopción de prácticas de adquisición inclusivas que estimulan el consumo y la producción sostenibles, se encuentra los retos siguientes:
 - o Difícil **acceso a productos de calidad** a precios asequibles;
 - o El **espíritu empresarial** de los jóvenes. Ausencia de capital semilla para apoyar emprendimientos.
 - o **Economía circular**, en las ciudades se genera mucho desperdicio que no se trata y se reutiliza.

5. Enfoques clave de las ciudades sostenibles en Ecuador

La transición mundial hacia las ciudades sostenibles requiere un enfoque que conecte el nivel local y nacional con el regional e internacional. A nivel nacional, se hace hincapié en el apoyo a los socios locales, así como en su fortalecimiento, para que puedan contribuir a la ciudad sostenible. Sin embargo, esto es inviable si no se tiene a la vez en cuenta lo que está sucediendo a nivel regional,

continental o mundial. Los marcos internacionales sirven de guía, pero también pueden ser afectados por los actores locales.

Los ACNG se ocuparán principalmente de los siguientes objetivos y enfoques:

- **Meta 1:** Junto con otros actores, las autoridades locales diseñan y aplican una política local de desarrollo sostenible.
 - o Las ACNG apoyarán a los gobiernos locales en el desarrollo de condiciones, instrumentos y medios para aplicar una política de desarrollo sostenible en diálogo, coordinación y cooperación con otros actores (locales). También influenciarán para mejorar el contexto en el que operan los actores locales.
- **Meta 2:** Se han reforzado las capacidades de los gobiernos y actores locales para poner en práctica la ciudad sostenible.
 - o Las ACNG trabajarán para fortalecer la capacidad de los gobiernos locales y otros actores locales como la sociedad civil, el sector privado, las escuelas, las asociaciones, espacios multi-actor etc., para que puedan contribuir de manera óptima a una ciudad sostenible. Esto implica disponer de conocimientos, habilidades, actitudes, procesos y recursos.
- **Meta 3:** Los agentes económicos locales, incluidos los gobiernos locales, aplican prácticas de compra inclusivas que estimulan el consumo y la producción sostenibles.
 - o Entre otras cosas, las ACNG trabajan en la profesionalización de las organizaciones de productores y proveedores, facilitan el desarrollo de modelos inclusivos y/o económicos, facilitan el desarrollo de empresas sostenibles y trabajan en la co-creación de sistemas económicos más sostenibles.

Las metas estratégicas y los enfoques formulados en el MEC ciudades sostenibles son complementarios y coherentes con la formulación de los objetivos y enfoques dentro del MEC Ecuador. Las metas estratégicas del MEC Ecuador con las que se conecta principalmente son la meta 1 "Contribuir en la defensa y promoción de los derechos humanos y la igualdad/equidad de género e incentivar la participación e implicación activa de todos los actores en esta defensa" y la meta 3 "Contribuir a la creación de sistemas agro-alimentarios sostenibles e inclusivos fomentando una agricultura familiar climáticamente inteligente que genera un ingreso digno para productores al tiempo de contribuir a garantizar el derecho de alimentación sana para todos y todas". En menor medida, se conectan también con la meta 2 "Contribuir al manejo equilibrado de los bienes y recursos naturales preservando la biodiversidad y previniendo la degradación de los ecosistemas, hacia nuevas formas de economía y sociedad con base en la justicia ambiental y climática". Los actores del MEC ciudades sostenibles desarrollarán sinergias y complementariedades con otros ACNG y actores activos en Ecuador que trabajan en torno a la construcción de ciudades sostenibles.

Enlace entre el MEC Guatemala y el MEC Ciudades Sostenibles

1. Visión sobre Sustainable Cities (ciudades sostenibles)

El MEC Ciudades Sostenibles reúne a los actores de la cooperación no gubernamental que trabajan bajo tres objetivos estratégicos: gobernanza urbana, fortalecimiento de capacidades locales y negocios sostenibles.

¿Qué es una ciudad sostenible?

El concepto de ciudad sostenible se refiere a ciudades, pueblos y territorios bien gobernados y cuya administración se realiza con la participación democrática de los funcionarios electos responsables, de las administraciones transparentes, de las comunidades y los ciudadanos constructivos y del sector privado responsable. Las ciudades sostenibles son capaces de desarrollar relaciones regenerativas con criterio ecológico entre las zonas urbanas y rurales, a la vez que atienden a las necesidades amplias y socialmente definidas de todos los ciudadanos, incluidos los desfavorecidos y los vulnerables, sin poner en peligro las necesidades de las generaciones futuras. Se caracterizan por su estabilidad financiera y su apoyo a mecanismos de toma de decisiones y coordinación con varios niveles de gobierno. Además, ofrecen diversas formas de ciudadanía y de empoderamiento, a la vez que están interconectadas en el marco de una dinámica de gobierno más amplia del estado, de la región y de los municipios vecinos.

Ciudades sostenibles en el contexto de Guatemala

En el contexto de un proceso de urbanización constante (la población urbana del país aumentó del 46% al 52% entre 2002 y 2013 y se prevé que esta proporción crecerá hasta un 64% para el 2032⁴) los gobiernos de los núcleos urbanos se ven y se verán enfrentados aún más agudamente a desafíos que ya existen: asentamientos informales y precarios, la forma desordenada en que crecen las ciudades, la contaminación ambiental (sobre todo en la capital), la ausencia de marcos regulatorios que puedan corregir estas situaciones y la escasa o nula participación ciudadana en la formulación de políticas alternativas. Es notable también la gran predominancia de la Ciudad de Guatemala en términos económicos y demográficos con respecto a otras ciudades en el país, lo que plantea la importancia de promover el rol de las ciudades intermedias para contrarrestar la concentración histórica de actividades y población en la región metropolitana. Guatemala es signataria de la Agenda 2030 (ODS) y del Acuerdo de París sobre el Cambio Climático. Ambos acuerdos enfatizan el papel y las oportunidades que ofrece el nivel local para generar sostenibilidad.

2. El objetivo común del MEC Ciudades Sostenibles

A través de sus programas de la DGD, los actores del MEC temático Ciudades Sostenibles contribuyen a un solo objetivo común: promover que las ciudades en todo el mundo alcancen los Objetivos de Desarrollo Sostenible (ODS). La ciudad sostenible respeta los límites ecológicos del planeta, a la vez que garantiza las condiciones sociales mínimas necesarias para el bienestar de sus vecinos.

3. Actores del MEC Ciudades Sostenibles en Guatemala

Los ACNGs belgas	Organización asociada de los ACNG belgas en Guatemala	Grupo objetivo	Enfoque/tema operativo
------------------	---	----------------	------------------------

⁴ Estos datos y otros en este párrafo han sido tomados de: CONADUR/SEGEPLAN: *K'atun – Nuestra Guatemala 2032* (2014), disponible en: https://www.siteal.iiep.unesco.org/sites/default/files/sit_accion_files/siteal_guatemala_0755.pdf

RIKOLTO	Observatorio	Organizaciones de la sociedad civil	Ambiente alimentario
	ONG local	Agricultores, grupos de jóvenes y mujeres	Acceso a mercado y negocios inclusivos

4. Desafíos prioritarios para las Ciudades Sostenibles en Guatemala identificados por los ACNG y sus socios locales

- Promover la participación ciudadana en espacios de diálogo y toma de decisión, como son las plataformas de gobiernos locales, incluidos los cascos urbanos de municipios rurales.
- Fomentar el compromiso y la intervención de los actores locales en una gobernanza local participativa, que permita la creación conjunta de políticas sostenibles.
- Incluir en la agenda de planificación urbana un enfoque ecosistémico que priorice la seguridad hídrica, la seguridad alimentaria y la salud.
- Promover negocios/emprendimientos sostenibles en los que participen mujeres y jóvenes.
- Disminuir las brechas de desigualdad existentes que condicionan el acceso de la población a medios de vida sostenibles y dietas saludables.
- Contribuir a entornos urbanos sostenibles para el cumplimiento del derecho a la ciudad, priorizando la vida activa, alimentación saludable y trabajo digno.

5. Enfoques clave de las Ciudades Sostenibles en Guatemala

Objetivo	Enfoque
El objetivo 1 gira en torno a la gobernanza participativa promovida por las autoridades locales.	-Aplicación de herramientas para incluir a jóvenes y mujeres en la formulación de las políticas de desarrollo sostenible. -Establecimiento de mecanismos eficaces de diálogo y la cooperación interinstitucional e intersectorial. -Fomentar la participación de los ciudadanos en la co-creación de soluciones con enfoque sistémico.
El objetivo 2 tiene que ver con el fortalecimiento la capacidad de los actores locales.	-Elaborar y compartir guías metodológicas y recursos para los distintos tipos de capacidad que se creen. -Facilitar el intercambio y el aprendizaje entre pares de un país, una región y/o a nivel internacional.
El objetivo 3 promueve prácticas de adquisición inclusivas y el desarrollo de vínculos más fuertes entre las zonas urbanas y rurales.	-Profesionalizar a las organizaciones de productores y fortalecer a los proveedores de servicios para que su oferta sea sostenible. -Facilitar el desarrollo de modelos comerciales inclusivos y/o circulares que conecten a los productores y empresas de las zonas rurales y urbanas. -Facilitar el desarrollo e incubación de empresas que contribuyan a la producción sostenible. -Fortalecer la economía local apoyando a pequeñas y medianas empresas que realicen prácticas sostenibles. -Documentar resultados y lecciones aprendidas.

6. Oportunidades para la complementariedad y la sinergia con los actores del MEC Guatemala

Los actores del MEC Ciudades sostenibles reconocen que existen complementariedades y sinergias con los actores del MEC Guatemala. Sin embargo, y como es un MEC nuevo, las posibilidades concretas aún

no están definidas. De todos modos, en parte dependerán de los lugares donde son activos los ACNGs del MEC Guatemala; además, en vista de la problemática descrita en la sección (1) la opción más viable parece ser la de desarrollar trabajo conjunto en una ciudad intermedia. Por consiguiente, se identificó el siguiente aporte potencial desde el MEC CS al capítulo de las sinergias:

- generar a partir de la visión y los objetivos del MEC CS sinergias otros ACNGs belgas y actores de la cooperación internacional en espacios multi-actor rurales y urbanos para fortalecer las políticas locales y/o nacionales hacia sistemas alimentarias sustentables e inclusivos. Esta sinergia también fortalece a la meta 3 del MEC Guatemala.

Link between thematic JSF Higher Education and Science for Sustainable Development (HES4SD) and the JSF Sustainable Cities



1. Vision on Sustainable Cities

The thematic JSF Sustainable Cities connects actors of non-governmental partnerships working on the processes of urbanisation, decentralisation, and sound local administration. Rapid urbanisation is one of the most important trends of the 21st century and is associated with ongoing administrative transformations, with a transfer of powers and resources between administrative layers, and changes the relationships between the public sector, the private sector, and civil associations. International frameworks such as the Agenda 2030 (SDGs), the New Urban Agenda, and the Paris Climate Agreement emphasise the role and opportunities offered by the local level for the transition towards a sustainable society.

What is a Sustainable City?

Sustainable cities are well governed cities, towns and villages, democratically co-produced by accountable elected officials, transparent administrations, constructive communities and citizens, and a responsible private sector. They are capable of developing ecologically sound regenerative urban-rural relations and addressing the broadly and socially defined needs of all citizens, including underprivileged and vulnerable ones, without jeopardizing the needs of future generations. Sustainable Cities are financially stable, support hybrid, multi-layered and uncorrupted decision-making mechanisms, give access to a diversity of forms of citizenship and empowerment, and are networked within broader governance dynamics of the state, region and neighbouring settlements.

2. . The shared goal of the JSF Sustainable Cities

Through their DGD programmes, the actors of the JSF Sustainable Cities contribute to a single, common goal: *promoting Sustainable Cities around the globe, with a particular emphasis on cities, municipalities, or defined territories within which sustainable development goals (SDGs) are realised. The Sustainable City will always remain within the ecological limits of the planet and, at the same time, guarantees that the minimum social standards required for the well-being of its citizens are met.*

3. Actors of the JSF Sustainable Cities related to JSF HES4SD

Belgische ANGS	Partnerorganisatie van de Belgische ANGS	Doelgroep	Focus/thema
VVSG	Local authorities (by town twinning) and umbrella organisations for local governments	Politicians, civil servants and other actors involved within local government	Good local governance for sustainable and coherent local policies

4. Prioritised challenges for sustainable cities in relation with HES4SD as identified by the ANGS and their local partners

Urbanisation brings increased prosperity, but also leads to development issues, both for cities and the surrounding peri-urban and rural areas. Thus, urban expansion simultaneously brings new opportunities and new challenges to communities worldwide. The necessary capacity building of all actors of a sustainable city can hardly keep up with rapid urbanisation. For a more specific description

of this, we refer to the context analysis in general, but especially to goal 2 (see below), where this theme is discussed. The following elements are examined in more detail: capacity development in secondary cities and in fragile contexts, the diversity (in capacity) of (non-governmental) actors, the impact of international crises, the (unclear) transfer of competences and limited access to resources in return, and the resistance of local actors to change existing methods and practices.

5. Main approaches related to Sustainable Cities related to HES4SD

The global shift towards sustainable cities involves processes for innovation, citizen participation and knowledge sharing in which interaction with educational and knowledge institutions can be mutually reinforcing. The following **strategic goals** are pursued within the GSK sustainable cities programme:

1. Local governments co-create and implement together with other actors a local policy for sustainable development
2. Local authorities and actors strengthen their capacities to contribute to a sustainable city
3. Local economic actors, including local governments, adopt inclusive sourcing practices that stimulate sustainable consumption and production

The following approaches contribute to the achievement of the strategic goals: development and implementation of requirements and tools, dialogue, lobbying, different capacity building approaches, support and professionalisation of all stakeholders in a (food) supply chain, facilitation of inclusive and circular business models and engaging and sensitising citizens to sustainable consumption. These approaches and strategic goals for the GSK sustainable cities have a link to the GSK HES4SD: they apply to policy areas where knowledge building and sharing can be reinforcing and also in terms of capacity building of the different actors within the GSK sustainable cities.

Geographically, the following countries are involved in JSF sustainable cities: : Belgium, Benin, Brazil, Burkina Faso, Ecuador, Guatemala, Honduras, India, Indonesia, Madagascar, Morocco, Nicaragua, Uganda, Peru, RDC, Rwanda, Salvador, Senegal, Tanzania, Vietnam and South Africa.

6. Opportunities for complementarity & synergy with the actors of the JSF HES4SD

With regards to the JSF on HES4SD, there is an overlap of 15 countries between both JSFs. Initiators of both thematic JSFs see important linkages between these JSF at the level of stimulating evidence-based policy making, valorisation of knowledge and uptake of innovative solutions that might tackle the sustainability challenges that cities face globally. For instance, research and capacity building on sustainable production and consumption patterns, on policies linked with sustainable development (water, local economy, health, etc.) and strengthening of policy development itself can inform transitions towards more sustainable cities. Moreover, the JSFs can seek for synergies in the education and awareness raising on sustainable lifestyles and urban citizenship to unlock the potential of capacitated individual change agents and HE&SIs (=Higher Education & Science Institutes) to contribute to environmental, social, economic and institutional resilience of cities.

Link between JSF Indonesia and the JSF Sustainable Cities

1. Vision on Sustainable Cities

The thematic JSF Sustainable Cities connects actors of non-governmental partnerships working on the processes of urbanisation, decentralisation, and sound local administration. Rapid urbanisation is one of the most important trends of the 21st century and is associated with ongoing administrative transformations, with a transfer of powers and resources between administrative layers, and changes the relationships between the public sector, the private sector, and civil associations. International frameworks such as the Agenda 2030 (SDGs), the New Urban Agenda, and the Paris Climate Agreement emphasise the role and opportunities offered by the local level for the transition towards a sustainable society.

What is a Sustainable City?

Sustainable cities are well governed cities, towns and villages, democratically co-produced by accountable elected officials, transparent administrations, constructive communities and citizens, and a responsible private sector. They are capable of developing ecologically sound regenerative urban-rural relations and addressing the broadly and socially defined needs of all citizens, including underprivileged and vulnerable ones, without jeopardizing the needs of future generations. Sustainable Cities are financially stable, support hybrid, multi-layered and uncorrupted decision-making mechanisms, give access to a diversity of forms of citizenship and empowerment, and are networked within broader governance dynamics of the state, region and neighboring settlements.

2. The shared goal of the JSF Sustainable Cities

Through their DGD programmes, the actors of the JSF Sustainable Cities contribute to a single, common goal: *promoting Sustainable Cities around the globe, with a particular emphasis on cities, municipalities, or defined territories within which sustainable development goals (SDGs) are realised. The Sustainable City will always remain within the ecological limits of the planet and, at the same time, guarantees that the minimum social standards required for the well-being of its citizens are met.*

3. Actors of the JSF Sustainable Cities in Indonesia

Belgian ANGS	Partner organisation of the Belgian ANGS in Indonesia related to a Sustainable cities	Target audience	Focus/theme impact
Rikolto	<ul style="list-style-type: none"> - Perhimpunan Indonesia Berseru - Pusat Perlindungan Lingkungan Hidup – Bali - Pasar Rakyat - Parahyangan University - Gita Pertiwi Foundation - Indonesian Consumer Protection Foundation (Yayasan Lembaga Konsumen Indonesia) 	Smallholders farmers Food processors Retailers (online, offline) Consumers Schools City governments	Sustainable and inclusive city region food systems; access to healthy, sustainable and nutritious food for all citizens in Depok, Bandung, Solo and Denpasar.

4. Prioritised challenges for Sustainable Cities in Indonesia as identified by the ANGS and their local partners

Urbanisation brings greater prosperity, but also leads to development issues, both for cities and for the surrounding peri-urban and rural areas. Urban expansion offers both new opportunities and new challenges to societies around the globe.

Goal 1:

- **Awareness of consumers' rights is still lacking** in Indonesia and citizens' movements on sustainable and healthy food are unheard of. Consumer-related regulations are generally top-down and the role of the community in policymaking is very limited. Urban food governance is a new topic that is attracting increasingly more interest but there are so far no opportunities for multi-stakeholder coordination at city-level.

Goal 2:

- A top-down approach to urban food governance and a lack of sufficient resources in the local government leads to **insufficient approaches** to manage rapid urbanization. This causes poor nutritional literacy, unsustainable supply chains, and poor access to sustainable & nutritious food.
- The top-down approach results in lack of synergies among various stakeholders.
- Local actors have **limited capacities and resources** to influence the higher-level political, economic and social cultural factors to shape sustainable cities.

Goal 3:

- Many major cities in the world are dealing with the challenge of ensuring healthy and nutritious food to their citizens. This problem also occurs in large cities in Indonesia, as **the increase in the population is not proportional to the increase of agricultural production** in these cities. The average population in urban areas in Indonesia is 55% of the total population who require a sufficient food supply with better quality.
- Food security in Indonesia is relatively complex because of its cross-boundary scope and multiple dimensions including food availability, accessibility, and price stability. Cities depend highly on other regions for their food supplies. **The supply chain faces various challenges** such as: inefficient and unsustainable production leading to low quality produce and high prices; long supply chains, poor packaging and refrigeration causing nutrition losses; and the lack of awareness of the nutritional benefits of fruits and vegetables which has an impact demand and sustainable production incentives.
- According to UNICEF (2018), 3 out of 10 children in Indonesia under the age of 5 are stunted, while 1 in 10 is wasted and 20% of primary school-aged children are overweight or obese. Food poisoning incidents are not uncommon at some schools, with a rate as high as 22.22% in Depok (YLKI, 2019). Indonesians' **diet is not sufficiently diverse, nutritious, balanced nor safe**. The consumption of vegetables, fruits, and protein is much lower than recommended.

5. Main approaches related to Sustainable Cities in Indonesia

The global transition to Sustainable Cities demands an approach which connects the local and national level to the regional and international level. At a national level, the focus is on supporting and reinforcing the local partners to enable them to contribute to the sustainable city. However, this is not possible without establishing a connection with what is happening in relation to Sustainable Cities at a regional, continental, or global level. International frameworks offer guidelines but can also be affected by local actors. Knowledge and good practices are shared beyond the city boundaries. The ANGS will focus primarily on the following goals and approaches in Indonesia in relation to the Sustainable cities to address the challenges of ensuring access to healthy, sustainable, and nutritious food to all city-dwellers:

Strategic goal 1 related to governance	Co-constructing and implementing the local sustainable development policy.	
Approaches		ANGS
A	Elaborate and implement instruments, tools and strategies towards sustainable and inclusive city region food systems in Indonesia, namely by: <ol style="list-style-type: none"> 1. Contributing to the set up multi-stakeholder urban food governance platforms contributing to inter-sectoral cooperation 2. Establishing city-level multidisciplinary working groups (School Food Council (SFC)), to co-create a standard operating procedure (SOP) and toolkit for sustainable canteens in the city. 3. Studying the drivers of sustainable and nutritious food consumption. 	Rikolto
Strategic goal 2 related to capacities	Strengthening the capacities of local non-governmental actors to contribute to the sustainable city.	
Approaches		ANGS
A	Building capacities to dialogue with local public authorities and participate in sustainable local development	Rikolto
B	Strengthen the capacities of local (non-governmental) actors, such as service providers, farmers' organisations, schools, households, the private sector etc. to actively participate in sustainable society.	
C	Develop and share methodological guides, tools and resources for the different types of capacity built	
D	Facilitating exchange and peer learning	
Strategic goal 3 related to business models	Local actors in cities are adopting inclusive business models to stimulate sustainable consumption and production and the development of stronger links between urban and rural areas.	
Approaches		ANGS
A	Enabling citizens to participate in the co-creation of new solutions for sustainable consumption	Rikolto
B	Facilitating the development of inclusive and circular business models between sustainable producers and urban buyers	
C	Incubating innovative sustainable businesses & strengthening access to services	
D	Leveraging school canteens' demand to boost sustainable food supply chains	
E	Document approaches and results and mobilise them to encourage local and national actors to invest in the replication of the approaches	

6. Opportunities for complementarity & synergy with the actors of the JSF Indonesia

The University of Ghent has an interest in the topic of the circular food economy, in particular the management of food waste. Currently this translates into PhD and Master students who are managing a project and master thesis related to this topic. They are anchored in Parahyangan University of Bandung, who is also Rikolto's partner on the same topic. Initial discussions to align and collaborate have taken place and are to be actualised in 2021. Rikolto seeks further collaboration with the University of Ghent in other programme areas, through the ASEANplus Regional Platform.

Liens CSC Madagascar et CSC Villes durables

1. Bref aperçu du CSC Villes durables

Le CSC thématique Sustainable Cities réunit des acteurs de la coopération non-gouvernementale qui développent des processus d'urbanisation, de décentralisation et de bonne gouvernance (locale). L'urbanisation rapide est l'une des tendances les plus importantes du 21e siècle, et elle s'accompagne de transformations administratives continues, avec un transfert de compétences et de moyens entre les niveaux d'administration, et modifie les rapports entre le secteur public, le secteur privé et la société civile. Des cadres internationaux comme l'Agenda 2030 (ODD), le New Urban Agenda et l'Accord de Paris sur le climat soulignent le rôle et les opportunités offerts par le niveau local dans la transition vers une société durable.

Qu'est-ce-qu'une Sustainable City ?

Les Sustainable Cities sont des métropoles, villes et villages bien gouvernés, coproduits démocratiquement par des élus responsables, des administrations transparentes, des communautés et citoyens constructifs, et un secteur privé responsable. Elles sont en mesure de développer des relations ville-campagne régénératrices, écologiquement saines, et de répondre aux besoins spécifiques généraux et sociaux de tous les citoyens, y compris les citoyens défavorisés et vulnérables, sans compromettre les besoins des générations futures. Les Sustainable Cities sont financièrement stables, elles encouragent des mécanismes décisionnels hybrides, multi-couches et intègres, elles donnent accès à une diversité de formes de citoyenneté et d'autonomisation, et sont interconnectées dans des dynamiques de gouvernance plus larges de l'État, de la région et de localités avoisinantes.

Les acteurs du CSC Sustainable Cities contribuent par le biais de leurs programmes DGD à un objectif commun : promouvoir les Sustainable Cities à travers le monde, notamment des villes, communes ou territoires délimités dans lesquels les objectifs de développement durable sont réalisés. La Sustainable City respecte les limites écologiques de la planète, et garantit en même temps les conditions sociales minimales qui sont nécessaires pour assurer le bien-être de ses habitants.

2. Cibles stratégiques communes dans le CSC thématique

Cible 1 - Co-crédation de villes durables;

Cible 2 - Renforcement des capacités des acteurs locaux - Les capacités des gouvernements et acteurs locaux à concevoir la ville durable sont renforcées ;

Cible 3 - Renforcement des capacités des acteurs locaux - Les acteurs économiques locaux adoptent des pratiques d'approvisionnement inclusives qui stimulent la consommation et la production durables.

3. Acteurs du CSC Sustainable Cities à Madagascar

Les participants au CSC Sustainable Cities sont : Brulocalis, COTA, Echos Communication, Oxfam MdM, Rikolto, UVCW et VVSG. COTA est le seul membre du CSC Sustainable Cities qui envisage d'intervenir à Madagascar. Cela reste à confirmer.

ACNG Belges	Organisation partenaire des ACNG belges à Madagascar	Groupe-cible	Focalisation/fonctionnement autour du thème
COTA	Commune Urbaine d'Antananarivo (TBC) Fondation Abbé Pierre (TBC) Autres villes (TBD)	Autorités locales, organisations de la société civile	Renforcement de la gouvernance locale à travers des mécanismes participatifs, de concertation, de coordination pour la formulation et la mise en œuvre de stratégies de développement local. Amélioration de l'inclusion des populations vulnérables.

4. Défis prioritaires pour le CSC thématique à Madagascar

L'urbanisation apporte une plus grande prospérité, mais entraîne également des problèmes de développement, tant pour les villes que pour les zones périurbaines et rurales avoisinantes. L'expansion urbaine implique donc en même temps de nouvelles opportunités et de nouveaux défis pour des communautés dans le monde entier.

C'est particulièrement vrai pour Madagascar, où la population urbaine a fortement augmenté. Sur une population totale d'environ 25 millions d'habitants, le pays comptait en 2018 près de 7 millions de citadins, contre 2,8 millions en 1993. Cette croissance urbaine entraîne de nouvelles difficultés pour les populations : logements précaires, réseaux d'assainissement défectueux, équipements urbains manquants.

Si la capitale Antananarivo connaît une forte croissance urbaine et attire des populations venues de tout le pays à la recherche d'opportunités d'emploi, de revenus et d'accès aux services comme l'éducation et la santé, elle n'est pas la seule concernée. D'une manière générale, les villes secondaires connaissent également une augmentation de leur population et font face aux mêmes problématiques : insuffisance d'infrastructures et d'équipements (eau, électricité, voirie, assainissement, déchets, équipements socioculturels, etc.), prolifération de bidonvilles, problèmes fonciers et de logement, vulnérabilité aux risques et catastrophes divers.

Les villes de Madagascar sont toutefois peu préparées à relever les défis liés à l'urbanisation. Elles ne disposent pas de structure de gouvernance urbaine efficace, la gestion des services de base, comme les transports, la sécurité, la gestion des déchets et la protection de l'environnement, est inefficace. Les ressources humaines et financières des villes sont insuffisantes.

Dans ce contexte, le CSC Sustainable Cities entend contribuer à améliorer la gouvernance locale et à renforcer les capacités des acteurs. Une attention particulière est portée à l'inclusion des populations vulnérables dans le processus de développement des villes.

5. Lien entre CSC thématique et CSC Madagascar

Rappel des cibles du CSC Villes durables : 1. Co-création de ville durable; 2. Renforcement des capacités des acteurs locaux - Les capacités des gouvernements et acteurs locaux à concevoir la ville durable sont renforcées ; 3. Renforcement des capacités des acteurs locaux - Les acteurs économiques locaux

adoptent des pratiques d’approvisionnement inclusives qui stimulent la consommation et la production durables.

Les cibles du CSC Villes durables			Ce sur quoi le CSC Madagascar va travailler	
CS 1	CS 2	CS 3	Approches	ACNG
		x	1.A. Favoriser l’insertion socio-économique et/ou professionnelle des ruraux et en particulier des groupes les plus vulnérables (femmes, jeunes, migrants, travailleurs agricoles, etc.) par la création ou la consolidation d’activités génératrice de revenus, un élargissement de l’offre de formation et un meilleur accès à la terre, la propriété foncière et aux ressources productives.	EF LC VDB
	x	x	1.D. Contribuer aux processus d’auto-organisation des producteurs locaux et des catégories rurales les plus vulnérables dans le but d’accroître leur autonomie, leur professionnalisation, de créer des services adaptés à leurs besoins, d’améliorer leur pouvoir de négociation et de favoriser leur participation à la conception, la mise en œuvre des politiques publiques et programmes d’aide.	EF LC
x	x		2-B. Améliorer la gestion durable des ressources naturelles (mangroves, forêts, sols, eaux...) et la bonne gouvernance des territoires et espaces concernés, à travers le renforcement des capacités institutionnelles et des alliances locales ainsi que des relations avec les autorités locales et la société civile.	EF LC
	x		2-C. Soutenir la sécurisation foncière (avec un accent particulier sur l’accès à la propriété foncière des femmes), ainsi que la mobilisation citoyenne pour lutter contre les accaparements de terres et l’exploitation minière et ainsi contribuer à la valorisation de la terre par les communautés locales.	LC EF
	x		3-D. Renforcer les démarches de prévention et de sensibilisation à la santé dont le diabète/hypertension artérielle et les actions de promotion de la santé en lien avec la cible 1-B5 et 2-B6), leur prise en charge médicale tout en améliorant l’offre, l’accès et la prise en charge des services de soins et soutenir la recherche-action pour améliorer la qualité des soins et les actions de prévention/promotion de la santé, notamment à travers la coopération universitaire Nord-Sud.	LC RKV

Le CSC thématique Sustainable Cities et le CSC géographique Madagascar ont notamment en commun l’amélioration de la gouvernance locale, le renforcement des capacités des acteurs locaux (autorités locales, société civile) et l’intégration des populations vulnérables dans le processus de développement. Ils sont complémentaires dans la mesure où le CSC Madagascar visent principalement le développement des zones rurales tandis que le CSC Sustainable Cities concernent les villes.

⁵ Cible 1-B. Contribuer à l’amélioration de la productivité, à la diversification, à la viabilité et à la durabilité des agricultures familiales et professionnelles par la diffusion de nouveaux savoirs et savoir-faire, un soutien technique et un appui à la transition agroécologique.

⁶ Cible 2-B. Améliorer la gestion durable des ressources naturelles (mangroves, forêts, sols, eaux...) et la bonne gouvernance des territoires et espaces concernés, à travers le renforcement des capacités institutionnelles et des alliances locales ainsi que des relations avec les autorités locales et la société civile.

Link entre le CSC Maroc et le CSC Sustainable Cities

1. Vision relative aux Sustainable Cities

Le CSC thématique Sustainable Cities réunit des acteurs de la coopération non-gouvernementale qui développent des processus d'urbanisation, de décentralisation et de bonne gouvernance (locale). L'urbanisation rapide est l'une des tendances les plus importantes du 21e siècle, et elle s'accompagne de transformations administratives continues, avec un transfert de compétences et de moyens entre les niveaux d'administration, et modifie les rapports entre le secteur public, le secteur privé et la société civile. Des cadres internationaux comme l'Agenda 2030 (ODD), le New Urban Agenda et l'Accord de Paris sur le climat soulignent le rôle et les opportunités offerts par le niveau local dans la transition vers une société durable.

Qu'est-ce qu'une Sustainable City ?

Les Sustainable Cities sont des métropoles, villes et villages bien gouvernés, coproduits démocratiquement par des élus responsables, des administrations transparentes, des communautés et citoyens constructifs, et un secteur privé responsable. Elles sont en mesure de développer des relations ville-campagne régénératrices écologiquement saines et de répondre aux besoins spécifiques généraux et sociaux de tous les citoyens, y compris les citoyens défavorisés et vulnérables, sans compromettre les besoins des générations futures. Les Sustainable Cities sont financièrement stables, elles encouragent des mécanismes décisionnels hybrides, multi-couches et intègres, elles donnent accès à une diversité de formes de citoyenneté et d'autonomisation, et sont interconnectées dans des dynamiques de gouvernance plus larges de l'État, de la région et de localités avoisinantes.

2. L'objectif commun du CSC Sustainable Cities

Les acteurs du CSC Sustainable Cities contribuent par le biais de leurs programmes DGD à l'un des objectifs communs : *promouvoir les Sustainable Cities à travers le monde, notamment des villes, communes ou territoires délimités dans lesquels les objectifs de développement durable (Sustainable Development Goals ou SDG) sont réalisés. La Sustainable City reste dans les limites écologiques de la planète, et garantit en même temps les conditions sociales minimales qui sont nécessaires pour assurer le bien-être de ses habitants.*

3. Acteurs du CSC Sustainable Cities au Maroc

ACNG belges	Groupe-cible	Focalisation/fonctionnement autour du thème
Echos Communication	Organisations de la Société Civile en synergies avec les collectivités territoriales Coopératives de l'Economie Sociale et Solidaire	Bonne gouvernance Participation et consultation citoyenne Développement économique local
Brulocalis	Autorités locales et agents des services communaux concernés par le secteur d'intervention, ainsi que, plus indirectement : <ul style="list-style-type: none">les partenaires locaux des communes (associations de	Bonne gouvernance Renforcement des capacités (politique – administratif – association) Action sociale

	<p>terrain sur lesquelles les communes marocaines s'appuient le cas échéant pour la mise en œuvre de leur mission de service public);</p> <ul style="list-style-type: none"> • les autorités de tutelle de par le fait que le développement de l'administration locale les amène à faire évoluer leur organisation, la législation et leurs pratiques. 	
COTA	Autorités locales, société civile	<p>Bonne gouvernance Elaboration des politiques locales Renforcement des capacités des acteurs Inclusion des populations vulnérables</p>

4. Défis prioritaires pour les Sustainable Cities au Maroc identifié par les ACNG et leurs partenaires locaux

Le Maroc a connu une accélération soutenue de la croissance de sa population urbaine, particulièrement depuis le milieu du vingtième siècle. De moins de 8% au début du siècle, le taux d'urbanisation est passé à 29.2% en 1960, 51.3% en 1994, 55.1% en 2004 et à 60.3% en 2014. Il est prévu qu'il atteigne 67.8% vers 2030 et 73.6% à l'horizon 2050. Cette croissance de la démographie urbaine fait face aux défis de réduction des aspects de la ségrégation socio-spatiale, et d'intégration économique et sociale des flux des migrants actuels et futurs du monde rural et des pays de l'Afrique subsaharienne dans la gouvernance et les programmes de développement des villes. Le territoire national abrite 278 villes et 74 centres délimités, soit 352 entités urbaines. Cette structure est marquée par une nébuleuse de petites villes de moins de 50 000 habitants et des villes moyennes de moins de 100 000 habitants qui représentent ensemble près de 70% du nombre total des villes. Ces entités urbaines abritent moins de 15% de la population urbaine totale. Malgré son poids démographique limité, cette micro-urbanisation apporte un élément d'équilibre au sein du système urbain. Ladite population urbaine dépassera probablement le cap des 26 millions et 32 millions d'habitants respectivement à l'horizon 2030 et 2050.

La moitié de la population marocaine réside dans la frange littorale d'une profondeur de 30 Km par rapport au rivage de la mer. Cette même bande supporte l'essentiel de l'économie nationale, à savoir 53% de la capacité touristique et 92% des unités industrielles. On observe également que 78% de la population métropolitaine se concentrent sur le littoral avec une surdensité remarquable de 598 hab/km². Cette tendance de littoralisation contrarie les objectifs de la politique nationale affichée en matière d'aménagement du territoire. Elle est de nature à accentuer l'exclusion sociale des couches en situation de précarité et d'aggraver les inégalités économiques et socio-spatiales entre les régions bénéficiant des franges côtières et celles de l'intérieur, sans omettre la pression exacerbée sur les ressources naturelles dans des espaces réduits.

Le coût de la dégradation environnementale au Maroc nationale est deux fois plus importantes que celles à l'échelle mondiale², elle a été évalué, pour l'année 2014, à près de 32,5 milliards de dirhams, soit 3,52% du PIB représentant près de 960 dirhams/habitant/an. Parmi les facteurs majeurs de la pollution ayant des impacts néfastes sur la santé, principalement celle des enfants, il y a lieu de souligner la pollution de l'air notamment au niveau des grandes villes. En effet, le coût total lié à la pollution de l'air est évalué à 9,7 milliards de dirhams (1,05% du PIB).

Le taux de participation aux élections communales du 4 septembre 2015 a atteint 53,67%. Ce chiffre traduit le taux de participation calculé en fonction des personnes inscrites sur les listes électorales. En se basant sur les résultats du recensement général de la population de 2014, on constate que la population en âge de voter s'élève à 23 millions de personnes, et dépasse amplement le nombre d'inscrits sur les listes électorales (14 303 140). Par ailleurs, ce taux de 53,67% ne reflète pas les disparités accrues entre les villes et les autres collectivités locales. En effet, on observe que les plus faibles taux de participation ont été enregistrés dans le milieu urbain qui a chuté jusqu'à 30% par rapport aux précédentes élections.

Ces chiffres interpellent les acteurs politiques, quant à l'efficacité de la gouvernance locale en consolidant les principes de la démocratie représentative par une démocratie participative élargie, impliquant de manière réelle et forte la société civile à travers des mécanismes diversifiés, adaptés et innovants, afin de garantir une appropriation plus large des projets de la ville et une gouvernance locale ouverte à ses citoyennes et citoyens, condition préalable d'une bonne gouvernance. La société civile et les pouvoirs publics qui devraient approfondir la réflexion sur la perception et le niveau de confiance des jeunes dans les partis politiques et par conséquent multiplier les initiatives d'intéressement et de mobilisation des jeunes, des cadres et des femmes à la vie politique en vue de promouvoir la participation des citoyens et des citoyennes conformément à l'article 11 de la Constitution.

A cet effet, un effort supplémentaire devrait être fourni par les partis politiques pour assumer leurs responsabilités en matière de moralisation de la vie politique, pour encadrer les citoyens et préparer une offre d'élite politique locale qualifiée, crédible et responsable.

La crise du Covid-19 a été un accélérateur d'inégalités. Les restrictions imposées ont fortement impactés l'économie informelles dans les grandes villes dans lesquelles les activités journalières représentent la source principale des revenus de la population urbaine; contrairement aux zones rurales.

Six défis majeurs :

Défi de gouvernance territoriale :

- Renforcement des capacités des collectivités territoriales
- Concertation et coordination multi-acteurs
- Articulation des différentes échelles territoriales (quartier/commune/province/ville/région), et/ou administratives (services de l'Etat, services des collectivités territoriales, ...)
- Cohésion sociale
- Participation citoyenne et démarches inclusives
- Gestion intégrée participative

Défi de résilience :

- Face aux changements climatiques
- Face aux risques naturels et catastrophes naturelles
- Face aux chocs pandémiques

Défi des conditions de vie :

- Sécurité alimentaire et systèmes alimentaires durables
- Propreté/hygiène
- Cadre de vie, environnement, poumons verts

Défi d'aménagement urbain :

- Urbanisme
- Infrastructures urbaines durables
- Energies

Défi d'emplois, notamment des jeunes et des femmes

- L'accès des populations locales, et des jeunes et des femmes en particulier, à un emploi décent, durable et inclusif dans leurs territoires respectifs ;

5. Principales approches autour des Sustainable Cities au Maroc

Le basculement mondial vers des Sustainable Cities requiert une approche qui associe le niveau local et national au niveau régional et international. Au niveau national, l'accent est mis sur le soutien et le renforcement des partenaires locaux afin qu'ils puissent contribuer à la ville durable. Cela n'est cependant pas possible sans établir le lien avec ce qui se passe au niveau régional, continental ou mondial autour des Sustainable Cities. Les cadres internationaux sont des cadres directeurs mais peuvent également être influencés par des acteurs locaux. Les connaissances et les bonnes pratiques sont partagées en dehors des limites de la ville.

Cible stratégique 1 Co-création de la ville durable	Les autorités locales co-construisent et mettent en œuvre avec d'autres acteurs une politique locale de développement durable.
Cet objectif sera réalisé via différentes approches : l'acquisition de connaissances comme prérequis à l'élaboration des politiques ; la création et l'implémentation d'outils efficaces de dialogue, de coordination et de coopération entre acteurs, afin de favoriser la co-création et la co-implémentation ; la mise en œuvre d'un plaidoyer à différentes échelles pour améliorer le contexte opérationnel des villes ; le développement d'une approche intégrée via la coopération inter / intra institutionnelle et intersectorielle et la gouvernance multi-niveaux.	
Approches	ACNG

A	Elaborer et mettre en œuvre des mécanismes, les outils et les ressources pour une politique de développement durable, en accordant une attention particulière aux défis environnementaux et à l'inclusion des femmes, des jeunes et des groupes marginalisés.	UVCW-Brulocalis, COTA, Echos Communication
B	Définir et mettre en œuvre des processus et des outils efficaces qui facilitent le dialogue, la coordination et la collaboration entre les acteurs afin d'encourager la co-création et la mise en œuvre de politiques locales pour le développement durable (gouvernance multipartite).	UVCW-Brulocalis, COTA, Echos Communication
C	Mener un plaidoyer auprès des différents niveaux de gouvernement et d'autres institutions (UE, ONU, ...) pour améliorer le contexte (judiciaire, juridique, politique...) dans lequel les gouvernements et les acteurs locaux opèrent.	UVCW-Brulocalis,
D	Promouvoir la coopération territoriale et intergouvernementale (gouvernance à plusieurs niveaux) (S-S, N-S, N-S-S)	UVCW-Brulocalis, Echos Communication
E	Développer et mettre en œuvre une politique intégrée pour le développement durable (politique transversale)	COTA

Cible stratégique 2	Renforcement des capacités des acteurs locaux	Les capacités des gouvernements et acteurs locaux à concevoir la ville durable sont renforcées.
<p>Ces capacités concernent aussi bien la volonté, les connaissances, et les compétences que les attitudes, processus et ressources. Sont couvertes les autorités locales en tant que telles, mais aussi les autres parties prenantes telles que les citoyens, les associations et le secteur privé, avec une attention particulière pour les populations marginalisées. La réalisation de cet objectif passera par : un travail de sensibilisation de tous ces acteurs aux cadres et concepts existants tels que les ODD, la théorie du doughnut ; le renforcement de leurs ressources (financières) et de leurs capacités techniques, managériales, d'animation, de plaidoyer, etc.; le développement d'outils et de mécanismes d'apprentissage spécifiques.</p>		
Approches		ACNG
A	Sensibiliser les gouvernements et les acteurs locaux aux principes, aux concepts et à la pertinence d'une ville durable (= appropriation).	UVCW-Brulocalis, Echos Communication
B	<p>Renforcer les capacités des gouvernements locaux pour contribuer à une ville durable. Cela comprend, entre autres, les éléments suivants</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le renforcement des capacités techniques et de leadership en ce qui concerne les principes de bonne gouvernance (gouvernements efficaces, compétents et responsables). 	UVCW-Brulocalis, COTA, Echos Communication

	<ul style="list-style-type: none"> - Le renforcement des capacités à mener des politiques participatives, inclusives et fondées sur des preuves, en accordant une attention particulière aux groupes vulnérables - Renforcer les capacités à développer et à mettre en œuvre une politique multidisciplinaire, intégrée et territoriale pour appliquer la vision d'une ville durable. - Renforcer les capacités pour soutenir les processus de participation multi-acteurs. - Renforcer les capacités à mesurer l'impact des diverses initiatives qui contribuent à une ville durable. - Renforcer les capacités de lobbying (conjoint). - Améliorer et utiliser plus efficacement les financements mis à la disposition des autorités locales pour la mise en œuvre du développement durable. 	
C	<p>Renforcer les capacités des acteurs locaux (société civile, secteur privé, écoles, associations, citoyens, etc.) pour contribuer à une ville durable.) pour contribuer à une ville durable. Cela comprend, entre autres, les éléments suivants</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le renforcement des capacités (techniques) pour participer activement à la société durable. - Le renforcement des capacités à s'engager et à dialoguer avec les gouvernements locaux. - Le renforcement de la sensibilisation des citoyens à leurs droits et devoirs (en particulier les femmes, les jeunes et les groupes vulnérables). - Le renforcement des capacités nécessaires pour que les acteurs locaux puissent assumer de manière optimale leur rôle de chien de garde vis-à-vis du gouvernement (local). - Renforcer les capacités à mesurer l'impact des différentes initiatives qui contribuent à une ville durable. - Renforcer les capacités de lobbying (conjoint). - Améliorer et utiliser plus efficacement les financements mis à la disposition des acteurs locaux pour la mise en œuvre du développement durable. 	COTA, Echos Communication
D	Développer et partager des méthodologies, des outils et des ressources pour les différents types de capacités.	UVCW-Brulocalis, COTA, Echos Communication
E	Mettre en place des mécanismes d'échange entre pairs et d'apprentissage mutuel entre les gouvernements locaux et les acteurs au sein d'un pays, d'une région ou au niveau international.	UVCW-Brulocalis, COTA, Echos Communication

Comme on le voit, les cibles 1 et 2 précitées du CSC Sustainable Cities s'inscrivent en cohérence avec le CSC Maroc et en particulier avec ses cibles 1 (Assurer l'accès de toutes et tous aux droits fondamentaux (santé, éducation, services sociaux, justice, égalité des sexes) et émanciper toutes les femmes et les filles pour une société plus juste et inclusive) et 3 (Renforcer la redevabilité et la transparence des institutions de l'Etat de droit, des acteurs privés et associatifs, et œuvrer pour des villes et des communautés durables en favorisant la participation citoyenne aux processus de prise de décision). *La cible 3 du CSC Sustainable Cities s'inscrit quant à elle davantage en cohérence avec la cible 2 du CSC Maroc : Promouvoir une croissance économique durable, inclusive, respectueuse des normes sociales et environnementales en adoptant des stratégies garantissant une amélioration des conditions de vie des populations.*

A noter que l'UVCW, Brulocalis et Echos Communication sont aussi membres du CSC Maroc. Elles contribuent via ce dernier au CSC Sustainable Cities.

6. Opportunités pour la complémentarité & la synergie avec les acteurs du CSC Maroc

Complémentarité

Les acteurs du CSC Sustainable Cities actifs au Maroc s'engagent :

- à participer aux concertations, aux échanges ou aux apprentissages collectifs organisés par le CSC Maroc, le cas échéant.
- à participer au dialogue stratégique annuel du CSC Maroc.

Les acteurs du CSC Sustainable Cities choisiront une personne de contact vers laquelle toutes les communications pertinentes peuvent être adressées et qui organisera le suivi des communications avec les autres acteurs du CSC Sustainable Cities intervenants au Maroc.

Synergies

- Apefe s'appuiera sur l'expertise d'Echos Communication pour impliquer les Collectivités Territoriales Marocaines dans la thématique de l'entrepreneuriat féminin
- Brulocalis s'appuiera sur l'expertise d'Echos Communication en matière de Coaching Territorial et cherchera des points de convergence ou complémentarité avec l'Apefe en matière de développement économique locale. Brulocalis cherchera aussi des complémentarités avec Enabel en matière de participation citoyenne et/ou de questions migratoires notamment. Brulocalis envisagera également avec le COTA dans le cadre du CSC Sustainable Cities la possibilité d'une recherche-action sur la question de la participation citoyenne.
- Echo Communication visera à articuler si possible son action sur le terrain prioritairement dans les communes marocaines partenaires de communes belges au travers de Brulocalis.

Enlace entre el MEC Perú y el MEC Ciudades sostenibles

1. Visión sobre Ciudades sostenibles

El MEC Ciudades Sostenibles reúne a los actores de la cooperación no gubernamental que trabajan bajo tres objetivos estratégicos: gobernanza, fortalecimiento de capacidades y negocios sostenibles. Perú es signatario de la Agenda 2030 (ODS) y del Acuerdo de París sobre el Cambio Climático. Ambos acuerdos enfatizan el papel y las oportunidades que ofrece el nivel local para generar sostenibilidad.

En el contexto de Perú, Lima y otras ciudades intermedias se caracterizan por sus altos índices de desigualdad y la predominancia del trabajo informal (más del 70%). Por otro lado, existe una tendencia hacia la urbanización de las zonas rurales que carece de planificación y de un enfoque ecosistémico.

¿Qué es una ciudad sostenible?

Ciudad sostenible se refiere a ciudades, pueblos y territorios bien gobernados y cuya administración se realiza con la participación democrática de los funcionarios electos responsables, de las administraciones transparentes, de las comunidades y los ciudadanos constructivos y del sector privado responsable. Son capaces de desarrollar relaciones regenerativas con criterio ecológico entre las zonas urbanas y rurales, a la vez que atienden a las necesidades amplias y socialmente definidas de todos los ciudadanos, incluidos los desfavorecidos y los vulnerables, sin poner en peligro las necesidades de las generaciones futuras. Las ciudades sostenibles se caracterizan por su estabilidad financiera y su apoyo a mecanismos de toma de decisiones y coordinación con varios niveles de gobierno. Además, ofrecen diversas formas de ciudadanía y de empoderamiento, a la vez que están interconectadas en el marco de una dinámica de gobierno más amplia del estado, de la región y de los municipios vecinos.

2. El objetivo común del MEC Sustainable Cities

A través de sus programas de la DGD, los actores del MEC temático ciudades sostenibles contribuyen a un solo objetivo común: promover que las ciudades en todo el mundo alcancen los Objetivos de Desarrollo Sostenible (ODS). La ciudad sostenible respeta los límites ecológicos del planeta, a la vez de garantizar las condiciones sociales mínimas necesarias para el bienestar de sus vecinos.

3. Actores del MEC Sustainable Cities en Perú

Los ANGSbelgas	Organización asociada de los ACNG belgas en Perú	Grupo objetivo	Enfoque/tema operativo
RIKOLTO	ECOSAD	Comerciantes de mercados de abastos	Ambiente alimentario sostenible
	Lima Como Vamos	Academia, gestores de política pública, organizaciones de la sociedad civil	Diálogo ciudadano
	Líder del MEC geográfico	ANGS	Gobernanza, fortalecimiento de capacidades y negocios sostenibles
COTA	Gobiernos locales	Gobiernos locales	Gobernanza, fortalecimiento de capacidades
	Organizaciones de la sociedad civil	Organizaciones de la sociedad civil	Gobernanza, fortalecimiento de capacidades

4. Desafíos prioritarios para las ciudades sostenibles en Perú identificados por los ACNG y sus socios locales

- Disminuir las brechas de desigualdad existentes que impiden una vida digna en la ciudad.

- Promover la participación ciudadana, y en particular la participación de los más vulnerables, en espacios de diálogo, y en el proceso de desarrollo.
- Fomentar la gobernanza local participativa para la creación conjunta de políticas sostenibles.
- Incluir en la agenda de planificación urbana un enfoque ecosistémico que priorice la seguridad alimentaria y la salud.
- Promover emprendimientos sostenibles e inclusivos, impulsando la participación de mujeres.
- Contribuir a entornos urbanos sostenibles para el cumplimiento del derecho a la ciudad, priorizando la vida activa, alimentación saludable y trabajo digno.

5. Enfoques clave de las Sustainable Cities en Perú

La transición mundial hacia Sustainable Cities requiere un enfoque que conecte el nivel local y nacional con el regional e internacional. A nivel nacional, se hace hincapié en el apoyo a los socios locales, así como en su fortalecimiento, para que puedan contribuir a la ciudad sostenible; sin embargo, es necesario avanzar también en los otros niveles. Los marcos internacionales sirven de guía, pero también pueden ser afectados por los actores locales.

Objetivo estratégico 1 en torno al tema Gobernanza	Las autoridades locales co-construyen y aplican junto con otros actores locales la política local de desarrollo sostenible	
Enfoques		ACNG
A	Elaborar y aplicar herramientas necesarias para una política de desarrollo sostenible, con especial atención a la inclusión de mujeres, jóvenes y los desafíos ambientales.	Rikolto
B	Establecer mecanismos eficaces para el diálogo y la cooperación entre los agentes locales a fin de fomentar la creación conjunta y la aplicación conjunta de políticas sostenibles.	Rikolto COTA
D	Promover un enfoque integrado del desarrollo sostenible fomentando la cooperación interinstitucional e intersectorial.	Rikolto
Objetivo estratégico 2 en torno al tema Capacidades	Se ha fortalecido la capacidad de los agentes locales para dar forma a la ciudad sostenible	
Enfoques		ACNG
B	Fortalecimiento de la capacidad de los gobiernos locales para planificar e implementar el desarrollo sostenible	COTA
D	Fortalecimiento de la capacidad de los agentes locales no gubernamentales para contribuir a la ciudad sostenible	Rikolto COTA
E	Elaborar y compartir guías metodológicas, instrumentos y recursos para los distintos tipos de capacidad que se creen.	Rikolto
F	Facilitar el intercambio y el aprendizaje entre pares y la promoción conjunta entre los agentes locales de un país, una región o a nivel internacional.	Rikolto COTA

Objetivo estratégico 3 en torno al tema Modelos de negocio	Los agentes económicos locales adoptan prácticas de adquisición inclusivas que estimulan el consumo y la producción sostenibles y el desarrollo de vínculos más fuertes entre las zonas urbanas y rurales.	
Enfoques		ACNG
A	Facilitar la gestión sostenible de los ecosistemas y territorios en los que se producen los bienes consumidos en las ciudades, incluyendo la resiliencia de los actores locales que dependen de estos ecosistemas.	Rikolto
B	Profesionalizar las organizaciones para garantizar el acceso equitativo a los servicios y recursos (incluidos los financieros) necesarios para el desarrollo y sostenibilidad de su actividad comercial, independientemente de su sexo o edad	Rikolto
C	Facilitar el desarrollo de modelos comerciales inclusivos que conecten a los productores y empresas sostenibles de las zonas rurales y urbanas con los mercados en condiciones de comercio justo, incluso mediante compras institucionales.	Rikolto
D	Fomentar la participación de los ciudadanos en la co-creación de nuevas soluciones multi-actor para sistemas económicos territoriales más sostenibles.	Rikolto

E	Documentar resultados y lecciones aprendidas y movilizarlos a fin de alentar a los agentes locales y nacionales a invertir en la reproducción de los enfoques.	Rikolto
---	--	---------

6. Oportunidades para la complementariedad y la sinergia con los actores del MEC Perú

Las Metas Estratégicas del MEC Perú	Objetivo temático del MEC Ciudades Sostenibles		
	CS1	CS2	CS3
1. Contribuir a la conservación del medioambiente, a las medidas y acciones colectivas resilientes para mitigar los efectos del cambio climático, así como a la gestión territorial y recursos naturales de forma participativa y sostenible.	X	X	
2. Contribuir al fortalecimiento de la agricultura familiar ecológica y sistemas alimentarios sostenibles en contextos de variabilidad climática y transición a diferentes escalas, así como al fomento solidario de saberes y emprendimientos inclusivos en espacios de consumo saludable.	X	X	X
3. Fomentar la economía social solidaria con emprendimientos y negocios inclusivos sostenibles a diferentes escalas y a través de redes, cadenas y mercados que aportan al desarrollo sostenible.		X	X
4. Contribuir al respeto y cumplimiento de los derechos humanos civiles y políticos, económicos, sociales, culturales y ambientales, individuales o colectivos, en especial de los grupos vulnerables.	X		
5. Fomentar la incorporación y práctica del enfoque de género en todos los ámbitos y niveles de acción, valorando y respetando el ejercicio pleno de los derechos de las mujeres y los grupos vulnerables.	X	X	X

Los actores del MEC Ciudades sostenibles reconocen que existen complementariedades y sinergias con los actores del MEC Perú. Destacan:

- Generar espacios anuales para intercambios en base a la gestión de conocimiento de cada organización.
- Participar en el diálogo estratégico anual del MEC Perú y en coordinaciones y actividades conjuntas con las OSC belgas y sus OSC socias del MEC Perú y otros MEC temáticos.

Link tussen het thematisch GSK veerkrachtige ecosystemen en het GSK Sustainable Cities



1. Visie rond Sustainable Cities

Het thematisch GSK Sustainable Cities verbindt actoren van de niet-gouvernementele samenwerking die werken aan de processen van urbanisatie, decentralisering en goed (lokaal) bestuur. Snelle verstedelijking is één van de belangrijkste trends van de 21e eeuw en gaat gepaard met continue bestuurlijke transformaties, met overdracht van bevoegdheden en middelen tussen bestuurslagen en wijzigt de verhoudingen tussen de publieke sector, de private sector en het maatschappelijk middenveld. Internationale kaders als de Agenda 2030 (SDG's), de New Urban Agenda en het klimaatakkoord van Parijs benadrukken de rol en de kansen die het lokale niveau biedt in de transitie naar een duurzame samenleving.

Wat is een Sustainable City?

Sustainable Cities zijn steden, gemeenten en dorpen die democratisch worden bestuurd door verkozen en verantwoordelijke politici, transparante bestuursinstellingen, constructieve gemeenschappen en burgers, en een privésector die zijn verantwoordelijkheid opneemt. Ze zijn in staat om de relaties tussen stedelijke en landelijke regio's te versterken op een ecologisch verantwoorde manier, en voldoen aan de uitgebreide en sociaal bepaalde behoeften van alle inwoners, waaronder kansarme en kwetsbare groepen, zonder de behoeften van toekomstige generaties in gevaar te brengen. Duurzame steden zijn financieel gezond en creëren ruimte voor hybride, veelzijdige en corruptievrije beslissingsorganen op verschillende niveaus, maken verschillende soorten burgerschap en vormen van zelfbeschikking toegankelijk en werken samen met overkoepelende overheden op nationaal en regionaal vlak, maar ook met omliggende regio's.

2. Het gemeenschappelijke doel van het GSK Sustainable Cities

De actoren van het GSK Sustainable Cities dragen via hun DGD-programma's bij aan één gemeenschappelijk doel: *promoten van Sustainable Cities wereldwijd, met name steden, gemeenten of afgebakende territoria waarbinnen de duurzame ontwikkelingsdoelstellingen (Sustainable Development Goals of SDG's) zijn gerealiseerd. De Sustainable City blijft binnen de ecologische grenzen van de planeet, en garandeert tegelijkertijd de sociale minimumvoorwaarden die nodig zijn voor het welzijn van haar inwoners.*

3. Actoren van het GSK Sustainable Cities met een werking die aansluit bij GSK veerkrachtige ecosystemen

Belgische ANGS	Partnerorganisatie van de Belgische ANGS	Doelgroep	Focus/thema werking
VVSG	Lokale besturen (via stedenbanden); koepelorganisaties voor lokale besturen	Politici, ambtenaren en middenveld van de betrokken lokale besturen	Goed lokaal bestuur in functie van een duurzaam en coherent beleid

<i>Rikolto</i>	<i>Lokale besturen, de privésector, maatschappelijke organisaties, producentenorganisaties, academische instellingen</i>	<i>Consumenten, landbouwers, kleine en middelgrote levensmiddelenbedrijven, distributeurs, diensten voor bedrijfsontwikkeling, lokale overheden</i>	<i>Duurzame, veerkrachtige en inclusieve territoriale voedselsystemen</i>
----------------	--	---	---

4. Prioritaire uitdagingen voor Sustainable Cities in afstemming met veerkrachtige ecosystemen zoals geïdentificeerd door de ANGS en hun lokale partners

Met 55% van de wereldbevolking die momenteel in steden woont, een aantal dat naar verwachting zal stijgen tot 70% in 2050, is snelle verstedelijking een van de belangrijkste trends van de 21e eeuw geworden. Aangezien steden 80% van de wereldeconomie genereren, zorgt de snelle verstedelijking voor meer welvaart, maar ook voor een veelheid aan ontwikkelingsvraagstukken. Duurzame steden bieden daardoor zowel kansen als uitdagingen voor het behoud, de verdere ontwikkeling en duurzaam benutten van veerkrachtige ecosystemen op hun grondgebied en dit in constructieve relatie met omliggende semi-urbane en rurale gebieden. Bijvoorbeeld door het opzetten van duurzame (voedsel)productieketens en duurzaam gebruik van grondstoffen en water waarbij de bescherming van ecosystemen in evenwicht is met de noden van de bevolking.

Stedelijke consumptie bijvoorbeeld heeft een effect op broeikasgasemissies en ecosystemen wanneer rekening wordt gehouden met consumptiegerelateerde emissies. Stedelijke maatregelen kunnen de emissies van belangrijke consumptie categorieën zoals gebouwen en infrastructuur (26% tegen 2030), voedsel (36% tegen 2030) en kleding en textiel (39% tegen 2030) aanzienlijk terugdringen. Een beter beheer van stedelijk afval biedt een kans om de ecosystemen beter te beschermen. Voedsel- en groenafval bijvoorbeeld omvat vaak meer dan 50% van al het gemeentelijk afval (Silpa et al. 2018). Minder dan 2% van het organisch afval wordt echter teruggewonnen richting lokale landbouweconomie (Ellen MacArthur Foundation, 2019). Lokaal beleid dat leidt tot vermindering van voedselverlies en -verspilling zou de behoefte aan landomschakeling voor extra voedselproductie kunnen verminderen.

Deze uitdagingen aangaan is complex omwille van de vele factoren die er een rol kunnen in spelen. Op sociaal-economisch vlak zijn er hardnekkige verschillen in welvaart tussen stad en platteland, tussen generaties, op het vlak van gender en tussen verschillende bevolkingsgroepen die de implementatie van maatregelen bemoeilijken. Daarnaast zijn er culturele gebruiken en maatschappelijke belangen die tot weerstand kunnen leiden om duurzame consumptie en zorg voor veerkrachtige ecosystemen op elkaar af te stemmen. Organisatorisch is het grote aantal betrokken partijen binnen de stad of gemeente en tussen gemeenten onderling een uitdaging voor het opzetten van participatieve (beleidsvoorbereidende) processen. Bovendien zijn belangen tussen actoren onderling en belangen op korte of lange termijn niet steeds eenduidig te combineren. Korte termijn economische belangen staan vaak tegenover sociale en ecologische belangen op langere termijn. Daar tegenover staan voorbeelden van succesvolle privaat-publieke samenwerkingen. Op bestuurlijk vlak is vaak intergemeentelijke samenwerking en/of afstemming met andere beleidsniveaus noodzakelijk om bescherming en duurzame exploitatie van ecosystemen te kunnen realiseren en om een antwoord te kunnen bieden op bovenstaande uitdagingen. (Inter)nationale crises (zoals Covid als gezondheids crisis maar ook met een economische impact), verscherpen de uitdagingen omwille van de druk die gelegd wordt op de beschikbare middelen op lokaal niveau en vanuit andere overheden. De vele actoren binnen de sustainable city beschikken niet steeds over de nodige capaciteiten om constructief om te gaan met

de snelle verstedelijking, de druk van menselijke aanwezigheid binnen de ecosystemen rond deze steden en de klimaatverandering die beide bewegingen versterkt.

Binnen het GSK sustainable cities bedoelen we met lokalen actoren alle actoren die lokaal actief zijn en een bijdrage (kunnen) leveren om sustainable cities te realiseren. Deze lokale actoren delen we op in 2 groepen: de lokale overheid (het lokale politiek en ambtelijke niveau) en andere lokale actoren (alle lokale actoren m.u.v. de lokale overheid). De andere lokale actoren betreffen het middenveld, de private sector, scholen, verenigingen, burgers, etc.

5. Strategische doelen en belangrijkste benaderingen rond Sustainable Cities in relatie met veerkrachtige ecosystemen

De wereldwijde omslag naar sustainable cities gaat hand in hand met een doordachte bescherming en exploitatie van veerkrachtige ecosystemen. Een Sustainable City zet mee in op een gezond en veerkrachtig ecosysteem in relatie met een duurzame lokale ontwikkeling. Het is niet mogelijk om een Sustainable City als gegeven op zich te zien: ze staat per definitie in relatie met de directe en indirecte omgeving (ecosystemen) en de zorg daarvoor. Mens, milieu en (bredere) omgeving zijn in een Sustainable City sterk verbonden. Binnen het GSK Sustainable Cities wordt ingezet op de volgende **strategische doelen**, telkens in relatie met gezonde en veerkrachtige ecosystemen:

1. Local governments co-create and implement together with other actors a local policy for sustainable development
2. Local authorities and actors strengthen their capacities to contribute to a sustainable city
3. Local economic actors, including local governments, adopt inclusive sourcing practices that stimulate sustainable consumption and production

De volgende **benaderingen** dragen bij tot de realisatie van de strategische doelen: ontwikkeling en implementatie van ondersteunende instrumenten, dialoog, lobbywerk, verschillende werkwijzen voor capaciteitsversterking, ondersteuning en professionalisering van alle betrokkenen in een (voedsel)productieketen, faciliteren van inclusieve en duurzame bedrijfsmodellen en het betrekken en sensibiliseren van burgers voor duurzame consumptie. Deze benaderingen en strategische doelen voor het GSK sustainable cities zijn van toepassing op beleidsdomeinen die enerzijds rechtstreeks verband hebben met veerkrachtige ecosystemen (denk aan milieuzorg, beleid rond water, enz) en anderzijds transversaal vanuit een integrale benadering rond duurzaamheid. Zowel bij de transversale benadering als voor specifieke beleidsdomeinen zijn er raakvlakken tussen beide GSK's.

Geografisch zijn volgende landen betrokken bij het GSK sustainable cities: : België, Benin, Brazilië, Burkina Faso, Ecuador, Guatemala, Honduras, India, Indonesië, Madagascar, Marokko, Nicaragua, Uganda, Peru, RDC, Rwanda, Salvador, Senegal, Tanzania, Vietnam en Zuid Afrika.

6. Opportuniteiten voor complementariteit & synergie met de actoren van het GSK veerkrachtige ecosystemen

Beide GSK's zien een opportuniteit in het uitwisseling van gedachten over de vraag hoe ecosystemen en duurzame steden met elkaar in verband kunnen worden gebracht, over de vraag hoe de interactie tussen lokale overheid en plaatselijke gemeenschappen kan worden verbeterd, en over de vraag hoe de duurzame toegang tot en het duurzame gebruik en beheer van ecosystemen kunnen worden verbeterd.

Cadre Stratégique Commun Rwanda - Lien avec le CSC

Thématique des villes durables

1. Vision relative aux Sustainable Cities

Le CSC thématique Sustainable Cities réunit des acteurs de la coopération non-gouvernementale qui développent des processus d'urbanisation, de décentralisation et de bonne gouvernance (locale). L'urbanisation rapide est l'une des tendances les plus importantes du 21^e siècle, et elle s'accompagne de transformations administratives continues, avec un transfert de compétences et de moyens entre les niveaux d'administration, et modifie les rapports entre le secteur public, le secteur privé et la société civile. Des cadres internationaux comme l'Agenda 2030 (ODD), le New Urban Agenda et l'Accord de Paris sur le climat soulignent le rôle et les opportunités offerts par le niveau local dans la transition vers une société durable.

Qu'est-ce qu'une Sustainable City ?

Les Sustainable Cities sont des métropoles, villes et villages bien gouvernés, coproduits démocratiquement par des élus responsables, des administrations transparentes, des communautés et citoyens constructifs, et un secteur privé responsable. Elles sont en mesure de développer des relations ville-campagne régénératrices écologiquement saines et de répondre aux besoins spécifiques généraux et sociaux de tous les citoyens, y compris les citoyens défavorisés et vulnérables, sans compromettre les besoins des générations futures. Les Sustainable Cities sont financièrement stables, elles encouragent des mécanismes décisionnels hybrides, multi-couches et intègres, elles donnent accès à une diversité de formes de citoyenneté et d'autonomisation, et sont interconnectées dans des dynamiques de gouvernance plus larges de l'État, de la région et de localités avoisinantes.

2. L'objectif commun du CSC Sustainable Cities

Les acteurs du CSC Sustainable Cities contribuent par le biais de leurs programmes DGD à l'un des objectifs communs : *promouvoir les Sustainable Cities à travers le monde, notamment des villes, communes ou territoires délimités dans lesquels les objectifs de développement durable (Sustainable Development Goals ou SDG) sont réalisés. La Sustainable City reste dans les limites écologiques de la planète, et garantit en même temps les conditions sociales minimales qui sont nécessaires pour assurer le bien-être de ses habitants.*

3. Acteurs du CSC Sustainable Cities au Rwanda

Les participants actuels à ce CSC sont Brulocalis, COTA, Echos Communication, Oxfam MdM, Rikolto, UVCW et VVSG. Pour le Rwanda, Rikolto est l'organisation partenaire principale pour assurer les liens entre le CSC thématique et le CSC du Rwanda.

ACNG belges	Organisation partenaire des ACNG belges au Rwanda	Groupe-cible	Focalisation/fonctionnement autour du thème
Rikolto	- Les institutions publiques telles que les autorités de Rubavu (TBC) - Partenaires du secteur privé (TBD) Groupes d'agriculteurs dans les zones périurbaines	Agriculteurs, prestataires de services de développement des entreprises, PME du secteur alimentaire, détaillants, consommateurs, autorités locales	Des systèmes alimentaires territoriaux durables et inclusifs dans les villes rwandaises
COTA	- Les autorités locales (TBD) - Les organisations de la société civile (TBD)	Autorités locales, organisations de la société civile	Renforcement de la gouvernance locale à travers des mécanismes participatifs, de concertation, de coordination pour la formulation et le suivi des stratégies de développement local

4. Défis prioritaires pour les Sustainable Cities au Rwanda identifié par les ACNG et leurs partenaires locaux

L'urbanisation apporte une plus grande prospérité, mais entraîne également des problèmes de développement, tant pour les villes que pour les zones périurbaines et rurales avoisinantes. L'expansion urbaine implique donc en même temps de nouvelles opportunités et de nouveaux défis pour des communautés, y compris la question de comment garantir une alimentation saine, équilibrée et durable à une population urbaine croissante. Les principaux défis en matière de Sustainable Cities sur lesquels se concentreront les approches sont les suivants (sous réserve d'une analyse approfondie en 2021) :

- L'accès des citoyens à une alimentation de qualité et durable dans les villes rwandaises
- L'accès des petits producteurs aux marchés alimentaires urbains au Rwanda
- L'accès des entrepreneurs et producteurs aux services et ressources nécessaires pour que leurs produits s'orientent vers davantage de durabilité.
- L'entrepreneuriat des jeunes dans le domaine de l'alimentation saine et durable
- La participation effective des divers acteurs dans les mécanismes de coordination et/ou gouvernance territoriale en matière d'alimentation.

La mise en œuvre de stratégies locales de développement durable nécessite de mettre en place une gouvernance partagée et inclusive. Ceci implique notamment :

- De renforcer les capacités des acteurs à jouer leur rôle dans le processus de décentralisation et de gouvernance locale ;
- De renforcer et structurer les processus de concertation favorisant le dialogue multi-acteurs, la coopération entre les acteurs et la coordination des actions de développement au niveau local.

5. Principales approches liées aux villes durables au Rwanda

Cible stratégique 1 relative à la gouvernance	<i>Co-construire et mettre en œuvre la politique locale de développement durable.</i>	
Approches		ANGS
A	Élaborer et mettre en œuvre des instruments, des outils et des stratégies pour des systèmes alimentaires urbains et régionaux durables et inclusifs au Rwanda en contribuant à la gouvernance alimentaire urbaine pour catalyser les actions collectives	Rikolto
B	Élaborer et mettre en œuvre des mécanismes et des outils efficaces de dialogue, de coordination et de coopération entre les acteurs pour favoriser la co-création et la mise en œuvre des politiques locales de développement durable (gouvernance multi-acteurs)	COTA
Cible stratégique 2 relative aux capacités	<i>Renforcer les capacités des acteurs non gouvernementaux locaux à contribuer à la ville durable.</i>	
Approches		ANGS
B	Renforcer des capacités techniques et managériales des autorités locales	
C	Renforcer les capacités des acteurs locaux (non gouvernementaux) pour dialoguer avec les pouvoirs publics locaux et participer au développement local durable Renforcer les capacités des acteurs locaux (non gouvernementaux), tels que les prestataires de services, les organisations paysannes, les PME, les détaillants et les citoyens, afin qu'ils puissent assumer leur rôle dans la transition vers des systèmes alimentaires urbains et régionaux durables et inclusifs au Rwanda	COTA Rikolto
E	Faciliter les échanges et l'apprentissage entre pairs	
Cible stratégique 3 relative aux modèles d'entreprise	<i>Les acteurs locaux dans les villes adoptent des modèles commerciaux inclusifs pour stimuler la consommation et la production durables.</i>	
Approches		ANGS
B	Professionaliser les prestataires de services de développement des entreprises afin de garantir que les producteurs et les entrepreneurs aient un accès équitable aux services et aux ressources nécessaires au	Rikolto

	développement de leur activité commerciale durable, indépendamment de leur sexe ou de leur âge.
C	Faciliter le développement de modèles commerciaux inclusifs et circulaires entre les producteurs durables et les acheteurs urbains
D	Incuber des entreprises innovantes et durables et renforcer l'accès aux services
F	Documenter les approches et les résultats et les mobiliser pour encourager les acteurs locaux et nationaux à investir dans la reproduction des approches

6. Opportunités pour la complémentarité & la synergie avec les acteurs du CSC Rwanda
Rikolto met en œuvre un programme de villes durables à l'échelle mondiale, appelé Food Smart Cities. Ce programme fait partie du CSC thématique des villes durables. À l'échelle mondiale, nos systèmes alimentaires sont en crise et doivent devenir plus durables, résilients et inclusifs. Le programme "Food Smart Cities" vise à accélérer à contribuer à la transition vers des systèmes alimentaires territoriaux résilients et inclusifs et des régimes alimentaires sains, durables et nutritifs dans les villes. Rikolto servira de pont entre le CSC "Sustainable Cities" et le CSC Rwanda et travaillera activement à l'identification et à l'opérationnalisation des synergies. Des opportunités spécifiques se présenteront probablement pour les activités menées dans le cadre du 3e objectif stratégique du CSC SC (modèles d'entreprise inclusifs) et des cibles no. 5 (agriculture) et 7 (entreprenariat) du CSC Rwanda.

A partir de Janvier 2022, Rikolto et ses partenaires souhaitent lancer un programme Food Smart Cities au Rwanda, dans le cadre du CSC thématique des villes durables. Pour ce faire, Rikolto analysera minutieusement le contexte Rwandais au cours de l'année 2021 avec l'ambition de chercher des opportunités de complémentarités et de synergies avec les autres acteurs belges présents dans le pays. Sachant qu'Enabel-Rwanda coordonne un portefeuille important de programmes autour des thématiques de l'urbanisation et de l'agriculture, le CSC thématique des villes durables s'engage à trouver des complémentarités maximales avec le travail de Enabel sur le terrain. Enabel coordonne des activités à Rubavu, Musanze et Rwamanga. Ces trois villes sont en pleine croissance et ont un potentiel important grâce à leurs terres fertiles. Leur proximité avec les grandes villes telles que Kigali et Goma (RDC) font de celles-ci des acteurs importants dans le développement des systèmes alimentaires durables pour la région.

La décentralisation et la gouvernance locale est l'une des thématiques d'intervention du Cota. Le Cota entend travailler avec différents acteurs (Etat, collectivités locales, ONG, associations, acteurs du secteur privé marchand) en vue de contribuer à la mise en œuvre de stratégies locales de développement durable, et notamment d'apporter des solutions pour faciliter la mise en œuvre des ODD au niveau local. Le programme DGD 2022 - 2026 que le Cota souhaite déposer aura pour objet la mise en œuvre de projets de recherche-action visant à produire des connaissances sur des problématiques concrètes à partir de l'expérience des acteurs tout en élaborant avec ces acteurs des solutions à même de les renforcer dans leurs propres actions.

Liens entre le CSC Sénégal et le CSC Sustainable Cities

1. Vision relative aux Sustainable Cities

Le CSC thématique Sustainable Cities réunit des acteurs de la coopération non-gouvernementale qui développent des processus d'urbanisation, de décentralisation et de bonne gouvernance (locale). L'urbanisation rapide est l'une des tendances les plus importantes du 21e siècle, et elle s'accompagne de transformations administratives continues, avec un transfert de compétences et de moyens entre les niveaux d'administration, et modifie les rapports entre le secteur public, le secteur privé et la société civile. Des cadres internationaux comme l'Agenda 2030 (ODD), le New Urban Agenda et l'Accord de Paris sur le climat soulignent le rôle et les opportunités offerts par le niveau local dans la transition vers une société durable.

Qu'est-ce qu'une Sustainable City ?

Les Sustainable Cities sont des métropoles, villes et villages bien gouvernés, coproduits démocratiquement par des élus responsables, des administrations transparentes, des communautés et citoyens constructifs, et un secteur privé responsable. Elles sont en mesure de développer des relations ville-campagne régénératrices écologiquement saines et de répondre aux besoins spécifiques généraux et sociaux de tous les citoyens, y compris les citoyens défavorisés et vulnérables, sans compromettre les besoins des générations futures. Les Sustainable Cities sont financièrement stables, elles encouragent des mécanismes décisionnels hybrides, multi-couches et intègres, elles donnent accès à une diversité de formes de citoyenneté et d'autonomisation, et sont interconnectées dans des dynamiques de gouvernance plus larges de l'État, de la région et de localités avoisinantes.

2. L'objectif commun du CSC Sustainable Cities

Les acteurs du CSC Sustainable Cities contribuent par le biais de leurs programmes DGD à l'un des objectifs communs : *promouvoir les Sustainable Cities à travers le monde, notamment des villes, communes ou territoires délimités dans lesquels les objectifs de développement durable (Sustainable Development Goals ou SDG) sont réalisés. La Sustainable City reste dans les limites écologiques de la planète, et garantit en même temps les conditions sociales minimales qui sont nécessaires pour assurer le bien-être de ses habitants.*

Les cibles stratégiques arrêtées dans le CSC Sustainable Cities sont:

- *Les autorités locales co-construisent et mettent en œuvre avec d'autres acteurs une politique locale de développement durable.*
- *Les autorités et acteurs locaux renforcent leurs capacités à façonner la ville durable.*
- *Les acteurs économiques locaux, y compris les gouvernements locaux, adoptent des pratiques d'approvisionnement inclusives qui stimulent la consommation et la production durables*

3. Acteurs du CSC Sustainable Cities au Sénégal

ACNG belges	Organisation partenaire des ACNG belges au Sénégal	Groupe-cible	Focalisation/fonctionnement autour du thème
Brulocalis	Les 4 gouvernements locaux de Grand-Dakar – Berchem-Ste-Agathe, Marsassoum – Anderlecht Léona - Hastière, Mbour-Molenbeek-St Jean	<ul style="list-style-type: none"> • Les populations des communes de Grand-Dakar, Léona, Mbour, Marsassoum • Les élus et fonctionnaires locaux des communes impliquées, concernés par le secteur d'intervention • <i>(plus indirectement) : les partenaires locaux des communes impliquées</i> - <i>(plus indirectement) : les autorités d'autres niveaux gouvernementaux (de par le fait que le développement de l'administration locale les amène à faire évoluer leur organisation, la législation et leurs pratiques)</i> 	<ul style="list-style-type: none"> • Bonne gouvernance locale • Développement socio-économique local durable et inclusif • Gestion participative des politiques locales • Renforcement général des services communaux de base
VVSG	Les gouvernements locaux de Tambacounda – Sint-Niklaas Sokone – Zemst KemoPoDi – Deinze Lievegem (3 partenariats communaux)	<ul style="list-style-type: none"> • La population des communes de Tambacounda, Sokone et KemoPodi • Les élus et fonctionnaires locaux des communes impliquées, concernés par le secteur d'intervention • <i>(plus indirectement) : les partenaires locaux des communes impliquées</i> <p><i>(Plus indirectement : les autorités d'autres niveaux gouvernementaux (de par le fait que le développement de l'administration locale les amène à faire évoluer leur organisation, la législation et leurs pratiques)</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> • Bonne gouvernance locale • Gestion de déchets • Valorisation de déchets • Autonomisation économique des femmes et des jeunes • Économie circulaire

Rikolto	<ul style="list-style-type: none"> -Collectivités locales (Villes de Dakar, Ville de Thiès); -Agents communaux responsables des marchés et petits commerces de quartier (kiosques) -Direction générale des cantines scolaires, comité de gestion des cantines scolaires au sein des écoles -Instituts de recherche -ONGs et réseaux partenaires 	<ul style="list-style-type: none"> -Organisations de producteurs et maraichers dans les zones périurbaines. -Partenaires privés (marchés, supermarchés et superettes). -Organisation de la société civile (Association des consommateurs, Association de Nutrition et d'alimentation du Sénégal (ANAS), Association des parents d'élèves) -Direction de 4 Ecoles à Dakar et à Thiès 	<p>Systèmes alimentaires durables dans les villes bâtis sur des modèles d'affaires inclusifs.</p> <ul style="list-style-type: none"> -Alimentation saine au niveau des cantines scolaires -Initiation au micro jardinage au niveau des écoles -Gestion et valorisation des déchets (femmes et jeunes) - économie circulaire
Echos Communication	<p>Rikolto, Croix-Rouge, synergie de mutualisation synergies avec les ACNG belges, Brulocalis et VVSG</p>	<p>Collectivités locales, les jeunes animateurs coachs, entreprises sociales (sociale business du type recyclages du plastique, ISC locales et radios locales,</p>	<p>Ville durable, ville verte en collaboration avec la Ville de Dakar, résilience aux chocs extérieurs (type pandémie, inondations, etc), changement climatique, éducation citoyenne</p>
COTA	<p>Autorités locales (TBD) Organisations de la société civile (TBD)</p>	<p>Autorités locales, organisations de la société civile</p>	<p>Renforcement de la gouvernance locale à travers des mécanismes participatifs, de concertation, de coordination pour la formulation et la mise en œuvre de stratégies de développement local</p> <p>Amélioration de l'inclusion des populations vulnérables</p>

4. Défis prioritaires pour les Sustainable Cities au Sénégal identifié par les ACNG et leurs partenaires locaux

L'urbanisation apporte une plus grande prospérité, mais entraîne également des problèmes de développement, tant pour les villes que pour les zones périurbaines et rurales avoisinantes. L'expansion urbaine implique donc en même temps de nouvelles opportunités et de nouveaux défis pour des communautés au Sénégal. Près de 46.7% de la population sénégalaise vit en zone urbaine, ce qui constitue un défi majeur pour les autorités locales.

Entre 2016 et 2020 le Plan Sénégal Emergence a insufflé une nouvelle dynamique socio-économique au pays, visant le bien-être des hommes, des femmes, des jeunes ainsi que des publics vulnérables et des trajectoires de développement sobre en carbone.

Le pays a intégré des principes de développement durable dans les politiques nationales afin d'inverser la tendance à la dégradation des ressources naturelles et de l'environnement.

La crise du Covid-19 a été un accélérateur d'inégalités. Les restrictions imposées ont fortement impactés l'économie informelles dans les grandes villes dans lesquelles les activités journalières représentent la source principale des revenus de la population urbaine ; contrairement aux zones rurales.

Six défis majeurs :

Défi de gouvernance territoriale :

- Renforcement des capacités des collectivités territoriales
- Concertation et coordination multi-acteurs
- Articulation des différentes échelles territoriales (quartier/commune/intercommunalités/ville), et/ou administratives (services de l'Etat, services des collectivités territoriales, ...)
- Cohésion sociale
- Participation citoyenne et démarches inclusives
- Gestion intégrée participative
- Système instable en ce qui concerne les élections locales => incertitudes pour la réalisation des programmes de partenariats municipaux
- Retards et ambiguïtés dans le transfert des moyens du niveau fédéral au niveau local => difficultés à renforcer les capacités des gouvernements locaux

Défi de résilience :

- Face aux changements climatiques
- Face aux risques naturels et catastrophes naturelles
- Face aux chocs pandémiques

Défi des conditions de vie :

- Sécurité alimentaire et systèmes alimentaires durables
- Propreté/hygiène
- Cadre de vie, environnement, poumons verts

Défi de sauvegarde d'environnement :

- Urbanisme
- Infrastructures urbaines durables
- Energies : découverte de pétrole aux larges des côtes sénégalaises (en relation avec la protection des ressources naturelles)

Défi d'emplois, notamment des jeunes et des femmes

- L'accès des populations locales, et des jeunes et des femmes en particulier, à un emploi décent, durable et inclusif dans leurs territoires respectifs ;

Défi d'un système alimentaire urbain durable et inclusif

- L'accès à une alimentation saine, durable et nutritive pour tous les citoyens
- Une alimentation saine et équilibrée dans les cantines scolaires
- Un accès aux marchés urbains pour les petits producteurs
- Forte pression sur les terres fertiles, (récupération des déchets fruits et légumes des différents marchés par des jeunes et des femmes pour la fabrication de compost)

5. Principales approches autour des Sustainable Cities au Sénégal

Le basculement mondial vers des Sustainable Cities requiert une approche qui associe le niveau local et national au niveau régional et international. Au niveau national, l'accent est mis sur le soutien et le renforcement des partenaires locaux afin qu'ils puissent contribuer à la ville durable. Cela n'est cependant pas possible sans établir le lien avec ce qui se passe au niveau régional, continental ou mondial autour des Sustainable Cities. Les cadres internationaux sont des cadres directeurs mais peuvent également être influencés par des acteurs locaux. Les connaissances et les bonnes pratiques sont partagées en dehors des limites de la ville. Au Sénégal, Les ACNG se concentreront principalement sur les approches et objectifs suivants afin de répondre aux défis :

Afin de répondre à ces défis, les ACNG se concentreront principalement sur les approches et objectifs suivants.

Cible stratégique 1 relative à la gouvernance		Coconstruire et mettre en œuvre la politique locale de développement durable.
Cet objectif sera réalisé via différentes approches : l'acquisition de connaissances comme prérequis à l'élaboration des politiques ; la création et l'implémentation d'outils efficaces de dialogue, de coordination et de coopération entre acteurs, afin de favoriser la cocréation et la co-implémentation ; la mise en œuvre d'un plaidoyer à différentes échelles pour améliorer le contexte opérationnel des villes ; le développement d'une approche intégrée via la coopération inter / intra institutionnelle et intersectorielle et la gouvernance multi-niveaux.		
Approches		ACNG
A	Elaborer et mettre en œuvre des mécanismes, les outils et les ressources pour une politique de développement durable, en accordant une attention particulière aux défis environnementaux et à l'inclusion des femmes, des jeunes et des groupes marginalisés.	COTA, Echos Communication, Rikolto, VVSG, Brulocalis
B	Définir et mettre en œuvre des processus et des outils efficaces qui facilitent le dialogue, la coordination et la collaboration entre les acteurs afin d'encourager la co-création et la mise en œuvre de politiques locales pour le développement durable (gouvernance multipartite).	COTA, Echos Communication, Rikolto, VVSG, Brulocalis
C	Mener un plaidoyer auprès des différents niveaux de gouvernement et d'autres institutions (UE, ONU, ...) pour améliorer le contexte (judiciaire, juridique, politique...) dans lequel les gouvernements et les acteurs locaux opèrent.	VVSG, Brulocalis
D	Promouvoir la coopération territoriale et intergouvernementale (gouvernance à plusieurs niveaux)	VVSG, Brulocalis
E	Développer et mettre en œuvre une politique intégrée pour le développement durable (politique transversale)	Echos Communication, VVSG, Brulocalis

Cible stratégique 2 relative aux capacités		<i>Co-construire et mettre en œuvre la politique locale de développement durable.</i>
<p>Ces capacités concernent aussi bien la volonté, les connaissances, et les compétences que les attitudes, processus et ressources. Sont couvertes les autorités locales en tant que telles, mais aussi les autres parties prenantes telles que les citoyen.ne.s, les associations et le secteur privé, avec une attention particulière pour les populations marginalisées. La réalisation de cet objectif passera par : un travail de sensibilisation de tous ces acteurs aux cadres et concepts existants tels que les ODD, la théorie du doughnut ; le renforcement de leurs ressources (financières) et de leurs capacités techniques, managériales, d'animation, de plaidoyer, etc. ; le développement d'outils et de mécanismes d'apprentissage spécifiques.</p>		
Approches		ACNG
A	Sensibiliser les gouvernements et les acteurs locaux aux principes, aux concepts et à la pertinence d'une ville durable (= appropriation).	Echos Communication, VVSG, Brulocalis
B	<p>Renforcer les capacités des gouvernements locaux pour contribuer à une ville durable. Cela comprend, entre autres, les éléments suivants</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le renforcement des capacités techniques et de leadership en ce qui concerne les principes de bonne gouvernance (gouvernements efficaces, compétents et responsables). - Le renforcement des capacités à mener des politiques participatives, inclusives et fondées sur des preuves, en accordant une attention particulière aux groupes vulnérables - Renforcer les capacités à développer et à mettre en œuvre une politique multidisciplinaire, intégrée et territoriale pour appliquer la vision d'une ville durable. - Renforcer les capacités pour soutenir les processus de participation multi-acteurs. - Renforcer les capacités à mesurer l'impact des diverses initiatives qui contribuent à une ville durable. - Renforcer les capacités de lobbying (conjoint). - Améliorer et utiliser plus efficacement les financements mis à la disposition des autorités locales pour la mise en œuvre du développement durable. 	COTA, Echos Communication, VVSG, Brulocalis

C	<p>Renforcer les capacités des acteurs locaux (société civile, secteur privé, écoles, associations, citoyens, etc.) pour contribuer à une ville durable. Cela comprend, entre autres, les éléments suivants</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le renforcement des capacités (techniques) pour participer activement à la société durable. - Le renforcement des capacités à s'engager et à dialoguer avec les gouvernements locaux. - Le renforcement de la sensibilisation des citoyens à leurs droits et devoirs (en particulier les femmes, les jeunes et les groupes vulnérables). - Le renforcement des capacités nécessaires pour que les acteurs locaux puissent assumer de manière optimale leur rôle de chien de garde vis-à-vis du gouvernement (local). - Renforcer les capacités à mesurer l'impact des différentes initiatives qui contribuent à une ville durable. - Renforcer les capacités de lobbying (conjoint). - Améliorer et utiliser plus efficacement les financements mis à la disposition des acteurs locaux pour la mise en œuvre du développement durable. 	<p>COTA, Echos Communication, Rikolto, VVSG, Brulocalis</p>
D	<p>Développer et partager des méthodologies, des outils et des ressources pour les différents types de capacités.</p>	<p>COTA, Echos Communication, VVSG, Brulocalis</p>
E	<p>Mettre en place des mécanismes d'échange entre pairs et d'apprentissage mutuel entre les gouvernements locaux et les acteurs au sein d'un pays, d'une région ou au niveau international.</p>	<p>COTA, Rikolto, VVSG, Brulocalis</p>

Cible stratégique 3 sur les modèles économiques durables & inclusifs	<i>Les acteurs économiques locaux adoptent des pratiques d'approvisionnement inclusives qui stimulent la consommation et la production durables</i>	
<p>Les acteurs économiques locaux sont prioritairement visés ici, afin qu'ils adoptent des pratiques d'approvisionnement inclusives stimulant la consommation et la production durables et renforçant les liens entre villes et campagnes. Les approches préconisées ici incluent : le renforcement des producteurs locaux engagés dans des démarches de durabilité, en mettant l'accent sur leur connexion avec les entreprises et marchés urbains, et ce dans des conditions commerciales équitables (ex. marchés publics) ; le soutien à l'entrepreneuriat durable, en particulier des jeunes ; l'implication des citoyennes dans la cocréation des systèmes économiques territoriaux durables (ex. citizen science, donut labs) ; l'approvisionnement en produits sains issus de l'agriculture durable des cantines scolaires par des organisations de producteurs ; la fabrication du compost par des jeunes et des femmes avec des déchets provenant des marchés et supermarchés.</p>		
Approches		
A	Faciliter la gestion durable des écosystèmes et territoires dans lesquels sont produits les biens consommés en ville, y compris la résilience des acteurs locaux (producteurs, PME) qui dépendent de ces écosystèmes.	Rikolto
B	Professionnaliser les organisations de producteurs et renforcer les fournisseurs de services en vue d'assurer un accès équitable des producteurs et entrepreneurs aux services et ressources (y compris financières) nécessaires au développement de leur activité commerciale durable, indépendamment de leur genre ou de leur âge.	Rikolto, VVSG
C	Faciliter le développement de modèles économiques inclusifs et/ou circulaires qui connectent les producteurs et entreprises durables des zones rurales, péri-urbaines et urbaines aux marchés urbains dans des conditions commerciales équitables, y compris dans le cadre d'achats institutionnels par les gouvernements locaux et les acteurs locaux (cantines scolaires, marchés publics, etc.)	Echos Communication, Rikolto, VVSG, Brulocalis
D	Faciliter le développement et l'incubation d'entreprises contribuant à la production et la consommation territoriale durable et renforcer les écosystèmes locaux de soutien aux PME durables.	Rikolto
E	Favoriser la participation des citoyens dans la cocréation de nouvelles solutions multi-acteurs pour des systèmes économiques territoriaux plus durables (e.g. via des initiatives de "citizen science", des donuts labs, des ateliers d'échanges avec le secteur privé et le monde académique, le renforcement des organisations de la société civile sur ces thématiques, l'organisation de campagnes de sensibilisation, etc.)	Echos Communication, Rikolto, Brulocalis

F	Documenter les approches, résultats et enseignements et les mobiliser afin d'encourager les acteurs locaux et nationaux, y compris les gouvernements, à investir dans la réplication des approches.	Echos Communication, Rikolto, Brulocalis
----------	---	--

6. Opportunités pour la complémentarité & la synergie avec les acteurs du CSC Sénégal

- Dans le CSC Sénégal : la cible stratégique principale est la gouvernance locale et approches territoriales, par ailleurs VVSG sera observateur pour les cibles stratégiques 1, 2 et 3.
- Cible 3 : Urbain, péri-urbain, rural continuum urbain. Un travail sur les conditions sanitaires de certains marchés urbains reste à mener, et la liaison avec les zones maraichères alentours, tant pour les intrants comme le composte que pour les produits agricoles reste à effectuer. Il serait aussi intéressant de mettre certains producteurs du continuum urbain en lien avec des supérettes au niveau des villes. Le track record de certains acteurs (VVSG) dans des villes moyennes pourront être utile pour approcher ces thèmes de manière systémique.
- Des synergies et partages de connaissances sont possibles avec les autres organisations belges qui sont déjà au Sénégal ou qui comptent démarrer leurs activités :
- VVSG Kemopodi (Djander) dans la région de Thiès qui est une des villes cibles pour le programme FSC-Economie circulaire. Spécialiste dans la valorisation des déchets avec la fabrication de compost et autonomie économique des femmes et des jeunes.
- Iles de Paix si jamais le démarrage des activités se concrétise au Sénégal, possibilité d'augmenter les rendements des OPs qui vont approvisionner les villes dans le cadre d'un programme agro écologique. Tambacounda ville cible pour expansion du programme FSC
- La présence commune de plusieurs ACNG au sein du CSC Villes Durables et CSC Sénégal/Cible 1 devrait permettre d'enrichir mutuellement les 2 CSC, avec, d'une part, une vision plus transversale, trans-pays qui s'appuie sur des bonnes pratiques, des outils, des instruments de renforcement de la gouvernance locale, et d'autre part, une intervention locale qui peut servir de laboratoire territorial.

LINK BETWEEN JSF TANZANIA AND THEMATIC JSF SUSTAINABLE CITIES

The Thematic JSF Sustainable Cities (JSF SC) unites all BNGAs working on processes of urbanization, decentralization and (local) good governance. Rapid urbanization is one of the most important trends of the 21st century. International frameworks like the Agenda 2030 (SDG's), the New Urban Agenda and the Paris Climate agreement stress the role and opportunities for cities to assist in the transition to a more sustainable society.

1. What is a Sustainable City?

Sustainable cities are well governed cities, towns and villages, democratically co-produced by accountable elected officials, transparent administrations, constructive communities and citizens, and a responsible private sector. They are capable of developing ecologically sound regenerative urban-rural relations and addressing the broadly and socially defined needs of all citizens, including underprivileged and vulnerable ones, without jeopardizing the needs of future generations. Sustainable Cities are financially stable, support hybrid, multi-layered and uncorrupted decision-making mechanisms, give access to a diversity of forms of citizenship and empowerment, and are networked within broader governance dynamics of the state, region and neighboring settlements.

2. Shared goal of the JSF Sustainable Cities

Through their DGD programmes, the actors of the JSF Sustainable Cities contribute to a single, common goal: *promoting Sustainable Cities around the globe, with a particular emphasis on cities, municipalities, or defined territories within which sustainable development goals (SDGs) are realised. The Sustainable City will always remain within the ecological limits of the planet and, at the same time, guarantees that the minimum social standards required for the well-being of its citizens are met.*

3. Actors of the JSF Sustainable Cities in Tanzania

Current participants in the JSF Sustainable Cities are Brulocalis, COTA, Echos Communication, Oxfam MdM, Rikolto, UVCW and VVSG. Rikolto is the only JSF SC member with an active presence in Tanzania through its global Food Smart Cities programme (under the thematic JSF SC). Rikolto will be the focal point to assure linkages between the thematic JSF and the Tanzanian JSF.

BNGAs	Partner organisations of the BNGAs in Tanzania on Sustainable cities	Target audience	Focus / theme impact
Rikolto	<ul style="list-style-type: none"> - Public institutions like Mbeya city council, Arusha City Authority - Private sector partners - Local business incubators - Farmer groups in peri-urban areas 	Smallholder farmers, business development service providers, food SMEs, retailers, consumers, local authorities	Sustainable and inclusive city region food systems in Tanzanian cities
VVSG	To be confirmed: ALAT	Tanzanian municipalities	Exchange of expertise and peer learning between Flemish and Ugandan municipalities (other themes to be defined)

4. Priority challenges for the thematic JSF in Tanzania

Urbanisation brings greater prosperity, but also leads to development issues, both for cities and for the surrounding peri-urban and rural areas. Urban expansion offers both new opportunities and new challenges to societies. Local governments are key actors in realizing Agenda 2030. However, further capacity building of local governments is essential to make the transition to sustainable, coherent local policy, enhancing the welfare and living conditions of the population. Another challenge is related to sustainable urban food systems.

Challenges related to achieving SDG 2 in Tanzanian cities will be a priority under this thematic JSF. Tanzania’s cities population, including that of Arusha and Mbeya, is rapidly increasing and is projected to increase by 125% by 2030. 33% of children are chronically malnourished and diets are largely carbohydrate-based, lacking diversity. Therefore, the priority challenges identified for Sustainable Cities in Tanzania are the following:

- Citizens' access to diverse, healthy and sustainable food in Tanzanian cities
- Smallholder farmers’ access to urban food markets
- Access to business development services and financial resources for food chain actors
- Youth entrepreneurship in the field of healthy and sustainable food
- The effective participation of city region food system actors in territorial governance mechanisms that promote collective action.

5. Main approaches related to Sustainable Cities in Tanzania

Strategic goal 1 related to governance	<i>Co-constructing and implementing the local sustainable development policy.</i>
---	---

Approaches		ANGS
A	Elaborate and implement instruments, tools and strategies towards sustainable and inclusive city region food systems in Tanzania by contributing to the set-up of multi-stakeholder urban food governance platforms to catalyse collective actions	Rikolto
Strategic goal 2 related to capacities		<i>Strengthening the capacities of local non-governmental actors to contribute to the sustainable city.</i>
Approaches		ANGS
C	Strengthen the capacities of local (non-governmental) actors, such as service providers, farmers' organisations, SMEs, retailers and citizens to take up their role in the transition to sustainable & inclusive city region food systems in Tanzania	Rikolto
E	Facilitate exchanges and peer-to-peer learning	
Strategic goal 3 related to business models		<i>Local actors in cities are adopting inclusive business models to stimulate sustainable consumption and production.</i>
Approaches		ANGS
B	Professionalise business development service providers to ensure that producers and entrepreneurs have equitable access to the services and resources necessary for the development of their sustainable business activity, regardless of their gender or age	Rikolto
C	Facilitate the development of inclusive and circular business models between sustainable producers and urban buyers	
D	Incubate innovative sustainable businesses & strengthening access to services	
F	Document approaches and results and mobilise them to encourage local and national actors to invest in the replication of the approaches	

At the moment, VVSG is in the process of identifying a new partner country. Tanzania is one of the possibilities. The main aim for the new partnership is to connect Flemish and Ugandan municipalities, strengthening capacity and enhancing decentralised development cooperation. The focus would be on facilitating short-term exchange whereby a Flemish local politician or civil servant provides expertise on the ground based on a specific question/demand. The umbrella association (ALAT) would be the main point of contact, capturing questions of municipalities, examining which municipalities can be linked up with Flemish municipalities, thinking together with VVSG about possible ways to enhance municipal international cooperation. By extension we can look into other partnership opportunities, such as peer learning between VVSG and its sister association or developing thematic projects. If VVSG sets up a partnership in Tanzania, it will contribute to strategic goals 1 and 2 of the JSF.

6. Interface between the thematic JSF and JSF Tanzania – complementarity/synergy links

Rikolto, Iles de Paix and Trias have created an Arusha-based multi-stakeholder platform on sustainable food systems at city level. This platform structures interventions between all food system actors (NGOs, companies, local government and research institutions) around the question of food safety for citizens in Arusha city. The Arusha city programme is an important partnership between Belgian NGAs and will be a key element under the synergy chapter of the Tanzanian JSF. Especially approach 1.A under the Sustainable Food Systems chapter has a relevant link with the thematic JSF: 'Improve the business, social and institutional environment for all actors in favour of sustainable food systems at District, Regional and National levels.' Rikolto will make sure linkages are made between this common approach of BNGAs under JSF Tanzania and the thematic JSF.

Rikolto will also coordinate a Food Smart Cities programme in the city of Mbeya as part of the thematic JSF on sustainable cities.

The Tanzanian JSF has an approach to contribute to more inclusive and greener city development through entrepreneurship (approach 2.C). Trias and Rikolto will look for complementarity and synergies on this approach as part of the Tanzanian JSF. Wherever relevant, Rikolto will assume linkage with the thematic JSF on sustainable cities.

Dependant of VVSG's decision to set up a programme in Uganda, synergies will be further elaborated, not only with ANGS but also with Enabel.

JSF Uganda: 2-pager on links with the thematic JSF on sustainable cities

The Thematic JSF Sustainable Cities unites all BNGAs working on processes of urbanization, decentralization and (local) good governance. Rapid urbanization is one of the most important trends of the 21st century. International frameworks like the Agenda 2030 (SDG's), the New Urban Agenda and the Paris Climate agreement stress the role and opportunities for cities to assist in the transition to a more sustainable society.

1. What is a Sustainable City?

Sustainable cities are well governed cities, towns and villages, democratically co-produced by accountable elected officials, transparent administrations, constructive communities and citizens, and a responsible private sector. They are capable of developing ecologically sound regenerative urban-rural relations and addressing the broadly and socially defined needs of all citizens, including underprivileged and vulnerable ones, without jeopardizing the needs of future generations. Sustainable Cities are financially stable, support hybrid, multi-layered and uncorrupted decision-making mechanisms, give access to a diversity of forms of citizenship and empowerment, and are networked within broader governance dynamics of the state, region and neighboring settlements.

2. Shared goal of the JSF Sustainable Cities

Through their DGD programmes, the actors of the JSF Sustainable Cities contribute to a single, common goal: *promoting Sustainable Cities around the globe, with a particular emphasis on cities, municipalities, or defined territories within which sustainable development goals (SDGs) are realised. The Sustainable City will always remain within the ecological limits of the planet and, at the same time, guarantees that the minimum social standards required for the well-being of its citizens are met.*

3. Actors of the JSF Sustainable Cities in Uganda

Current participants to the JSF Sustainable Cities are Brulocalis, COTA, Echos Communication, Oxfam MdM, Rikolto, UVCW and VVSG. For Uganda, Rikolto is the lead partner organization to assure linkages between the thematic JSF and the Ugandan JSF.

BNGAs	Partner organisations of the BNGAs in Uganda on Sustainable cities	Target audience	Focus / theme impact
Rikolto	-Public institutions like Mbale city council, Kampala Capital City Authority -Private sector partners like Bringo Fresh -Farmer groups in peri-urban areas like Kangulumira Farmer group	Smallholders farmers, business development service providers, food SMEs, retailers, consumers, local authorities	Sustainable and inclusive city region food systems in Ugandan cities
VVSG	To be confirmed: ULGA and UAAU	Ugandan municipalities	Exchange of expertise and peer learning between Flemish and Ugandan municipalities (other themes to be defined)

4. Prioritised challenges for Sustainable Cities in Uganda as identified by the BNGAs and their local partners

- There is a lack of coordination and interconnections between food systems actors in Ugandan city regions and the need for a more holistic perspective to work across sectors and levels to make urban food environments in Ugandan cities more conducive to sustainable and healthy food consumption (Rikolto Food Environment study, 2020). This calls for a more systemic approach to urban food governance to catalyse collective actions among food system actors.
- Urban food supply chains are constrained by the difficulties facing Uganda’s food producers: access to finance and investment, lack of adequate market information, poor agricultural practices, limited access to quality agri-inputs, poor infrastructure and weak institutions leading to inefficiencies and a stagnant food production output well-below the population’s growth rate. Those challenges make it difficult for urban dwellers to access nutritious, safe and sustainably produced food at an affordable price. Ugandans’ diets are monotonous and unvaried, with staples forming 55% of the food intake, frequently causing micronutrient deficiencies (Uganda Nutrition Action Plan, 2011).
- Local governments are key actors in realizing Agenda 2030. Further capacity building of local governments is essential to make the transition to sustainable, coherent local policy, enhancing the welfare and living conditions of the population.

5. Main approaches related to Sustainable Cities in Uganda

Strategic goal 1 related to governance	<i>Co-constructing and implementing the local sustainable development policy.</i>	
Approaches		ANGS
A	Elaborate and implement instruments, tools and strategies towards sustainable and inclusive city region food systems in Uganda by contributing to the set up multi-stakeholder urban food governance platforms to catalyse collective actions	Rikolto
Strategic goal 2 related to capacities	<i>Strengthening the capacities of local non-governmental actors to contribute to the sustainable city.</i>	
Approaches		ANGS
C	Strengthen the capacities of local (non-governmental) actors, such as service providers, farmers' organisations, SMEs, retailers and citizens to take up their role in the transition to sustainable & inclusive city region food systems in Uganda	Rikolto
E	Facilitate exchanges and peer-to-peer learning	
Strategic goal 3 related to business models	<i>Local actors in cities are adopting inclusive business models to stimulate sustainable consumption and production.</i>	
Approaches		ANGS
B	Professionalise business development service providers to ensure that producers and entrepreneurs have equitable access to the services and resources necessary for the development of their sustainable business activity, regardless of their gender or age.	Rikolto
C	Facilitate the development of inclusive and circular business models between sustainable producers and urban buyers	
D	Incubate innovative sustainable businesses & strengthening access to services	

F	Document approaches and results and mobilise them to encourage local and national actors to invest in the replication of the approaches	
----------	---	--

At the moment, VVSG is in the process of identifying a new partner country. Uganda is one of the possibilities. The main aim for the new partnership is to connect Flemish and Ugandan municipalities, strengthening capacity and enhancing decentralised development cooperation. The focus would be on facilitating short-term exchange whereby a Flemish local politician or civil servant provides expertise on the ground based on a specific question/demand. The umbrella associations (ULGA and UAAU) would be the main point of contact, capturing questions of municipalities, examining which municipalities can be linked up with Flemish municipalities, thinking together with VVSG about possible ways to enhance municipal international cooperation. By extension we can look into other partnership opportunities, such as peer learning between VVSG and its sister associations or developing thematic projects. If VVSG sets up a partnership in Uganda, it will contribute to strategic goals 1 and 2 of the JSF.

6. Complementarity/Synergy with JSF Uganda

Rikolto has a global sustainable city programme called Food Smart Cities that is part of this thematic JSF. Globally, our food systems are in crisis and need to become more sustainable, resilient and inclusive.

Rikolto will act as a bridge between the JSF Sustainable Cities and the JSF Uganda and actively work towards the identification and operationalisation of synergies. Specific opportunities will likely arise for activities carried out under JSF SC's 3rd strategic goal (inclusive business models) and JSF Uganda's 4th (sustainable agriculture & food systems), and 5th (entrepreneurship & youth employment) goals.

On the initiative of Rikolto a sustainable city program has been launched in the city of Mbale in 2020. This program will be upscaled as part of the 2022-2026 strategy.

In the city of Fort Portal and/or the nearby town of Kamwenge, Broederlijk Delen, Iles de Paix, Rikolto and SOS Faim are exploring opportunities to strengthen the city food system. Complementarity and/or synergy between these approaches forms a part of Uganda's JSF.

Thematic JSF interventions to support Ugandan cities with sustainability efforts on food and agriculture will furthermore be aligned with Enabel Uganda's urbanization programs. Especially in the Northern part of the country (Gulu, Arua), some opportunities for complementarity and/or synergy might be found.

Dependant of VVSG's decision to set up a programme in Uganda, synergies will be further elaborated, not only with ANGS but also with Enabel.

Link between the JSF Vietnam and the JSF Sustainable Cities

1. Vision on Sustainable Cities

The thematic JSF Sustainable Cities connects actors of non-governmental partnerships working on the processes of urbanisation, decentralisation, and sound local administration. Rapid urbanisation is one of the most important trends of the 21st century and is associated with ongoing administrative transformations, with a transfer of powers and resources between administrative layers, and changes the relationships between the public sector, the private sector, and civil associations. International frameworks such as the Agenda 2030 (SDGs), the New Urban Agenda, and the Paris Climate Agreement emphasise the role and opportunities offered by the local level for the transition towards a sustainable society.

What is a Sustainable City?

Sustainable cities are well governed cities, towns and villages, democratically co-produced by accountable elected officials, transparent administrations, constructive communities and citizens, and a responsible private sector. They are capable of developing ecologically sound regenerative urban-rural relations and addressing the broadly and socially defined needs of all citizens, including underprivileged and vulnerable ones, without jeopardizing the needs of future generations. Sustainable Cities are financially stable, support hybrid, multi-layered and uncorrupted decision-making mechanisms, give access to a diversity of forms of citizenship and empowerment, and are networked within broader governance dynamics of the state, region and neighbouring settlements.

2. The shared goal of the JSF Sustainable Cities

Through their DGD programmes, the actors of the JSF Sustainable Cities contribute to a single, common goal: *promoting Sustainable Cities around the globe, with a particular emphasis on cities, municipalities, or defined territories within which sustainable development goals (SDGs) are realised. The Sustainable City will always remain within the ecological limits of the planet and, at the same time, guarantees that the minimum social standards required for the well-being of its citizens are met.*

3. Actors of the JSF Sustainable Cities in Vietnam

Belgian ANGS	Partner organisation of the Belgian ANGS in Vietnam related to Sustainable Cities	Target audience	Focus/theme impact
Rikolto	Provincial Department of Agriculture and Rural Development (DARDs) Management Board of selected markets (MBs) Association of Food Transparency (AFT) Center for Rural Economic Development (CRED) Hanoi University of Technology (HUST) Organic Agriculture Association (OAA) Vietnam Center for Social Initiative Promotion (CSIP) Cooperative Alliance (VCA) National Institute of Nutrition (NIN)	Smallholders farmers Food processors Retailers (online, offline) Consumers Schools City governments Youth	Sustainable and inclusive city region food systems; access to healthy, sustainable and nutritious food for all citizens in Hanoi, HCMC, Phu Ly, Vinh Yen.

4. Prioritised challenges for Sustainable Cities in Vietnam as identified by the ANGS and their local partners

Urbanisation brings greater prosperity, but also leads to development issues, both for cities and for the surrounding peri-urban and rural areas. Urban expansion offers both new opportunities and new challenges to societies around the globe.

Governance

- **Weak law enforcement on food safety:** The surveillance system is active along the food chains, however it is mainly focussing on the size of the operators, not risk-based and coordination between different departments and between the provincial and national level are weak. Urban food governance is an increasingly attractive topic but without opportunities for multi-stakeholder coordination at city-level. Consumers’ trust to food safety is deteriorated.

Capacities

- Lack of risk assessment capacity of the responsible government agencies causes ineffective food safety management, especially with limited resources and inspection mostly carried out at the market.
- Stakeholders mostly focus on their own work with limited sharing and exchanging about how they can contribute to a sustainable food system for the cities.
- Lack of resources and technical capacity in sustainable production, traceability system application, good practices in hygiene of actors along the value chains including cooperatives, farmer organizations, farmers and vendors in the traditional market and street vendors make healthy sustainable nutritious food in the market less available.

Inclusive business models

- Big and medium size cities in Vietnam become increasingly food dependant to other regions (Hanoi: 40%, HCMC: 70%, Da Nang: 90%) and especially become more vulnerable to crises such as Covid19. The supply chain faces various challenges when dealing with millions of smallholder farmers in small size cooperatives, and hundreds of thousands of vendors in the informal sector of wet and street markets including: (1) Unsustainable production; (2) Inefficient long supply chain; high losses with limited added value at farm level; (3) Lack of awareness about nutrition, sustainability and health and (4) poor infrastructure in traditional wet markets, where more than 90% of the traders are female.
- A shift of nutrition-related problems towards overweight and obesity, leading to an increase of NCD related health risks is observed. A survey of more than 5000 students aged 7-17 from 75 schools in 5 cities⁷ including Hanoi and HCMC, found that 86% of children in urban areas are overweight and/or obese compared to 35% in rural areas. Another research found that obesity in children below 5 in HCMC increased 3 times from 3.7% in 2000 to 11.5% in 2013⁸.
- About 98% of enterprises in Vietnam are SMEs, which contribute approximately 45 per cent of the GDP, 31 per cent of the total state budget, and have created more than five million jobs in 2019. Agri-food SMEs, accounting for 1% of SMEs, directly connect farmers to the cities. Besides, there are thousands of micro enterprises and start-ups, who are investing in sustainable food and are facing challenges to grow. However, they are often overlooked, falling between the crevices of policies on agriculture, food safety, nutrition, trade, and agro-industry.

5. Main approaches related to Sustainable Cities in Vietnam

The ANGS will focus primarily on the following goals and approaches in Vietnam in relation to Sustainable Cities to address the challenges of ensuring access to healthy, sustainable and nutritious food to all city-dwellers:

Strategic goal 1 related to governance	Co-constructing and implementing the local sustainable policy with local actors	
Approaches		ANGS

⁷ Hanoi, HCMC, Thai Nguyen, Nghe An, Soc Trang
⁸ <https://english.vietnamnet.vn/fms/society/109004/childhood-obesity-in-hcm-city-on-sharp-rise.html>

B	Set up effective mechanisms and tools for dialogue and cooperation between local actors to foster the co-creation and co-implementation of sustainable food policies through multi-stakeholder urban food governance mechanisms and a sustainable food business network.	Rikolto
Strategic goal 2 related to capacities		The capacities of local actors to shape the sustainable city have been strengthened
Approaches		ANGS
A	Strengthening the capacities of local authorities to contribute to sustainable cities, including on food safety	Rikolto
B	Strengthening the capacities of local (non-governmental) actors, such as service providers, farmers' organisations, schools, households, the private sector etc. to actively participate in a sustainable society through both technical capacity building and support to engage with local governments	Rikolto
C	Facilitate exchanges and peer-to-peer learning	Rikolto
Strategic goal 3 related to business model		Local economic actors adopt inclusive procurement practices that stimulate sustainable consumption and production
Approaches		ANGS
A	Facilitate the development of inclusive and/or circular business models that connect sustainable producers and enterprises to urban markets under fair trade conditions.	Rikolto
B	Facilitate the development and incubation of businesses contributing to sustainable territorial production and consumption and strengthen local ecosystems in support of sustainable SMEs.	Rikolto
C	Encourage the participation of citizens in the co-creation of new multi-actor solutions for more sustainable territorial economic systems	Rikolto

6. Opportunities for complementarity & synergy with the actors of the JSF Vietnam

As the thematic JSF 'sustainable cities' has a general objective focused on building strong governance capabilities at the subnational level there will be complementarities with the full members of the geographical JSF Vietnam as they will all work in close coordination with subnational government departments (Rikolto on agriculture, PLAN on Social Protection, VVOB on Education). The responsiveness of subnational government departments to specific needs of their geographic area and the capability to frame dedicated local strategies in the national policy context will therefore be part of all the approaches during design and implementation. Whilst the themes of the interventions in Vietnam may not always be naturally connected, the capacity to interact and to self-renew of subnational government structures is a field where the changes that are sought after are complementary within the geographic JSF (therefore it is formulated as a shared learning goal) and with the thematic JSF sustainable cities.

ANNEXE 4 - LISTE DE REFERENCES

1 Contexte général et analyse des risques

SECTION 1

Avelino, F. and Wittmayer, J. M. (2016) 'Shifting Power Relations in Sustainability Transitions: A Multi-actor Perspective', *Journal of Environmental Policy & Planning*, 18(5), pp. 628–649. doi: [10.1080/1523908X.2015.1112259](https://doi.org/10.1080/1523908X.2015.1112259).

Cook, I. R. and Swyngedouw, E. (2012) 'Cities, Social Cohesion and the Environment: Towards a Future Research Agenda', *Urban Studies*, 49(9), pp. 1959–1979. doi: [10.1177/0042098012444887](https://doi.org/10.1177/0042098012444887).

Harvey, D. (2012) *Rebel Cities: From the Right to the City to the Urban Revolution*. Verso Books.

Jessop, B. (2004) 'Multi-level Governance and Multi-level Metagovernance: Changes in the European Union as Integral Moments in the Transformation and Reorientation of Contemporary Statehood', in *Multi-level Governance*. Oxford University Press. Disponible sur : <https://www-oxfordscholarship-com.kuleuven.ezproxy.kuleuven.be/view/10.1093/0199259259.001.0001/acprof-9780199259250-chapter-4> (Dernière consultation : 29 Juin 2020).

Kazepov, Y., Colombo, F. and Sarius, T. (2020) 'The multi-scalar puzzle of social innovation', in *Local Social Innovation to Combat Poverty and Exclusion: A Critical Appraisal*. 1st edn. Bristol University Press, pp. 91–111. doi: [10.2307/j.ctvs32tpj](https://doi.org/10.2307/j.ctvs32tpj).

Manganelli, A., Broeck, P. van den and Moulaert, F. (2020) 'Socio-political dynamics of alternative food networks: a hybrid governance approach', *Territory, Politics, Governance*, 8(3), pp. 299–318. doi: <https://doi.org/10.1080/21622671.2019.1581081>.

Parra, C. (2013) 'Social Sustainability: A Competing Concept to Social Innovation?', in *The International Handbook on Social Innovation. Collective Action, Social Learning and Transdisciplinary Research*. Cheltenham: Edward Elgar, pp. 142–154.

Solidagro, Kiyo and Viva Salud (2019) 'Visietekst Rechtenbenadering 2019'. Solidagro. Disponible sur : <https://www.solidagro.be/nl/publicaties>.

Swyngedouw, E. and Kaika, M. (2014) 'Urban Political Ecology. Great Promises, Deadlock... and New Beginnings?', *Documents d'Anàlisi Geogràfica*, 60(3). doi: [10.5565/rev/dag.155](https://doi.org/10.5565/rev/dag.155).

UN-Habitat (2019) 'Sustainable Development Goals Cities'. UN Habitat. Disponible sur : https://unhabitat.org/sites/default/files/2020/01/fp5-sdg_cities_v261119.pdf (Dernière consultation : vendredi 4 décembre 2020).

United Nations General Assembly (2015) 'Transforming Our World: The 2030 Agenda for Sustainable Development. Resolution adopted by the General Assembly on 25 September 2015 A/70/L.1.', in *A New Era in Global Health*. New York, NY: Springer Publishing Company. doi: [10.1891/9780826190123.ap02](https://doi.org/10.1891/9780826190123.ap02).

United Nations (2017) *New Urban Agenda*. Habitat III Secretariat.

Van den Broeck, P. (2008) 'The Changing Position of Strategic Spatial Planning in Flanders. A Socio-Political and Instrument-Based Perspective', *International Planning Studies*, 13(3), 261–283. [doi: https://doi.org/10.1080/13563470802521457](https://doi.org/10.1080/13563470802521457)

SECTION 2

Brenner, N., Marcuse, P. and Mayer, M. (2009) 'Cities for people, not for profit', *City*, 13(2–3), pp. 176–184. [doi: 10.1080/13604810903020548](https://doi.org/10.1080/13604810903020548).

Brenner, Neil. 2018. "Debating Planetary Urbanization: For an Engaged Pluralism." *Environment and Planning D: Society and Space* 36 (3): 570-590.

Burdett, Ricky, and Dyan Dudjic. 2007. *The Endless City: The Urban Age Project* by the London School of Economics and Deutsche Bank's Alfred Herrhausen Society. London, New York: Phaidon Press.

Holemans, D. *et al.* (2018) 'Quand les citoyens prennent les choses en main. Coup de projecteur sur les collectifs citoyens créés en 2015-2016.' Une étude réalisée avec le soutien de la Fondation Roi Baudouin par Oikos Denktank en collaboration avec le prof. T. De Moor (Universiteit Utrecht). Bruxelles. Disponible sur : <https://oikos.be/denktank/artikels/333-quand-les-citoyens-prennent-ensemble-les-choses-en-main-focus-sur-les-collectifs-citoyens-crees-en-2015-et-2016> (Dernière consultation : mardi 22 janvier 2019).

OECD/SWAC (2020), *Africa's urbanisation dynamics 2020: Africapolis, mapping a new urban geography*, West-African studies, OECD Publishing, Paris

Pleyers, Geoffrey. 2020. "The Pandemic is a battlefield: Social movements in the COVID-19 lockdown." *Journal of Civil Society*: 1-18. <https://doi.org/10.1080/17448689.2020.1794398>.

United Nations (2017) *New Urban Agenda*. Habitat III Secretariat.

Vervloesem, Els, Bruno De Meulder, and André Loeckx. 2012. *Urban renewal in Flanders (2002-2011): a particular practice in Europe*. Brussels: ASP Academic and Scientific Publishers, 2012.

SECTION 3

Eizaguirre, S., Pradel, M., Terrones, A., Martinez-Celorrio, X., & García, M. (2012). 'Multilevel Governance and Social Cohesion: Bringing Back Conflict in Citizenship Practices', *Urban Studies*, 49(9), 1999–2016. [doi: https://doi.org/10.1177/0042098012444890](https://doi.org/10.1177/0042098012444890)

European Commission (2016) 'Supporting decentralisation, local governance and local development through a territorial approach'. Disponible sur : http://cib-uclg.org/sites/default/files/eu_supporting_local_governance.pdf.

FAO et al. (2020) *Webinar: Cities and Covid-19 - food access for vulnerable communities in practice*. Online. Disponible sur : <https://www.youtube.com/watch?v=WpfoiCtR7AA>.

Jessop, B. and Sum, N.-L. (2020) '18. Putting solidarity in its place in metagovernance', in Van den Broeck, P. et al. (eds) *Social innovation as political transformation. Thoughts for a better world*. Edward Elgar, pp. 90–96.

Galland, D., Harrison, J. and Tewdwr-Jones, M. (2020) 'What Is Metropolitan Planning and Governance for?', in Zimmermann, K., Galland, D., and Harrison, J. (eds) *Metropolitan Regions, Planning and Governance*. Cham: Springer International Publishing, pp. 237–256. doi: [10.1007/978-3-030-25632-6_14](https://doi.org/10.1007/978-3-030-25632-6_14).

Paidakaki, A. et al. (2020) 'Can pro-equity hybrid governance shape an egalitarian city? Lessons from post-Katrina New Orleans', *Territory, Politics, Governance*, 0(0), pp. 1–19. doi: [10.1080/21622671.2020.1773919](https://doi.org/10.1080/21622671.2020.1773919).

UCLG (2019) *The Localization of the Global Agendas. How local action is transforming territories and communities*. Fifth Global Report on Decentralization and Local Democracy. UCLG. Disponible sur : https://www.uclg.org/sites/default/files/goldv_en.pdf (Dernière consultation : vendredi 4 décembre 2020).

United Nations (2017) *New Urban Agenda*. Habitat III Secretariat.

United Nations Department of Economic and Social Affairs (UNDESA) (2012) 'Challenges and way forward in the urban sector. Sustainable Development in the 21st century (SD21)'. Disponible sur : https://sustainabledevelopment.un.org/content/documents/challenges_and_way_forward_in_the_urban_sector_web.pdf (Dernière consultation : vendredi 20 novembre 2020).

UN-Habitat (2018) *SDG 11 Synthesis Report: Tracking Progress Towards Inclusive, Safe, Resilient and Sustainable Cities and Human Settlements. High level Political Forum 2018*. UN Habitat. Nairobi.

SECTION 4

UCLG (2019) *The Localization of the Global Agendas. How local action is transforming territories and communities*. Fifth Global Report on Decentralization and Local Democracy. UCLG. Disponible sur : https://www.uclg.org/sites/default/files/goldv_en.pdf (Dernière consultation : vendredi 4 décembre 2020).

United Nations (2020) *The Sustainable Development Goals Report 2020*. United Nations, p. 68. Disponible sur : <https://unstats.un.org/sdgs/report/2020/The-Sustainable-Development-Goals-Report-2020.pdf> (Dernière consultation : vendredi 4 décembre 2020).

DGD, CTB, des ONGs, Associations des Villes et Communes (Flandres, Wallonie, Bruxelles) et d'experts indépendants (2008). *Cadre conceptuel pour l'appui de la Belgique à la décentralisation et à la gouvernance locale*. Brussels.

2 Cibles stratégiques

CIBLE 1

Energieraad, (2006). Een graadje slimmer naar nieuwe instrumenten voor energiebesparingsbeleid. Disponible sur : https://www.rli.nl/sites/default/files/aer_advies_061108_een_graadje_slimmer.pdf

European Commission. Subgroup on “Delivering SDGs at local and regional level”, (2018). *Delivering the Sustainable Development Goals at local and regional level*. Disponible sur : <https://ec.europa.eu/info/sites/info/files/delivering-sdgs-local-regional-level.pdf>

Fioretti, C., Pertoldi, M., Busti, M. and Van Heerden, S. (eds), (2020). *Handbook of Sustainable Urban Development Strategies*. European Commission.

Gayraud E., Auroy P., (2019). *La participation citoyenne, dimension et condition du développement durable* dans Parole publique, n°23, avril 2019.

Gong, W., K. R. Rathore, H. Lyu and V. J. Haykin. (2016). *Cities at a Crossroads: Unlocking Industries' Potential for Sustainable Urban Development*. Vienna : UNIDO.

Hurard, M., (2011). *La participation citoyenne au développement durable à l'échelle locale en Europe*. Think Thank européen 'Pour la Solidarité'. Disponible sur : https://www.pourlasolidarite.eu/sites/default/files/publications/files/working_paper_-_participation_citoyenne_26.08.11_0.pdf

UN Habitat, (2016). *Nouveau Programme pour les villes*.

UN Habitat, (2020). *World Cities Report 2020. The Value of Sustainable Urbanization*. Disponible sur : https://unhabitat.org/sites/default/files/2020/10/wcr_2020_report.pdf

Union européenne, (2011). *Les villes de demain. Vision, défis et perspectives*.

United Cities and Local Governments (UCLG), (2016). *GOLD IV. Co-creating the urban futura. The agenda for metropolises, cities and territories*. Disponible sur : https://www.uclg.org/sites/default/files/gold_iv_executive_summary.pdf

United Cities and Local Governments (UCLG). *The sustainable development goals. What local governments need to know*. Disponible sur : https://www.uclg.org/sites/default/files/the_sdgs_what_localgov_need_to_know_0.pdf

CIBLE 2

Bossuyt, J., Ronceray, M., (2020). *Claiming back civic space. Towards approaches fit for the 2020s?* EDDPM. Disponible sur : https://diplomatie.belgium.be/sites/default/files/downloads/study_claiming_back_civic_space_towards_approaches_fit_2020s.pdf

Buis, H., Boex, J., (2015). *Improving local government performance by strengthening their 5 core capabilities*. VNG. Online. Disponible sur : https://www.vng-international.nl/wp-content/uploads/2015/07/Paper_on_Local_Governments_and_the_5_Capabilities_opgemaakt1.pdf

De Peuter, B., Janssens, L., (2017). *Bestuurskracht. Inzichten vanuit het platteland*. Politeia.

Kiyo, Solidagro, Viva Salud (2019). *Visietekst rechtenbenadering*. Disponible sur : https://www.solidagro.be/l/nl/library/download/urn:uuid:ed2cdfd7-76ac-447c-ac24-4491c490e8b5/visietekst+rechtenbenadering+.pdf?format=save_to_disk&ext=.pdf

SERV, (2020). *Rapport Binnenlands Bestuur. Een permanente zoektocht naar meer gelaagde bestuurskracht. Achtergrondrapport bij het advies*. Online. Disponible sur : https://www.serv.be/sites/default/files/documenten/SERV_20200924_gelaagde_bestuurskracht_RA_P.pdf

UCLG CIB Working Group, (2020). *Joint CIB position on how local government development cooperation can contribute to achieving the objectives presented in the UCLG Decalogue for the post-COVID-19 era*. Online. Disponible sur : http://www.cib-uclg.org/sites/default/files/joint_cib_position_on_how_local_government_development_cooperation_can_contribute_to_achieving_the_objectives_presented_in_the_uclg_decalogue_for_the_post-covid-19.pdf

UN Habitat, (2020). *UN-Habitat Capacity Building Strategy. Presented by the Executive Director to the Executive Board*. Online. Disponible sur : https://unhabitat.org/sites/default/files/2020/02/un-habitat_capacity_building_strategy_abridged_version_final_draft_for_sharing_revised_post_pmc_3_1012020_clean.pdf

UNDP, (2010). *The local capacity strategy. Enabling Action for the Environment and Sustainable Development*. Online. Disponible sur : <https://www.undp.org/content/dam/aplaws/publication/en/publications/environment-energy/www-ee-library/local-development/undps-local-capacity-strategy/Local%20Capacity%20Strategy%20-%20Final.pdf>

CIBLE 3

C40 Cities. 2020. *The Future of Urban Consumption in a 1.5°C World*. C40 Cities Headline Report. <https://www.c40.org/consumption>

FAO. 2019. *FAO framework for the Urban Food Agenda*. Rome. <https://doi.org/10.4060/ca3151en>

Monteiro, C. A., Moubarac, J. C., Cannon, G., Ng, S.W., et Popkin, B. 2013. *Ultra-processed products are becoming dominant in the global food system*. *Obesity Reviews*. Nov;14 Suppl 2:21-8. <https://doi.org/10.1111/obr.12107>

Nagurney, A. 2015. *Design of Sustainable Supply Chains for Sustainable Cities*. *Environment & Planning B*, 42(1), pp 40-57. <https://supernet.isenberg.umass.edu/articles/SustainableCities.pdf>

Platenkamp, L., Polack, S., Mbuya, M.N.N., Demmler, K. M., Boatemaa Kushitor, S., Moragues-Faus, A., Battersby, J., Drimie, S. 2020. *Defining urban governance for nutrition - Implications for enabling better nutrition for cities*. *GAIN Discussion Paper Series 4*. <https://doi.org/10.36072/dp.4>

Thebo, A.L., Drechsel P., Lambin E.F. 2014. *Global assessment of urban and peri-urban agriculture: irrigated and rainfed croplands*. *Environmental Research Letters* 9. <https://iopscience.iop.org/article/10.1088/1748-9326/9/11/114002>

UN Habitat. 2019. *Urban-rural linkages guiding principles. Framework for action to advance integrated territorial development*. Nairobi. <https://unhabitat.org/urban-rural-linkages-guiding-principles->

ANNEXE 5 - COORDONNEES DES MEMBRES ACNG

Liste des participants au CSC

Organisation	Nom	E-mail
Brulocalis	Jean-Michel Reniers	jean-michel.reniers@brulocalis.brussels
COTA	Emmanuel Gayraud	emmanuel.gayraud@cota.be
Echos Communication	Tania Kusikumbaku	tania.kusikumbaku@echoscommunication.org
Oxfam MDM	Sophie Tack	sophie.tack@mdmoxfam.be
Rikolto	Charlotte Flechet	charlotte.flechet@rikolto.org
UVCW	Isabelle Compagnie	isabelle.compagnie@uvcw.be
VVSG	Karliën Gorissen	karlien.gorissen@vvsg.be

Liste des observateurs du CSC

Organisation	Nom	E-mail
ARES	Hedia Hadjaj	hediam.hadjaj@ares-ac.be
BOS+	Bram Sercu	bram.sercu@bosplus.be
	Pieter Vandesype	pieter.vandesype@bosplus.be
Iles de Paix	Olivier Genard	olivier.genard@ilesdepaix.org
Join For Water	Johan Slimbrouck	johan.slimbrouck@joinforwater.ngo
	Dirk Glas	dirk.glas@joinforwater.ngo